



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

UNIVERSITE DE METZ



Jacques GRANDJONG

COMMUNISME / KOMMUNISMUS / COMMUNISM .

ORIGINE ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL DE
LA TERMINOLOGIE COMMUNAUTAIRE PREMARXISTE
DES UTOPISTES AUX NEO-BABOUVISTES

1785 - 1842

2/2

Thèse d'Etat sous la direction de
Monsieur Pierre GRAPPIN

1 9 7 9

14 COMMUNISTE ET COMMUNAUTAIRE, PARIS ET LONDRES, 1839

14 A TU ES AVEC DES REPUBLICAINS COMMUNISTES, ANONYME, PARIS

[ANONYME] in Cour des Pairs. Attentat du 15 octobre 1840.
Rapport fait à la Cour par M. le Baron GIROD (de l'Ain),
 Paris 1841, p. 71.

L'extrait qui suit est emprunté au Formulaire de réception des nouveaux membres à l'Association ou Société des Travailleurs Egalitaires, parvenu entre les mains de la justice avant l'attentat de Marius Darmès (1797-1841) contre Louis-Philippe (15 octobre 1840), d'une manière et à une date que ne précise pas Girod de l'Ain dans son Rapport, où il est simplement dit à propos des Statuts de la société dont une copie était également connue de la justice avant celle découverte chez Darmès: "Nous joignons à cette pièce un formulaire de réception de la même société, à nous transmis par l'autorité administrative, qui en était saisie avant la perquisition opérée chez Darmès" (p. 70-71). Les trois pièces centrales sur les Travailleurs Egalitaires sont: 1) le Formulaire de réception, dont je n'ai pu retrouver l'original, reproduit par Girod, p. 71-73; après sa réception le candidat prononçait 2) une Profession de foi, dont un exemplaire fut saisi chez Darmès (reproduit in Girod, p. 70) et prenait connaissance 3) des Statuts; des deux exemplaires manuscrits mentionnés par Girod, seul l'original saisi chez Darmès est conservé (AN P, CC 777): il est de la main du mécanicien Louis Racarie, né à Paris en 1807, contresigné par lui-même et par Aimé Borel, mécanicien né en 1813 à Neuchâtel (Suisse) et membre de la

) société secrète des communistes depuis juin 1840. Ce document
) est reproduit in Girod, p. 62-69. Sur toute cette question on
) se reportera également au Procès de Darmès publié en livraisons
) chez Pagnerre, Paris 1840-1841.

) Comme il ressort de l'analyse historique et socio-linguis-
) tique effectuée au chapitre V (cf. p. 145-147), si les Statuts
) et la Profession de foi sont repris de documents antérieurs
) (Société des Saisons, de l'Avenir, etc.), le Formulaire de ré-
) ception n'est pas antérieur à la seconde moitié de 1839. Il
) date, si on excepte l'usage privé du substitut Poinsoy en 1835,
) le premier réemploi de "communiste" adjectif et substantif
) ainsi que de la formule "Républicains communistes" depuis Res-
) tif en 1797 (cf. document 6). En outre ce passage peut être
) tenu à juste titre pour une des premières manifestations de
) principe de l'internationalisme prolétaire, lié à la conscien-
) ce de la division non plus seulement de la société française,
) mais de la société universelle, en deux classes antagonistes,
) les ouvriers ou "les communistes nos frères" et "les aristo-
) crates nos ennemis".

AU NOM DU PEUPLE ET DU CONSEIL EXECUTIF,LA SEANCE EST OUVERTE

[...]

Ecoute avec confiance et sans crainte; tu es avec des Républicains communistes¹²⁸, et par conséquent tu commences à vivre sous l'ère de l'égalité. Ils seront tes frères si tu es fidèle à ton serment, mais tu seras à jamais perdu si tu le trahis. Ils l'ont tous juré comme tu viens de le jurer toi-même.

Ecoute toujours avec la plus grande attention: La communauté, c'est la véritable République: travail commun, éducation, propriété, jouissances communes; c'est le soleil, symbole de l'égalité¹²⁹, c'est la foi nouvelle pour laquelle nous avons tous juré de mourir! Nous ne connaissons ni barrières, ni frontières, ni patrie; tous les communistes¹²⁸ sont nos frères, tous les aristocrates nos ennemis!

Nous voulons une dictature,¹³⁰ après la révolution, pour appliquer nos principes et briser toutes les aristocraties, et par conséquent renverser de fond en comble tout ce qui reste d'impur. La communauté une fois établie, les fonctions et les intelligences étant différentes, tout reposera sur le sens universel classé avec ordre. Tes frères et ton comité t'instruiront de tous les détails. [...]

14 B LE SYSTEME COMMUNAUTAIRE, ANONYME, LONDRES

Rapport sur les mesures à prendre, et les moyens à employer, pour mettre la France dans une voie révolutionnaire, le lendemain d'une insurrection victorieuse effectuée dans son sein. Lu à la Société Démocratique Française, à Londres, dans la séance du 18 novembre 1839. Les diverses conclusions de ce rapport ont été adoptées, après discussion, par la Société Démocratique Française, le 14 septembre 1840 Londres [1840], p. 4-5.

Il n'existe encore aucune étude de référence sur la fondation et l'activité de la Société Démocratique Française à Londres, aussi appelée Société Française d'Instruction vers 1844-1846 sur le modèle du Deutscher Arbeiter-Bildungs-Verein. On se reportera à l'esquisse qui en est donnée p. 151-156 et aux notes correspondantes. Depuis l'origine en 1835 et jusqu'au milieu de l'année 1845 l'adresse de la SDF et du CABV (fondé le 7 février 1840 sous le nom de Deutsche Demokratische Gesellschaft) est au "Red Lion", Great Windmill street, corner Archer street / Regent street, Haymarket, London. A partir de la seconde moitié de 1845 les deux associations, qui fonctionnaient pour une large part en symbiose et qui s'apprêtent alors à fonder les Fraternal Democrats avec les Chartistes sous l'incitation de F. Engels venu de Bruxelles, se transportent à la taverne du "White Hart", Drury lane, "three doors from National Chartist Hall", le siège central des Chartistes dans le quartier de Holborn, marquant ainsi le caractère international accru de leurs activités politiques. Les premiers documents se rapportant à la SDF ont été publiés par Lehning Discussions à

Londres (1952 et 1953); puis on trouve des renseignements multiples dans BdK I (1970); la correspondance entre Berrier-Fontaine à Londres et Cabet à Paris pour 1847 a été (mal) publiée par Denise Rocher Aux origines de l'associationisme (1970), cf. Grandjonc Neu-Germanien note 43; des documents de surveillance policière de la SDF ont été publiés in Grandjonc Les émigrés (1972); ceux qui attestent l'activité de la SDF dans le courant internationaliste de 1840 à mars 1848 sont en cours de publication in Andréas/Grandjonc/Pelger Anfänge. Un premier essai d'analyse de la SDF, intéressant principalement pour les années trente et fournissant un certain nombre de détails sur les membres de la société, a été effectué par Mondher Sfar La Société Démocratique Française à Londres 1835-1848, mémoire de maîtrise dactylographié, 200 p., sous la direction de J. Droz et J. Grandjonc, Université de Paris I, 1977.

En ce qui concerne les rédacteurs éventuels du Rapport sur les mesures à prendre cf. p. 153-154. Il n'en existe plus à ma connaissance qu'un seul exemplaire original conservé par l'Istituto Feltrinelli de Milan. Une reproduction facsimilé en est prévue dans la série Les Révolutions du XIXe siècle 1834-1847; jusqu'à présent les chercheurs n'avaient jamais disposé que des reproductions qu'en donnent Girod Rapport p. 77-95 d'une part et V. Bouton Profils révolutionnaires p. 170-177 de l'autre, les deux exemplaires saisis chez Delahodde et Pernin en 1841 n'ayant été versés ni aux Archives Nationales ni à la Bibliothèque Nationale. La brochure, de 16 pages, fut durant les années quarante assez largement répan-

due.

A Londres: la bibliothèque du Communistischer Arbeiter-Bildungs-Verein en possédait un exemplaire; cf. Bildungs- und Gegenseitige Unterstützungs-Gesellschaft für Arbeiter in London Londres [1846], Bücherverzeichniß, p. 12, n° 19: Rapport de la Société démocratique française (cf. note 294). Il ne semble pas que le Rapport soit désormais parmi les ouvrages de la bibliothèque du CABV conservés à l'IISG d'Amsterdam.

, 357 A Bruxelles: Jacques Imbert (1793-1851), exilé à deux reprises en Belgique (1835-1841 et 1843-1848) possédait le Rapport qu'il reproduisit en 1847 dans le journal qu'il avait fondé à Bruxelles, L'Atelier Démocratique (in n°s 33, 34) et 36 des 21 et 28 mars, 4 et 11 avril 1847; seul de ces 4 numéros le 36 est conservé). Et le 24 novembre 1849 encore il écrivait de Marseille à Ledru-Rollin en exil à Londres pour lui proposer, comme base de programme politique devant servir à la reconquête de la République, le Rapport sur les mesures à prendre (cf. Dupont, p. 309-310).

A Paris: le Rapport fut d'abord saisi le 24 février 1841 chez Lucien Delahodde, qui devait être démasqué en 1848 comme mouchard de la police politique depuis dix ans (cf. Caussidière, p. 149-155), puis le 28 février chez Pernin, peintre en bâtiment à Belleville (cf. Girod, p. 74). Delahodde, natif de Wimille, dans le Pas-de-Calais, était tout indiqué pour établir un contact avec les Londoniens.

[...]

Nous vous avertissons, Citoyens, que nos idées et nos opinions sur les choses dont nous allons parler, sont toutes marquées au coin du système ¹³¹ communautaire; que dans les moyens que nous vous proposerons comme devant être, selon nous, les meilleurs à employer le lendemain d'une insurrection, nous n'avons vu qu'une manière d'arriver ██████ plutôt que par telle autre, à l'établissement de la COMMUNAUTÉ, but vers lequel nous tendons, persuadés que nous sommes qu'il est, jusqu'à présent, le terme le plus avancé du progrès: nous y croyons donc fermement jusqu'à connaissance et preuve d'un meilleur possible.

Nous profiterons de cette digression pour dire encore une fois, que nous entendons par Communauté: "Participation de tous à tout; c'est-à-dire participation de tous les hommes,

à l'éducation;

au travail et aux fonctions;

aux jouissances [."]

[...]

15 BABOUVISME ET PARTI DEMOCRATIQUE, THORE, NOVEMBRE 1839

T[héophile] THORE Babouvisme in Dictionnaire Politique.
Encyclopédie du langage et de la science politique [...].
Publié par E. DUCLERC et PAGNERRE Paris [1839-] 1842, p.136-138

L'article de Thoré sur le "babouvisme" parut dans la sixième livraison du Dictionnaire Politique le 20 novembre 1839 et fut reproduit dans le feuillet du Journal du Peuple du 24 novembre, n° 37, p. 1/i-2/i. Le Dictionnaire Politique, publié en livraisons de 1839 à 1842 (cf. p. 147 et note 408) par l'éditeur républicain Laurent-Antoine Pagnerre (1805-1854) sur l'initiative du futur ministre républicain Ch.-Th.-Eugène Duclerc (1812-1888), est une entreprise parallèle au Journal du Peuple de Michel-Auguste Dupoty, Félix Avril, Godefroi Cavaignac, E. Arago, etc. et au National alors dirigé par Armand Marrast.

C'est par l'article de Thoré, où le terme apparaît une douzaine de fois, et la réplique du néo-babouviste et communiste Lahautière en janvier 1840 (cf. document 16 B) qu'est popularisé le terme "babouvisme" après le premier usage qu'en avait fait Etienne Arago dans sa défense de Barbès en juillet 1839 (cf. p. 145). Sa diffusion précède donc de peu celle de "communisme" attesté par écrit à partir de juillet 1840 (cf. document 20).

Etienne-Joseph-Théophile Thoré (1807-1869), tour à tour étudiant à La Flèche et à Paris, combattant de juillet 1830, avocat puis substitut, membre de la Charbonnerie, journaliste républicain socialiste pendant toute la durée de la Monarchie

de Juillet et critique d'art (à partir de 1855, pendant son exil en Belgique et en Hollande, sous le nom de Willem Burger/Bürger - Guillaume le Citoyen) est mieux connu semble-t-il des spécialistes de l'histoire de l'art que de ceux du mouvement démocratique et ouvrier (Maitron Dictionnaire limite par exemple son action à 1848-1849). Dans les années trente, après avoir abandonné son emploi de substitut du procureur du roi à La Flèche, il revient à Paris et, membre de la Charbonnerie, fréquente les saint-simoniens, les républicains, les néo-babouvistes, etc., collabore au Réformateur de François Raspail, à la Revue Républicaine de J.-Ch. Dupont et A. Marrast, au Monde (journal cosmopolite de Lamennais et D. Pistor, cf. Grandjonc La presse, p. 112); il tente en 1839 de fonder avec Victor Schoelcher et l'avocat socialiste Henri Celliez un journal de La Démocratie, etc. Activités qui font de lui un témoin particulièrement informé quand il rédige tant son article sur le babouvisme que sa brochure La vérité sur le parti démocratique (cf. document 23) qui lui vaut une année à Sainte-Pélagie en même temps que Lamennais et quelques autres. Il continue cependant à publier, sous le pseudonyme de Jacques Dupré Du Communisme dans la Revue Indépendante (vol. I, 1er décembre 1841, p. 337-348; réédité en brochure à Bruxelles en 1842: Thoré Du Communisme en France, in BR B, Varia II 38405/A/1 n°2), où il déclare que "Le communisme est la politique du panthéisme" (titre du 1er chapitre) et que "Le communisme est vrai comme sentiment, faux comme doctrine" (titre du 2e chapitre). Depuis le début des années trente - ou peut-être même avant cette date - il était lié avec Marc-Antoine Jullien pour lequel

il collabora au Mémorial Encyclopédique, ainsi qu'à Paul Lacroix, c'est-à-dire le bibliophile Jacob, avec qui il fonde en 1842 à sa sortie de prison une société pour l'expertise et la vente de livres et de tableaux, l'Alliance des Arts. En 1845 il publie La recherche de la liberté dédiée "A Pierre Leroux, [...] le plus philosophe des prolétaires, et le plus prolétaire des philosophes", fonde en 1848 La Vraie République et se présente aux élections de juin à Paris en compagnie de Marc Caussidière, Etienne Cabet, de Kersausie, Lagrange, Pierre Leroux, P.-J. Proudhon et A.-M. Savary - liste socialiste et communiste, toutes tendances réunies; il fut élu en septembre avec Raspail. Condamné en fuite après le 13 juin 1849, il vécut en exil en Suisse, à Londres, en Hollande et en Belgique où il se lia d'amitié avec Lucien Jottrand et Félix Delhasse (avec le passeport duquel il lui arriva souvent de voyager entre Belgique et Hollande, cf. Blum, p. 19). Sur Thoré on se reportera à Salons de W. Bürger 1861 à 1868 avec une préface par T. Thoré 2 vol., 1870; Paul Cottin Thoré-Bürger peint par lui-même Paris 1900; André Blum Vermeer et Thoré-Bürger Genève 1946; ainsi qu'aux indications bibliographiques de Maitron Dictionnaire.

Son grand oeuvre en exil, outre les "Salons" et la traduction française du Rembrandt de Scheltema, est la redécouverte de Van Meer van Delft, dit Vermeer: la série des trois longs articles qu'il lui consacra en 1866 dans la Gazette des Beaux Arts, parue en volume avec planches la même année, traduite en allemand en 1906, a encore été rééditée, parce qu'inégalée,

) avec une introduction sur Vermeer et sur Thoré par André Blum
) (op. cit.), conservateur au musée du Louvre, en 1946. Thoré,
) critique d'art, reste un homme engagé; comme le note René Huy-
) ghe, qui semble regretter l'homme chez Thoré, en introduction
) à Vermeer (Les classiques de l'art, Flammarion) Paris 1968:
) "Connaissant ses idées politiques, il semble permis de soup-
) çonner Thoré d'incursions dans des secteurs que l'esthétique
) pure devrait ignorer; mais cela ne doit pas faire mésestimer
) sa contribution à la connaissance de Vermeer." Thoré écrivait
) sans restriction mentale de ce genre à Proudhon en janvier
) 1859: "Ils disent tous: que ce gaillard connaît bien les ta-
) bleaux! - Pardiab! Je me moque bien de leurs vieilles toiles
) si je n'y voyais l'homme dessus. Mon idée est qu'on peut tra-
) vailler à la vérité et à la justice en admirant un rayon de
) soleil, et qu'un propos sur Rembrandt peut signifier autant
) qu'un manifeste du citoyen Ledru[-Rollin] à la République
) Universelle" (lettre non datée, signée W. Burger, transmise par
) billet de F. Delhasse du 22 janvier 1859, in BM Besançon,
) fonds Proudhon, Pr 56/6). Conviction et attitude qu'il dévelop-
) pe dans le Salon de 1864 sous forme d'une réflexion sur l'art,
) révolutionnaire par nature, à condition de n'être pas soumis
) à une norme officielle: "Comme les écrivains ne sont pas li-
) bres en France, la critique ne pouvant guère toucher aux cau-
) ses philosophiques et sociales qui, en tout temps et en tout
) pays, impulsent ou arrêtent le mouvement de l'art, il n'y a
) presque plus en France [sous l'Empire] qu'une critique super-
) ficieuse et descriptive; c'est elle qui détourne l'art de la
) contemplation des choses humaines, qui l'entraîne à la recher-

che d'un idéal dégagé de la vie réelle, et par conséquent insignifiant. [...] Sans doute l'art n'est point directement un professeur de philosophie et un réformateur social. Les tableaux prédicateurs sont ridicules. L'art a pour objet la beauté et non l'idée. Mais, par la beauté, il doit faire aimer ce qui est vrai, ce qui est juste, ce qui est fécond pour le développement de l'homme. Un portrait, un paysage, une scène familière, un sujet quelconque, peuvent avoir ce résultat [...]. Si, d'aventure, quelque 'critique autorisé' (par l'Etat) avait l'obligeance d'écrire trois colonnes sur le Veau de Millet, Millet, qui est un bon peintre, deviendrait peut-être un peintre à la mode" (Salons de W. Bürger, II, p. 13-14).

C'est cet homme Thoré qui, partisan de "la socialisation de toute propriété" dès 1839 (cf. ci-dessous au document et note 135*), refuse d'abord dans le babouvisme l'aspect iconoclaste qu'on lui prête à cause de la formule si souvent citée "Périssent, s'il le faut, tous les arts, pourvu qu'il nous reste l'égalité réelle" (cf. document 5 A) et dont Buonarroti dit cependant expressément (I, p. 99) qu'elle fut rejetée par le Directoire secret de la conspiration. Thoré ne prend pas garde ou ignore que l'auteur anonyme de la formule, Sylvain Maréchal, n'est pas un béotien sanguinaire mais un homme de la même trempe que lui-même, Thoré, et qui, parmi des dizaines d'autres ouvrages poétiques, politiques, artistiques (cf. la bibliographie raisonnée qu'en donne Dommanget S. Maréchal p. 445-493) a publié en douze volumes des Antiquités d'Herculanum, "ouvrage immense qui est le dépôt le plus complet qui existe des monumens de l'Antiquité" (Le Moniteur du 2 brumaire an VII,

cité d'après Dommanget, p. 447). L'aphorisme, malheureux s'il en fut, du poète Sylvain, n'est sans doute rien autre en cet hiver 1795-1796, où les pauvres mouraient littéralement de faim à Paris et ailleurs, que le cri du désespoir d'un homme profondément attaché aux "arts" justement. Qu'il suffise de comparer à cette parole celle d'un autre poète et artiste - plus esthète et moins engagé socialement que Maréchal ou Thoré - Karl Kraus, dénonçant la culture comme alibi dans un poème de révolte et d'accusation contre les représentants de la riche société viennoise au cours de l'hiver 1917-1918: "Sie gönnen ja dem Volke das Verrecken, / man nehme ihnen nur nicht die Kultur" (Alles, nur nicht die Gobelins! in Karl Kraus Worte in Versen München 1959, p. 364).

Il pourrait donc paraître que Thoré, en général très objectif envers le babouvisme, se laisse emporter ici à une interprétation tendancieuse de la formule de Maréchal, y ajoutant les grandes villes et les capitales, la fantaisie individuelle et le développement industriel. Cependant certaines de ses formulations se retrouvant dans le programme des communistes humanitaires de 1841 (suppression des beaux-arts, du luxe, des villes, cf. document 26), l'opposition aux concentrations urbaines et industrielles étant souvent vive chez certains communistes inspirés en partie de Fourier (c'est le cas entre autres de Weitling Die Menschheit en 1839), on est fondé à conclure à la précision de l'information de Thoré puisée aussi aux sources orales de propagation des différents courants du néo-babouvisme, sources orales dont il fait état lui-même en

1840 (cf. document 23).

Le second refus de Thoré envers le babouvisme concerne le problème complexe du pouvoir, sous trois aspects: l'annonce que la révolution communautaire (ou communiste) doit être la dernière, sa réalisation immédiate et la dictature provisoire. On se reportera à ce qui est dit plus généralement à ce propos au chapitre VII sous la rubrique "Souveraineté et dictature". Cependant il faut encore souligner ici que Thoré est, par bien des aspects, plus proches des babouvistes et des communistes que ses collaborateurs du Journal du Peuple ou du Dictionnaire Politique. Lui qui se dit de la Jeune Démocratie ou école égalitaire, propose par exemple en 1840 "la socialisation des instrumens de travail, c'est-à-dire l'association de tous les hommes comme producteurs et aussi comme consommateurs" (La vérité, p. 36). Tout en refusant les théories communautaires, il se situe donc à l'extrême-gauche des démocrates et socialistes de son temps. Il suffit pour s'en convaincre de lire par comparaison ce que Regnault dit de l'Association (cf. note 133*) et de la Communauté ou Courcelle Seneuil de la Propriété dans le Dictionnaire Politique p. 113-117, 242-243 et 775-778.

BABOUVISME. Babeuf est mort pour la cause de l'égalité.

Pour comprendre nettement sa doctrine de [la communauté]¹³² et l'ensemble d'idées qu'on appelle Babouvisme, il faut considérer d'abord le grand mouvement de la révolution jusqu'à thermidor. Deux sortes d'hommes ont contribué à l'action révolutionnaire, ceux qui, désirant seulement une modification superficielle des choses, croyaient avoir constitué la République, parce qu'on avait tué le roi, et ceux qui se proposaient d'organiser la société sur de nouvelles bases. Cette dernière école, issue de Rousseau, est particulièrement représentée par Robespierre et Saint-Just.

Le 9 thermidor fut la défaite des véritables républicains. L'école de l'égalité, l'école de Rousseau et de Robespierre, fut momentanément étouffée par les corrompus. On dénatura les principes féconds de la Révolution, et cette réaction misérable aboutit à la constitution aristocratique de l'an III (1795).

Cependant le sentiment de l'égalité vivait toujours dans le peuple. Il provoqua bientôt la conspiration, dite de Babeuf, dont les auteurs furent jugés par la haute cour de Vendôme.

Le grand théoricien de la conspiration avait été Babeuf. Doué d'un esprit inflexible et d'une rare austérité de caractère ████████ excité par un généreux amour du peuple, en même temps que par la contradiction des thermidoriens, Babeuf poussa tout d'abord le principe de l'égalité jusqu'à la dernière limite d'une logique aveugle. L'égalité de Rousseau et de Robespierre

comporte la diversité. L'égalité de Babeuf suppose que tous les hommes sont pareils. L'interprétation de Rousseau est philosophique, compréhensive, humaine; l'interprétation de Babeuf est étroite, exclusive, absolue. Celle-là permet le libre développement de tous les hommes, selon les facultés de leur nature. Celle-ci est la négation de toute liberté véritable. Babeuf est le matérialiste de l'école; il s'est attaché à la lettre de la formule donnée au monde par Rousseau et la philosophie du dix-huitième siècle; mais il est loin d'en avoir pénétré l'esprit.

On a grand tort de confondre le Babouvisme avec la loi agraire ou le partage des terres. Babeuf lui-même s'est parfaitement expliqué à cet égard dans la lettre au citoyen M. V. ¹³⁴ Il professe, au contraire la socialisation ¹³⁵ de toute propriété, la communauté de travaux et de jouissances:

"La propriété de tous les biens renfermés dans le territoire national est une, et appartient inaliénablement au peuple, qui a seul le droit d'en répartir l'usage et l'usufruit.

La nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens.

La terre n'est à personne. Les fruits de la terre sont à tout le monde. Nous déclarons ne pouvoir souffrir davantage que la très-grande majorité des hommes travaille pour le bon plaisir de l'extrême minorité."

Jusqu'ici le Babouvisme reste dans la véritable tradition révolutionnaire et dans le sens de cette formule du contrat social: "Tout homme a naturellement droit à tout ce qui lui est nécessaire." Mais de quelle façon Babeuf et son école entendent-ils la pratique de cette communauté fraternelle que plusieurs considèrent comme l'idéal de la République et de l'égalité?

"Le travail nécessaire au maintien de la Société, également réparti sur tous les individus valides, est pour chacun d'eux un devoir dont la loi exige l'accomplissement."

Et dans le Manifeste des égaux: "Qu'il ne soit plus d'autre différences parmi les hommes que celles de l'âge et du sexe. Puisque tous les hommes ont les mêmes besoins et les mêmes facultés, qu'il n'y ait donc plus pour eux qu'une seule éducation, qu'une seule nourriture. Ils se contentent d'un seul soleil et d'un même air pour tous: pourquoi la même portion et la même qualité d'aliments ne suffiraient-elles pas à chacun d'eux?"

[...] La première conséquence irrésistible du Babouvisme est [...] de condamner les arts, la fantaisie et tous les développements originaux de l'individualité, de même que les capitales, les grandes villes, les palais, le luxe et le développement industriel.¹³⁶

[...]

Buonarroti a nettement exprimé, dans une note de son livre, toute la pensée des Niveleurs,¹³⁷ comme on a quelquefois nommé les Babouvistes:

"C'est donc à resserrer dans de justes bornes la richesse et la puissance des individus que doivent tendre toutes les institutions d'une véritable société."

Malheureusement, le Babouvisme se trouve ici en opposition formelle avec ses maîtres de la Révolution française, comme avec toutes les légitimes tendances de l'esprit humain. [...]

Une autre erreur fondamentale du Babouvisme est, suivant nous, de s'être imaginé qu'il possédait la vérité absolue: "La Révolution française, dit le Manifeste des égaux, n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière." Qu'une révolution plus profonde doive compléter l'oeuvre de la Révolution fran-

çaise, c'est notre espérance. Mais que cette révolution soit enfin la dernière, voilà ce qui nous semble une négation formelle de l'activité humaine. [...]

La Constitution de 93, dans l'article 28, copié presque littéralement sur Rousseau, laissait toute indépendance à l'esprit humain: "Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa Constitution. Une génération ne peut assujétir à ses lois les générations futures."

En ceci encore, Babeuf ne représente donc pas la tradition républicaine. Notre tradition est encore avec Robespierre et Rousseau.

De ce que le Babouvisme croyait posséder la vérité absolue, ressortirent deux autres conséquences que sa logique rigoureuse s'empressa d'adopter: La réalisation immédiate de sa doctrine politique, et, comme moyen, la dictature temporaire.

[...] Le remède de Babeuf ne guérit rien. Les douleurs des prolétaires ne seront guéries que par une économie sociale nouvelle, par l'organisation du travail, par le développement de la production et par une répartition équitable. [...]

On voit que le Babouvisme, pris dans les termes étroits de sa signification, s'écarte en plusieurs points de la droite ligne de notre tradition révolutionnaire, et qu'il blesse à la fois les plus vifs sentiments de la liberté personnelle. [...]

"L'égalité, dit quelque part Buonarroti, doit se mesurer par la capacité du travaillant et par le besoin du consommateur, et non par l'intensité du travail et par la quantité des objets consommés. Le but de la communauté en question est l'égalité des jouissances et des peines, et nullement celle des choses à consommer ou de la tâche du travaillant."

Mais ceci est le germe d'une autre doctrine que celle de

454

Babeuf. Il y a, aujourd'hui, une fraction notable du parti démocratique qui s'est jetée dans le Babouvisme interprété de la sorte. Quoique les babouvistes actuels ne possèdent pas encore de solutions lumineuses, et qu'ils aient conservé la plupart des erreurs du Babouvisme primitif, ils sont cependant plus avancés que les indifférens qui se tiennent en dehors des questions sociales. Il n'y a rien d'étonnant à ce que les plébéiens s'inquiètent de l'organisation du travail et d'une certaine commu-
■ nauté. [...] L'heure de la délivrance approche sans doute. Mais, suivant le mot de Saint-Just, il faut encore quelques coups de génie pour nous sauver.

T. THORÉ.

16 CITOYEN, FRERE, DEMOCRATE, REPUBLICAIN OU COMMUNISTE,
 CABET, JANVIER 1840

Le présent document, composé d'un extrait du Voyage en Icarie de Cabet, auquel est emprunté le titre ci-dessus (Voyage, 1840, II, p. 504) et un passage de la Réponse philosophique de Lahautière à Thoré (cf. document 15), est destiné à présenter le premier usage public et imprimé de "communiste" en janvier 1840, qui fait suite à l'emploi oral ou manuscrit du terme par les Travailleurs Egalitaires dans la seconde moitié de 1839 (cf. document 14 A): usage du terme, en son sens de partisan de la communauté des biens puis de l'abolition de la propriété privée des moyens de production qui se rattache à celui de Restif en 1785 et 1797 (cf. documents 2 et 6 à 8), et qui va désormais se répandre universellement.

16 A IL FAUT SURTOUT AVOIR UN SYSTEME, CABET

[Etienne CABET] Voyage et aventures de lord William Carisdall en Icarie, traduits de l'anglais de Francis Adams, par Th[éodore] Dufruit Imprimerie de Mme Porthmann, chez Hippolyte Souverain éditeur, Paris 1840, tome II, p. 485 et 504; éd. postérieures et Anthropos, Paris 1970, p. 547-548 et 563-564.

Cet extrait du Voyage en Icarie ne présente pas de problème particulier, si ce n'est celui de la date de sa rédaction et de celle de sa publication. En ce qui concerne cette dernière, comme le note Henri Desroche dans sa longue préface à la

le vocabulaire ordinairement daté de 1842 dans les études lexicographiques ("communier", "communautaire", "icarien", etc.) est en fait déjà employé dans l'édition de 1840 par Cabet. Le Catalogue des Imprimés de la Bibliothèque Nationale est également une source possible d'erreur. La référence: Cabet Lectures pour tous. Voyage en Icarie [...] Bordeaux 1838 (8^o R Pièce 7948), reproduite par Prudhommeaux p. XVIII, et qui pourrait faire induire l'existence d'une édition antérieure du Voyage, est, vérification faite, la première (et sans doute dernière) livraison d'une réédition prévue de l'ouvrage par des cabétistes bordelais un demi-siècle plus tard, car la date réelle est 1898.

Si, en l'absence aux Archives Nationales des bordereaux de déclaration de l'imprimerie Porthmann et de la maison d'édition Souverain, on ne peut connaître ni la date exacte d'impression ni l'importance de la première édition du Voyage, on peut cependant déduire, de diverses déclarations de Cabet et de correspondances conservées, qu'il fit imprimer depuis Londres le livre à ses frais en 1838 à Paris sous la surveillance de L.-A. Pagnerre qui, malgré leur amitié, refusa de se charger de sa distribution (cf. Comment je suis communiste p. 10; Le démocrate p. 3; Toute la vérité p. 94; Ma ligne droite p.38) et qu'il fit parvenir alors un exemplaire - en fait un jeu d'épreuves sans doute des deux premières parties de l'ouvrage encore dépourvu de titre et non relié - à cinq de ses amis, dont E. Arago ("je vous ai envoyé, dès 1838, l'un des cinq premiers exemplaires de mon Voyage" in Douze lettres p. 128),

que son véritable intérêt n'est pas dans la Communauté, et que l'Egalité réelle ne pourrait être que l'Egalité de la misère! Vous vous fermez ainsi tout appui, toute carrière, tout avenir Etes-vous donc devenu fou?' [...] 'Quoi, m'écrivaient d'autres amis, vous faites un Roman pour expliquer votre système de Communauté! et vous ne commencez pas par exposer votre doctrine!'" (Voyage 1840, II, p. 486-488; éd. postérieures et Anthropos, p. 548-550). Et c'est ainsi que prend place dans le dernier chapitre une section "Principes et doctrine sur la Communauté" (II, p. 489 sq.). Ajout dans lequel Cabet, après avoir encore envisagé au mois d'août 1839 (comme l'a montré Johnson Utopian Communism p. 62 d'après un manuscrit de Cabet) le recours à la révolution et à la dictature par référence au soulèvement de mai, prend désormais position contre toute révolution, ce qui jure d'ailleurs avec le début de son roman où le héros, Icare, est porté au pouvoir par une telle révolution: "Les révolutions violentes sont la guerre avec toutes ses chances: elles sont extrêmement difficiles, parce qu'un Gouvernement, par cela seul qu'il existe, a une force immense dans son organisation gouvernementale, [...] dans la possession du pouvoir [...], dans le trésor, l'armée, la garde nationale, les tribunaux, le jury, et la police avec ses mille moyens de division et de corruption" (Voyage 1840, II, p. 501; éd. postérieures, p. 561).

C'est alors sans doute que Cabet, dont l'exil légal avait pris fin le 29 mars 1839, qui était rentré courant avril (cf. Ma ligne droite p. 42 et Johnson Utopian Communism p. 62) et qui s'était décidé à publier son ouvrage, se mit en devoir de

p. 96] le faire mais sans risque, étant donné que certains avaient essayé de le compromettre dans l'affaire du 12 mai 1839 (cf. la lettre ouverte de Cabet dans le Journal du Peuple du 19 mai 1839, n° 20, p. 3/ii; cf. également Toute la vérité) où Cabet déclare avoir dû "suspendre cette publication et l'entourer de précautions, surtout après le 12 mai". Parmi ces précautions, la première fut de préparer la publication de l'ouvrage sous un pseudonyme, mais le nom passe-partout de "Adams" étant peu convaincant, Cabet l'authentifia en quelque sorte du nom d'un traducteur bel et bien vivant à Paris, Théodore Dufruit - deuxième précaution - (cf. la lettre de ce dernier à Cabet, du 12 septembre 1839 in BHVP, Ms. 1052 Papiers Cabet); on se reportera à Desroche Préface p. XV-XIX pour les autres précautions qui relèvent de la finasserie procédurière de l'avocat et ancien procureur Cabet; Desroche y présente pour la première fois une bibliographie exacte des éditions françaises du Voyage en Icarie (p. XI). C'est à ce moment là seulement, c'est-à-dire à l'automne 1839, que le roman fut pourvu d'un titre (il n'en avait pas lors de l'impression, cf. Toute la vérité p. 35), d'une troisième partie et d'une table, ces deux dernières comportant les termes nouveaux de "communitaire/com-munautaire" et de "communiste", dont Cabet fera un si grand usage à partir de la seconde moitié de 1840 et qu'il lui avait fallu rendre des milliers de fois dans son roman utopique par des formules contournées, "système", "doctrine", "science", "théorie", -etc. "de la communauté", "du bien commun" etc. (cf. p. 156-157 et note 138*). Et si le terme "communitaire" (qui

Mais plus je réfléchis, moins cette idée me parut chimérique... J'en essayai l'application théorique à toutes les situations et à tous les [REDACTED] besoins de la Société; et plus j'essayais d'applications partielles, plus j'en apercevais la [REDACTED] possibilité et même la facilité.

Je ne puis dire le plaisir que j'éprouvai à trouver enfin le remède à tous les maux de l'Humanité; et je suis sûr que, dans leurs palais et leurs fêtes, les exilés n'ont pas de jouissances aussi pures que l'exilé apercevant chaque jour davantage l'aurore du bonheur pour le Genre humain. [...]

Ce n'est pas tout pour le Peuple de désirer une réforme et même de faire une révolution; il faut surtout avoir un système, des principes, une doctrine, une religion politique: ce n'est pas tout de se qualifier Citoyen, Frère, Démocrate, Républicain ou Communiste,¹⁴³ mots qu'un agent provocateur peut prononcer aussi bien que qui que ce soit; il faut être bien persuadé et bien convaincu; il faut bien savoir et bien connaître, et le plus grand génie ne peut savoir faire une épingle s'il n'a pas fait l'apprentissage de l'épinglier; il faut enfin avoir la résolution d'accomplir tous ses devoirs en même temps que le désir et la volonté d'exercer tous ses droits.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que le Peuple fait des révolutions: pourquoi donc tant de ces révolutions ont-elles avorté? N'est-ce pas parce que le Peuple n'avait pas de doctrine arrêtée? Les révolutions de 1792, 1815 [?], 1830, n'auraient-elles pas eu un tout autre résultat si le Peuple avait été bien pénétré de l'excellence de la Communauté? [...]

16 B LE BUT ACTUEL DES COMMUNISTES, LAHAUTIERE

Richard LAHAUTIERE Réponse philosophique à un article sur le Babouvisme, publié par M. Thoré, dans le Journal du Peuple (Numéro du 24 Novembre 1839) Paris, janvier 1840, 8 p.

4;

Auguste Richard (de la Hautière) dit Richard Lahautière (1813- 1882), licencié en droit en 1835 et avocat au barreau de Paris, fut d'abord attiré par le socialisme de Pierre Le-roux, puis se tourna vers le néo-babouvisme (cf. Maitron Dictionnaire, que je complète ici). Il 1839 il collabore à L'Intelligence de Laponneraye, dont ce dernier devait écrire quelques années plus tard: "L'Intelligence ne s'est jamais avouée communiste parce qu'elle ne jugeait pas qu'il fût opportun de le faire alors; mais les idées et les principes qu'elle développait menaient droit à la Communauté" (in Le Populaire 2e année, n° 6, du 11 septembre 1842 / également publié en brochure annexée à la collection de L'Intelligence conservée à la BN, sous le titre Histoire du Journal l'Intelligence). Après la publication par Laponneraye en avril 1838 d'un Catéchisme démocratique, Lahautière publie à son tour l'année suivante avec Etienne Choron, co-rédacteur du journal, un Petit Catéchisme de la réforme sociale, fondé sur "le principe égalitaire" (p.3), dans lequel ils réclament la nationalisation et la centralisation étatique "des instruments et des produits. - Qu'entendez-vous par instruments? La terre et les matières premières données par la nature, et les machines créées par l'homme" (p. 9), brochure qui leur vaut de comparaître devant la Cour



d'assises de l'Oise qui les acquitte (juin 1839). Lahautière et Choron tentent alors de fonder un nouveau journal, L'Egalité qui devait paraître à partir de la fin juillet 1839, mais qui ne dépassa pas le stade du prospectus, Lahautière ayant été arrêté en relation avec les manifestations de rues organisées pour protester contre la condamnation à mort de Barbès. Relâché sans procès ni jugement, Lahautière préfère s'exiler provisoirement en Suisse, où il reste un an environ, à Genève selon Sebastian Seiler qui quitte lui aussi vers cette date la France où il séjournait depuis quelques années et fréquentait les milieux d'opposants, pour se rendre en Suisse également (cf. Cabet Ma ligne droite p. 42 et Seiler Das Eigenthum p. 21-22). C'est donc de Suisse que ^{Lahautière} répondit en janvier 1840 à l'article de Thoré sur le babouvisme (document 15) et sa brochure semble avoir été alors assez largement diffusée. Il en existe un exemplaire à la BN (8° Lb⁵¹ 4912) et aux AN (entre autre in CC 786); le titre du présent document est emprunté à la dernière phrase du texte qui permet de voir en Lahautière un des porte-paroles des groupes communistes organisés à cette date (cf. ci-dessous et note 151*). Il publia en 1841, après son retour, De la loi sociale et Les Déjeuners de Pierre, cette dernière brochure annonçant la parution pour le 2 mai 1841 d'un nouveau journal, dirigé par Lahautière et Jules Leroux, intitulé Le Communiste, Journal social et politique. En fait le journal qui parut porta le titre de La Fraternité, Journal moral et politique, le rédacteur en chef étant R. Lahautière seul, qui se retira en octobre de la même année pour être rem-

Wolff, 7) placé par un commis de librairie du nom de Pinault (cf. La Fraternité n° 1 et 6, mai et octobre 1841). Parmi les collaborateurs du journal on compte en particulier le cordonnier André-Marie Savary (cf. l'introduction au document 24), et La Fraternité est, fait rare pour l'époque, fort bien renseignée sur le mouvement communiste allemand naissant. On peut supposer ici un lien de Lahautière ou de ses collaborateurs avec les journalistes néo-babouvistes et communistes allemands Ferdinand 7) qui était lui-même lié à A. Blanqui avant 1839 et qui résidait à Paris depuis plusieurs années, ou Sebastian Seiler désormais en Suisse et qui sera sténographe à l'Assemblée Nationale en 1848 (cf. Grandjone Les rapports p. 77-79), ou encore avec le médecin Hermann Ewerbeck qui de 1841 à 1848 environ servira d'intermédiaire entre socialistes français et allemands. La même année 1841 paraissent d'ailleurs deux brochures de Lahautière en traduction allemande chez l'éditeur Joh. August Weingart à Bienne: Kleiner Katechismus der Sozialreform et Über das gesellschaftliche Gesetz. Lahautière fut encore candidat aux élections de 1848, puis semble se retirer de la vie politique.

Contrairement à ce qui est dit dans Maitron Dictionnaire, Lahautière n'eut aucune part à la publication de L'Egalitaire (il était sans doute encore en Suisse), fondé et rédigé par le seul Théodore Dezamy (cf. l'introduction au document 17) qui, lui aussi, publia une Réfutation de l'article BABOUVISME, inséré dans le Journal du Peuple dans le second et dernier numéro de L'Egalitaire, juin 1840, p. 48-58, et qui critique égale-

) ment au passage l'article Babeuf de Pierre Leroux dans l'Encyclo-
) clopédie Nouvelle. L'argumentation de Dezamy étant similaire à
) celle de Lahautière, il est inutile de la reproduire ici. Qu'il
) suffise de signaler que, lorsque Dezamy rédige son article, le
) terme "communiste", encore rare en janvier 1840, est en voie
) de devenir courant (cf. p. 147 et ch. VII).

Quelque divisés que soient les aristocrates par leurs ambitions et leurs haines intestines, un cri les rallie: le privilège. Sur ce mot, entre eux point de chicanes; depuis les ultrà de la Quotidienne jusqu'aux libéraux du Courrier français,¹⁴⁴ tous l'entendent de la même façon: les uns basent, il est vrai, le privilège sur la naissance, les autres sur la richesse; mais la discussion ne roule que sur le plus ou le moins [...].

Nous, nous inscrivons sur notre bannière: Egalité. Mais ce mot, si clair et si compréhensible; ce mot, expliqué par un significatif commentaire, - la révolution commencée en 1789! - ce mot, n'aurait-il donc pas encore, dans la langue démocratique, de sens précis?

[...]

Les uns comprennent l'égalité selon Rousseau,

Les autres l'égalité selon Robespierre,

Les autres l'égalité selon Babeuf.

Comme si ces martyrs n'avaient pas tous les trois entendu l'égalité selon la nature!

Non, Robespierre n'infirmes point Rousseau; non, Babeuf ne contredit ni Rousseau, ni Robespierre.

J'entends dire, par un démocrate, que le Babouvisme, pris dans les termes étroits de sa signification, s'écarte de la droite ligne de notre tradition révolutionnaire, et qu'il blesse les plus vifs sentiments de la liberté personnelle.
[...]

Je vais essayer de démontrer, dans cette première lettre¹⁴⁵, que la doctrine de Babeuf, loin de s'écarter de la tradition révolutionnaire, est une conséquence du raisonnement dont Rousseau posa les prémisses, que Robespierre reprit et continua sans pouvoir conclure (empêché qu'il fut, peut-être par la hache thermidorienne, peut-être aussi parce que chaque homme a sa tâche sur la terre, et, borné qu'il est, ne peut tracer que son sillon dans ce champ infini, ouvert aux progrès et à la perfectibilité du genre humain).

L'HOMME NAIT ÉGAL A L'HOMME !

Ce principe est admis de tous les démocrates véritables, et s'entend ainsi:

L'homme naît égal à l'homme, non point pareil en force et en besoin, comme on voudrait le faire ridiculement dire à Babeuf, mais égal en droit. Plus clairement: Tous les hommes ont un égal droit de vivre, de remplir toutes les fonctions de la vie matérielle et intellectuelle, d'en satisfaire tous les besoins.

[...]

Le principe théoriquement posé par Rousseau, il fallut passer à l'application. C'est à ce but que convergèrent tous les efforts de la Convention, dont Robespierre est l'âme. - De là, la déclaration des droits et la constitution de 1793.

"Les droits de l'homme, est-il dit dans la déclaration des droits, article 1er, sont: l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la garantie sociale, la résistance à l'oppression."
[...]

La déclaration des droits et la constitution détruisaient l'antique privilège de la naissance et des dignités; mais détruisaient-ils le privilège de la fortune?

Non. - Un pas était fait vers l'égalité; le pacte social de Rousseau, consacré par la volonté nationale, effaçait tout vestige de l'ancienne tyrannie et de l'aristocratie dite légitime; mais, faute de définir clairement l'étendue et les limites de la propriété, les législateurs de 93 laissaient une large porte ouverte à l'invasion d'un nouveau privilège: l'aristocratie du tiers-état, inutilement battue en brèche par Saint-Just et par Robespierre.

"Le droit de propriété, disent ceux qui s'arrêtent à la déclaration des droits, consiste en ce que tout homme est maître de disposer, à son gré, de ses biens, de ses capitaux, de ses revenus et de son industrie."

Mais si voulez, ainsi que vous le prétendez, traditionnaires de la droite révolution (comme vous vous appelez), si vous voulez que tous jouissent des mêmes droits, accordez à tous un droit de propriété indépendant de cette définition: biens, capitaux, revenus, industrie!... Car il est une foule de déshéri-

tés, dans ce patrimoine public, qui n'ont ni capitaux, ni revenus, ni industrie! Ceux-là n'ont donc pas les mêmes droits que les vôtres; ils ne sont donc pas vos égaux!

De cette immense lacune, dans le travail des législateurs de 93, est sortie la tyrannie financière; de cet article 18 qui, contredisant la définition de la liberté, "pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui", rendait chacun maître de son travail et de son commerce, est sortie la libre concurrence!

La libre concurrence! ce mot vous effraie comme nous, démocrates égarés, mais sincères; vous voilez votre face à la vue de ce monstre qui immole trente millions de Français! La libre concurrence, c'est l'oppression, c'est la négation de cette égalité, pour laquelle sont morts nos pères, et que vous et nous sommes encore prêts à consacrer de notre sang!¹⁴⁷

Devant ce nouvel obstacle s'arrête l'oeuvre de Robespierre; ici commence l'oeuvre de Babeuf.

"Tous les hommes sont égaux selon la nature, dit Babeuf, d'où vient que la société leur distribue des droits inégaux?

Pourquoi aux uns la disette, aux autres l'abondance, quand tous ont également faim?

La propriété est le droit de chaque être sur les choses nécessaires à son existence.

[...]

Plus de propriété individuelle des terres! La terre n'appartient à personne! les fruits sont à tout le monde!"¹⁴⁸

Vous vous écriez à ces paroles, que Babeuf est infidèle à la tradition révolutionnaire; mais reconnaissez donc qu'ici il est le père de cette tradition qui vous semble juste, ainsi

qu'à nous; que Babeuf a, le premier, consacré ce principe de propriété commune, corollaire et confirmation de cet autre principe fondamental posé par Rousseau et soutenu par Robespierre, je veux dire l'égalité.

"Si tous les fruits sont communs, continue l'inflexible logicien qui rirait bien de vos contradictions, tous les efforts doivent être communs." - L'individualisme est anéanti; du coup meurt, non la liberté (ce droit de faire ce qui ne nuit pas à autrui), mais la libre concurrence (ce monopole du fort et de l'adroit).

Instruction commune, déjà énoncée dans la déclaration des droits, dans toute l'étendue de l'intelligence de chacun.

Travail commun dans toute l'étendue des forces de chacun.

Répartition commune des produits dans toute l'étendue des besoins de chacun; voilà ce qu'il entend par une seule nourriture.

[...]

Maintenant, si, revenus de ce que nous croyons votre erreur, vous admettez avec nous cette communauté de travail et de jouissances, de droits et de devoirs, que nous importe que vous attaquiez quelques considérations secondaires et transitoires de la doctrine de Babeuf!

Vous vous écriez que c'est une folie de vouloir impitoyablement retrancher ce qui n'est pas communicable à tous! Pesez bien les conséquences du mot communauté, et vous verrez de quel côté serait la folie.

Est-ce à dire qu'aveuglément attachés à la lettre de la doctrine de Babeuf, nous prétendions proscrire les arts et le luxe! Non, certes; mais nous voulons, selon son esprit, faire

servir les arts à l'utilité générale, et non à l'amusement et à la corruption de quelques privilégiés.¹⁵⁰

[...]

La dictature que proclamait Babeuf vous semble une hérésie! Songez aux tiraillements, aux divisions, au peu de lumières et à la faiblesse du parti démocratique en 1796, et peut-être réfléchirez-vous qu'alors les idées de dictature pouvaient être excusables! Mais le passé n'engage point l'avenir; et dans la doctrine de Babeuf, comme dans toute doctrine, il faut distinguer les besoins du moment des besoins généraux et perpétuels de l'humanité. En présence du peuple actuel, éclairé et fort, qui ose croire que Babeuf ne rayerait pas l'article concernant le pouvoir d'un seul, et ne remettrait pas à la masse le choix de ses délégués?^{150a}

Maintenant dira-t-on que tout ce qu'on vient de lire s'écarte de la signification étroite du manifeste des égaux? Le manifeste n'est que le résumé de tout un corps de doctrine. Babeuf se complète et s'explique par ses lettres, par sa défense, ses articles, et surtout par le monument qu'a élevé à leur foi sainte son frère Buonarroti.

[...] Le système de Babeuf n'est pas la raison dernière des progrès humains; son manifeste impérissable a ouvert aux travaux des penseurs une voie nouvelle vers des conquêtes inconnues et sans savoir où s'arrêtera l'humanité, sans croire même qu'elle s'arrête jamais, il vous est permis de penser qu'ainsi que la civilisation a fait une halte au jalon de la fraternité posé par Jésus, elle relayera de nouveau lorsqu'elle aura réalisé cette communauté, rêve de Babeuf, et but actuel des communistes¹⁵¹ qui, sans se retrancher servilement derrière le nom de ce martyr, se glorifient pourtant d'avoir compris son idée.

17 PREMIER BANQUET COMMUNISTE, 1er JUILLET 1840

Premier Banquet Communiste, le 1er juillet 1840. Publié par le Comité de rédaction: J.-J. PILLOT, Th. DEZAMY, DUTILLOY, HOMBERG Imprimerie de Bourgogne et Martinet [Paris, juillet 1840] 16 p.

Le premier banquet communiste, de 1200 personnes, tenu le 1er juillet 1840 dans la salle du Grand-Saint-Martin à Belleville s'inscrit, même si c'est en faux, dans la campagne des banquets pour la réforme électorale de 1839-1841. La question de la réforme de la loi électorale dans un sens démocratique - élargissement du cens pour les uns, suffrage universel pour les autres - agita de façon périodique la Monarchie de Juillet qui devait y succomber indirectement en février 1848 (cf. l'introduction au document 10 C). En octobre 1839 les démocrates du Journal du Peuple et du National lançaient un mensuel qui parut irrégulièrement, le Journal de la Réforme électorale, soutenu par des actions en province, depuis Lille où E. Brée publiait le 20 octobre 1839 une Lettre sur la Réforme électorale jusqu'à Marseille où P.-E. Aillaud publiait en 1841 "sous les auspices du Comité réformiste de Marseille" Le Propagateur de la Réforme électorale. Entre temps le Comité central de Paris, qui s'était organisé en "Comité de Correspondance" (comprenant F. Arago, député et membre de l'Institut; Martin, de Strasbourg, député; Lamennais; Dornes, avocat, rédacteur du National; Lesseré et Recurt, médecins; M.-A. Dupoty, rédacteur en chef du Journal du Peuple, secrétaire du Comité; et Thomas, directeur du National) avait diffusé une Pétition pour la Ré-

forme électorale dont 180 exemplaires, signés de plusieurs dizaines de milliers de noms furent saisis au domicile de Dupoty en octobre 1841 lorsque la Chambre des pairs, sur ordre du gouvernement qui était décidé à en finir avec cette agitation réformiste, profita de l'attentat de François Quénisset contre le duc d'Aumale (13 septembre 1841) pour lui chercher des complices imaginaires, communistes (comme les rédacteurs de L'Humanitaire, cf. l'introduction aux documents 26 et 27) et surtout réformistes (comme ceux du Journal du Peuple) et, selon la méthode éprouvée de l'amalgame, pour condamner Dupoty, notoirement hostile aux communistes et plus encore au terrorisme, à cinq ans de prison et à la surveillance à vie pour "complicité morale" avec Quénisset. Il ressort d'ailleurs des interrogatoires et d'une première version du Rapport du comte Bastard (in AN P, CC 794, pièce 11533, p. 7) que Quénisset était affilié à la Société des Travailleurs Egalitaires depuis août 1841 seulement et qu'à part un certain Just Brazier, dont on ignore tout, son seul complice était le marchand de vin Colombier probablement lié à la police (p. 8 sq.). C'est d'ailleurs de cette opération politico-policière que date la formule du "fantôme du communisme" (cf. l'introduction au document 33 et documents 33 A et 33 B). Ce sont ces circonstances qui expliquent que ██████████ tous les documents de la réforme électorale cités ci-dessus sont conservés dans les cartons du procès Quénisset (AN P, CC 786 à 789).

C'est au moment où l'agitation sociale du printemps et de l'été 1840 commençait à prendre de l'ampleur (cf. sur cette question *ob. III*) et après que François Arago, ayant interpellé

le gouvernement sur l'organisation du travail, s'était vu répondre que le gouvernement n'était pas là pour donner du travail aux ouvriers, que furent organisés les banquets démocratiques pour "une réforme politique donnant l'essor à une seconde réforme, la réforme sociale, sans laquelle la première, nécessaire comme transition, serait insuffisante comme résultat final" (Dupoty, in Banquets démocratiques p. 3). Le premier, dit du 10e arrondissement, eut lieu chez le restaurateur Godard, aux Vendanges de Bourgogne, Chaussée (ou Barrière) du Maine à Montparnasse, et réunissait 300 à 400 convives sous la présidence de Thomas du National, vice-président Dupoty, entre autres orateurs Thoré. Les toasts portés par les participants n'ayant pas été prévus à l'avance, les réformistes semblent avoir été dépassés par les événements: "on y a porté des toasts à la Fraternité, à l'Egalité, à la Communauté des biens etc. Un inconnu en a même porté un à une prochaine révolution, à l'abolition de la Royauté et au triomphe de la république" (Rapport du préfet de police au juge d'instruction Zangiacomi, du 2 octobre 1840, in AN P, CC 782). Comme le disent Pillot et Dezamy "le parti [réformiste] avait éprouvé un échec significatif, car les principes égalitaires avaient eu les honneurs de la séance, mieux encore, c'était un banquet communiste, suivant la propre expression du président", Thomas, nullement édifié par la chose (in Premier banquet communiste p. 14). Le deuxième banquet, dit du 12e arrondissement, se réunit sous la présidence du peintre d'histoire Jean-Baptiste Delestre (1800-1871), également connu comme homme politique et écrivain d'art, chez le traiteur Courtaut à la Barrière Montparnasse: les communistes, invités, ne purent cependant à aucun moment prendre la parole

(voir dans L'Egalitaire n° 2, p. 62-63, les toasts refusés "A l'égalité sociale", "A la démocratie égalitaire" et "A la Communauté sociale"), tandis que le banquier Michel Goudchaux, futur ministre des finances en 1848, portait un toast à l'organisation du travail. En même temps était préparé un troisième banquet démocratique, qui eut lieu à nouveau aux Vendanges de Bourgogne le 29 juin sous la présidence de Dupoty (cf. le compte-rendu qui en est donné dans le Journal du Peuple du 5 juillet 1840, également publié sous forme de brochure sous le titre Banquets démocratiques, BN Pièce 8° Lb⁵¹ 3097); les communistes, décidés à faire entendre leur voix malgré le refus des réformistes, avaient préparé pour le lendemain 1er juillet le banquet de Belleville qui eut lieu "sous la présidence du Sr Pillot, chef des communistes. Cette réunion a pris sa dénomination de celle de son président, et s'est appelée Banquet Communiste. Presque tous les hommes des sociétés secrètes y ont assisté, et la majeure partie des sectionnaires de la fraction qui rêve la communauté des biens avait répondu à l'appel de son chef" (Rapport du préfet de police du 2 octobre 1840). "Un cinquième banquet était projeté pour le 14 juillet chez un restaurateur de St-Mandé; mais j'ai cru devoir l'interdire" note encore le préfet de police dans le même rapport, et il poursuit: "C'est alors qu'après plusieurs ajournemens [...] les instigateurs de ce banquet se sont avisés de le donner dans un domicile particulier que le Sr Gay, architecte, avait mis à leur disposition à Châtillon. Cette réunion, composée de 5 à 6000 personnes, a eu lieu le 31 août dernier sous

la présidence des Srs Recurt et Lesseré. [...] Vous connaissez M. le juge d'Instruction, les désordres et excès commis à la suite de ce banquet, lors de la rentrée des convives dans Paris." Les comptes-rendus de ce banquet parus dans Le National du 1er septembre, également reproduit sur feuille volante sous le titre Manifestation Réformiste. Banquet des 6.000 (BN, Fol. Pièce Lb⁵¹ 4927) et dans le Journal du Peuple du 6 septembre 1840, n° 36, p. 1-2, font nettement apparaître que les organisateurs de ce banquet, bien que tenu chez le communiste Jules Gay, en avaient écarté les communistes; cependant "vers la fin du banquet, le président fut prévenu que les populations des environs, auxquelles s'étaient joints un grand nombre d'ouvriers de Paris, demandaient, comme aux beaux jours d'un temps qui n'est plus, à fraterniser avec les convives" (Manifestation réformiste p. 2/iii); ces intrus, au nombre de "sept ou huit cents personnes" (idem) représentaient la réponse des communistes. Quant aux désordres auxquels fait allusion le préfet de police, il s'agit d'affrontements entre la police, chargée par le préfet de disperser le convoi de calèches rentrant tard dans la nuit, et les convives, dont les membres de la garde nationale en uniforme qui avaient participé au banquet. Les affrontements ouvriers, sanglants ceux-là, qui eurent lieu en septembre, le 2 à la fabrique d'armes Pillet, le 8 lors de l'attaque du poste de police de Mauconseil, accompagnés d'une répression brutale contre les ouvriers en grève (cf. Aguet Les grèves p. 206-222); l'attentat de Darmès contre Louis-Philippe le 15 octobre, qui fut l'occasion pour le pouvoir d'étendre la

) répression aux écrivains et journalistes de l'opposition, dont
) Lamennais, Thoré, Esquiros (Dourille étant emprisonné dès sep-
) tembre), mirent un terme à la campagne de banquets réformistes
) et communistes.

) Sur les 1200 participants au banquet de Belleville - "les
) hommes des sociétés secrètes", "la majorité des sectionnaires"
) néo-babouvistes, comme le dit le préfet de police - vingt-huit
) seulement sont connus avec certitude, vingt-trois par le compte-
) -rendu lui-même: soit comme organisateurs (Dezamy, Dutilloy,
) Homberg et Pillot), soit comme orateurs (outre Dezamy et Pil-
) lot, ce sont Bérichon, Comte, Courmont, Duval, Grossel, Jour-
) dain, Kiener, Lallemand, Lionne, Louis, Neveu, Pandellé, Ro-
) zier et Jules Rozier, Selnet, Simard, Vellicus et Villy), soit
) comme simple convive proposé à la présidence (Charles Lesseré)
) et cinq autres par le procès de Darmès (Considère, Darmès,
) Duclos, Lambrun et Robert). Même si tous les présents n'étaient
) pas communistes - à preuve le médecin Lesseré, membre du Comité
) de Correspondance de la Réforme électorale - la liste des par-
) ticipants, établie par le marchand de vin Lambrun (cf. Girod,
) p. 33, 41, 43 et Procès de Darmès p. 43, 44) qui fut sans doute
) chargé de l'organisation matérielle du banquet, étant donné son
) métier et son appartenance de langue date aux sociétés secrètes
) (son nom figure dans le carnet d'adresses de Blanqui saisi en
) mai 1839, in AN P, CC 728, pièce 64 "Lambrun, m^d de vin, 8 [rue]
) Viarnes"), serait un document capital pour la connaissance du
) personnel sectionnaire communiste des années quarante. Après
) utilisation par Girod de l'Ain, cette liste a malheureusement

été distraite des pièces du procès Darmès devant la Cour des pairs pour être transmise à la juridiction criminelle ordinaire qui devait décider de poursuivre ou non divers suspects plus ou moins impliqués (comme Delahodde, Dutertre, Lambrun, Pernin, Pillot incarcéré depuis des mois lors de l'attentat! etc., cf. CC 774 "Non-lieu à suivre"). Sa connaissance permettrait non seulement d'ouvrir ou de compléter plusieurs centaines d'articles biographiques du Dictionnaire du mouvement ouvrier français de Maitron, mais aussi de préciser la part prise par des ouvriers étrangers, allemands, anglais, belges, suisses, etc. à cette manifestation. Le seul aspect international que retienne du banquet le compte-rendu est le toast porté par Pandellé à la Pologne (p. 6-7) et celui de Villy "A la Fraternité Universelle" (p. 8). Cependant on peut constater que pendant la crise sociale de 1840 et malgré la forte proportion d'étrangers dans la population ouvrière parisienne on ne relève aucun mouvement xénophobe, contrairement à d'autres crises de la même période (cf. Grandjanc Les étrangers à Paris p. 69-74, 79-85; et Eléments statistiques p. 219-235). Grévistes et manifestants de rue de 1840 semblent avoir fait preuve de la plus grande solidarité, sans égard à la nationalité des uns et des autres. Ainsi est-il des plus vraisemblables que le Suisse Aimé Borel, du canton de Neuchâtel, à Paris depuis 1833, qui en septembre fait partie des assaillants de l'armurerie Pillet, membre avec son frère Charles, mécanicien comme lui, des Travailleurs Egalitaires (ou Communistes Révolutionnaires comme on les appelle alors), ait participé au banquet de Belle-

ville (cf. Girod, p. 31-35). De même certains Allemands de la Ligue des Justes durent y participer: la Ligue était alors dirigée entre autres par le tailleur Weitling et se composait en bonne partie de tailleurs qui constituaient, selon les estimations officielles de l'époque jusqu'à 2/5 de cette profession à Paris (cf. Grandjanc Les étrangers p. 83); et non seulement Weitling organisa-t-il alors une soupe populaire communautaire à 11 sous par jour pour 500 grévistes et chômeurs des plus défavorisés (cf. Weitling Die Gerechtigkeit p. 165; Ewerbeck L'Allemagne p. 592), mais encore un groupe de tailleurs grévistes, Français et Allemands, signaient conjointement le 10 juillet 1840 des appels à souscription diffusés jusqu'en Allemagne pour organiser le soutien aux grévistes (cf. BdK I, p. 122-125; Andréas/Grandjanc/Pelger Anfänge document du 10 juillet 1840).

En ce qui concerne les Français cités ci-dessus, le Dictionnaire de Maitron ignore l'existence de Bérichon, Comte, du relieur Grossel, de Jourdain, de l'ouvrier Kiener (qui figure lui aussi dans le carnet d'adresses de Blanqui) et du limonadier Selnet; faute de prénoms, on ne peut savoir exactement qui sont Courmont, le coiffeur Duval, Lallemand et l'ouvrier relieur Neveu. ^{(Charles} Dutilloy et ^{(Corneille} Homberg ne sont répertoriés dans Maitron que d'après le compte-rendu du banquet, et Lambrun d'après le rapport de Girod de l'Ain, sans qu'il soit fait mention de la liste qu'il avait établie. On se reportera au Dictionnaire (que complète sur quelques points la présente introduction) pour l'employé de la banque Laffitte Claude Considère, le frotteur Marius Darmès, le conducteur de cabriolet

Valentin Duclos, le coiffeur Jean Lionne (le rapprochement des documents permet d'identifier les deux Lionne du Dictionnaire comme n'étant qu'une seule personne), le peintre d'histoire Auguste-Napoléon Louis dit William-Louis ou Wilhelm-Louis, l'ouvrier typographe Edouard Pandellé, le teinturier Jean Robert, le coiffeur Rozier (ou Rosier), le professeur de littérature Jules Rozier (ou Rosier), l'horloger Simard (orthographié Simar dans le compte-rendu du banquet), le tailleur Antoine Vellicus et le bottier Pierre-François Villy.

Les deux principaux personnages du banquet communiste sont cependant Dezamy et Pillot. Alexandre-Théodore Dezamy (1808-1850) - il écrit lui-même son nom sans accent - est l'un des principaux théoriciens communistes, matérialistes et révolutionnaires français des années quarante. Dès 1838 il rédige son premier ouvrage égalitaire en réponse à une question de l'Académie; sa conclusion mérite d'être retenue: "il faut avant tout changer le milieu social; et je ne sache personne qui nous ait mieux frayé la route que Robert-Owen et Philippe Buonarroti.[...] Le système de Fourier mérite aussi l'attention du socialiste; mais il doit être envisagé d'une manière complexe. Je serais d'avis qu'on le scindât, et qu'adoptant tout ce qui a rapport à la partie économique, on proclamât la science sociale organisatrice et parfaitement égalitaire" (Question proposée p. 66-67). Après être entré en relation avec Cabet en 1839 et lui avoir servi de secrétaire pendant quatorze mois (1840-1841), il rompit avec Cabet lorsqu'il publia son livre majeur, le Cocde de la Communauté, en livraison courant 1842 et en volume début 1843; dès 1840 d'ailleurs avaient eu lieu des

frictions entre les deux hommes, tant en raison de la publication de la revue L'Egalitaire par Dezamy seul, Cabet voyant une concurrence possible à son projet de Populaire (cf. Dezamy Calomnies et politique p. 9), que pour sa participation au banquet communiste que réprouvait Cabet (idem, p. 8). Le Code de la Communauté, imprimé à frais d'auteur et par souscription, était en vente non seulement dans les librairies de Prévot et Rouanet, mais aussi aux domiciles de Dezamy, 106 rue St-Jacques et du typographe E. Pandellé, 40 rue St-Jean de Beauvais à Paris. En 1841 Dezamy s'était attaqué à M. Lamennais réfuté par lui-même ou examen critique du livre intitulé: Du passé et de l'avenir du peuple; en 1843 il publiait en compagnie de Jules Gay entre autres un Almanach de la Communauté qui lui valut un an de prison (1844); l'année suivante il faisait imprimer Le jésuitisme vaincu et anéanti par le socialisme, etc. Membre des associations secrètes, il soutient l'action de Blanqui en 1848 jusqu'en avril/mai, date à laquelle il disparaît: malade, sans doute, il s'était alors retiré à Luçon où il mourut en juillet 1850. On se reportera à son propos à Maitron Dictionnaire et à Höppner/Seidel-Höppner ainsi qu'à la bibliographie proposée dans ces ouvrages.

Jean-Jacques Pillot (1808-1877), moins original sans doute que Dezamy comme penseur, fut un pamphlétaire et un organisateur obstiné, dont la trajectoire, du séminaire à l'Internationale et à la Commune, ne manque pas d'intérêt. Contrairement à ce qui est dit dans Maitron Dictionnaire, Pillot n'était pas prêtre au début de la Monarchie de Juillet: il avait abandonné en 1828 le séminaire pour enseigner dans un établissement pu-

blic et poursuivre des études de médecine, inachevées. Il est vrai qu'entre 1835 et 1838 environ il fit partie quelques mois de l'Eglise française, républicaine et socialiste, de l'abbé Chatel (cf. Maitron) et tenta lui-même de fonder une église socialiste au Pecq, ce qui lui valut trois mois de prison (cf. interrogatoire de Pillot, 4 novembre 1840, in AN P, CC 774). En 1838/1839 il publie La Tribune du Peuple, recueil philosophique et historique, à caractère matérialiste, anticlérical et révolutionnaire, dont le prospectus déclare: "nous voulons que le fruit du travail appartienne au travailleur; nous voulons qu'il en jouisse sans bassesse et sans crainte" (p. IV), et une des livraisons: "Esclaves de l'antiquité, serfs du moyen-âge, prolétaires des temps modernes, peuples tyrannisés de toutes les époques, levez-vous et répondez: connaissez-vous votre force, quand vous courbez vos millions de têtes sous le bâton d'un seul homme?" (p. 56). Il n'est pas étonnant qu'après cette publication et celle de sa brochure Ni châteaux ni chaumières, ou Etat de la question sociale en 1840 parue au mois de mai, il ait participé activement à la préparation du banquet du 1er juillet (c'est à son domicile, 7 impasse du Paon, qu'étaient distribués les billets d'entrée), qu'il présida de fait. En août de la même année il faisait paraître une Histoire des Egaux dont le premier chapitre s'intitule "Manifeste aux Egaux modernes" et dans lequel est employé couramment le terme de "communiste" encore absent de sa précédente brochure. Après le procès des communistes de juillet 1841 (succédant au procès Darmès) qui lui vaut 6 mois de prison compte non tenu

de huit mois de préventive, il publie encore début octobre 1844 La Communauté n'est plus une utopie! Conséquence du procès des communistes. On le retrouve en 1848 seulement, candidat malheureux aux élections, puis condamné fin 1851 à la déportation à laquelle il se soustrait en s'exilant au Brésil. Il est de nouveau politiquement actif en France à partir de septembre 1870, membre de l'Internationale puis délégué à la Commune, ce pourquoi il fut condamné en 1872 aux travaux forcés, commués en réclusion à perpétuité. Il mourut à la prison centrale de Melun en 1877.

Pour revenir au banquet du 1er juillet 1840, les invitations s'étaient faites, selon Pillot dans son interrogatoire du 4 novembre, par cooptation (de sectionnaires) et distribution de "cartes portant le coût du banquet", qui s'élevait à 40 sous selon Duclos (Procès de Darmès p. 63). Outre Pillot, chargé de faire imprimer les cartes, j'ai déjà noté que le marchand de vin Lambrun en avait la responsabilité pratique. Le compte-rendu, comme les articles de presse, en souligne la tenue dans le calme et l'ordre (cf. note 154*).

Le but du banquet, toujours selon l'interrogatoire de Pillot, n'était pas tant la propagation des principes communistes qu'une manifestation imposante de leur existence. A la question: "Ce banquet de Belleville n'a-t-il pas eu pour principal but de propager les principes communistes?", Pillot répond en effet: "Les propager, non, mais les mettre au jour, oui, cela est vrai. Il est certain que nous avons cru que nous pourrions en cette occasion mettre au jour un principe puisé dans Mably, Thomas Moore, Babeuf, Buonarroti." C'est là le sens

de "l'ère nouvelle" s'ouvrant pour le monde, du banquet fraternel s'inscrivant "dans les fastes de l'histoire", formules qui pouvaient prêter à sourire lorsqu'en parut le compte-rendu vers le 20 juillet 1840 (cf. BBF du 25 juillet 1840, n° 30, p. 420). Il faut avouer, quelle que soit l'opinion personnelle qu'on ait du communisme, que ces douze cents convives, dont une majorité de sectionnaires, n'avaient pas tort en ressentant plus ou moins nettement ce que Dezamy et Pillot expriment dans un langage ampoulé et désuet. De ce 1er juillet 1840 date en effet "la mise au [grand] jour" de ce communisme politique latent depuis un demi-siècle environ.

Le compte-rendu, dont une reproduction fac-similé est prévue dans la série Les Révolutions du XIXe siècle 1834-1847, est accessible in-extenso en français dans Bravo Les socialistes II, p. 210-232; partiellement en italien dans Bravo Il socialismo p. 387-392 et du même Il pensiero p. 807-812; en allemand in-extenso dans Höppner/Seidel-Höppner, II, p. 408-433. Le Capitole et Le Courrier Français (cf. document 18 et note 167*) apportent des compléments intéressants au compte-rendu officiels des communistes.

Depuis les Aristocrates de la Quotidienne jusqu'aux Radicaux
¹⁵² du Journal du Peuple, tous les conservateurs sont en émoi: une
ère nouvelle vient de commencer pour le monde.

Un fait qui déjà a eu un long retentissement, et dont les résultats sont incalculables, un fait qui dans les fastes de l'histoire dominera tous les progrès qui s'y sont inscrits jusqu'à ce jour, vient de se passer à Belleville. C'est au milieu d'un modeste et frugal banquet, et malgré toutes sortes d'intrigues de la part surtout de certaines coteries aux couleurs démocratiques qui semblaient marcher le plus près de nous, et que nous voulons bien croire être seulement égarées, que l'Ecole égalitaire a pu planter, aux acclamations répétées et plus qu'enthousiastes de tous les assistants, le glorieux drapeau de la communauté sociale. Dès ¹⁵³ son premier essai elle l'a placé si haut, cet étendard sacré, qu'il n'est donné à aucun parti, à aucune puissance quelconque de pouvoir désormais en obscurcir l'éclat.

Douze cents citoyens assistaient à cette réunion, où l'ordre le plus parfait n'a cessé un seul instant de régner. La presse est unanime à le reconnaître ¹⁵⁴.

A six heures environ les portes de la salle sont ouvertes. Deux assesseurs: les citoyens Pillot et Homberg ¹⁵⁵, remplissent provisoirement les fonctions de la présidence. Cinquante commissaires ad hoc sont à leur poste pour recevoir les convives. Autant de numéros indicatifs apposés sur les murs règlent l'ordre des sections. ¹⁵⁶ [...]

Lorsque tous les convives sont placés et que les sections sont formées, le citoyen Pillot, l'un des deux assesseurs nommés par la commission pour seconder le président futur dans l'exercice de ses fonctions, annonce que la séance est ouverte. [...]

Le citoyen Pillot prend alors la parole en ces termes:
Citoyens,

Nous sommes venus ici dans le dessein d'arborer un drapeau qui doit bientôt attirer les regards de l'univers entier. Nous allons méditer ensemble et annoncer au monde les vastes pensées qui ont occupé seules, depuis long-temps déjà, l'esprit de chacun de nous dans le silence de notre isolement.¹⁵⁷

[...]

Après cette allocution, le citoyen Pillot fait connaître à l'assemblée la décision de la commission relativement à la présidence. En vertu de cette décision, le choix du président est déferé à la réunion; les membres de la commission ont renoncé à se mettre sur les rangs des candidats. [...] Malgré ces explications, plusieurs commissaires organisateurs du banquet furent aussitôt proposés, mais le bureau insista et propose lui-même des candidats qui eussent été infailliblement proclamés; mais ils s'excusèrent sur ce qu'ils n'étaient pas préparés, tout en protestant de leur communauté d'opinion avec la commission; enfin le bureau proposa M. Lesseré¹⁵⁸. L'appel des sections se fait avec le plus grand ordre; environ trois cents citoyens seulement prennent part au vote qui a lieu par assis et levé; le candidat est élu. Mais lui aussi croit devoir s'abstenir,

pour cette raison qu'il n'a pu prendre une connaissance assez exacte des opérations préliminaires. [...] Pressé de nouveau de déléguer un des commissaires, et vu l'heure avancée, le bureau déclara que la présidence demeurerait vacante, et que les assesseurs y suppléeraient. Des applaudissements unanimes accueillent cette décision. Une chose digne de remarque, c'est que le principe égalitaire dominait tellement tous les esprits; on était si persuadé qu'il ne pouvait y avoir parmi nous que des frères, qu'on ne fit point comme d'ordinaire de l'honneur de présider la question majeure, bien que tous les citoyens ne cessassent de donner à la commission des marques de leur vive sympathie, eu égard à ses sentiments radicalement communistes. Le repas fini, l'un des assesseurs, le citoyen Pillot, prononce de nouveau une allocution pleine de dignité, et tout empreinte des sentiments égalitaires qui animent l'assemblée; on appelle successivement et avec ordre les citoyens dont les toasts avaient été acceptés par une commission créée spécialement pour cet objet. [...]

LE CITOYEN LIONNE,

Coiffeur.

AU COURAGE DE PROPAGER SES OPINIONS !

Communistes,¹⁵⁹

Disons à tous ce que nous voulons et ce que nous repoussons, afin d'être toujours suivis par ceux qui veulent atteindre notre but en marchant dans notre route, afin de savoir qui nous avons à convaincre, qui nous avons à combattre, et quelle est la va-

leur de notre unité. Si nous n'agissons pas ainsi, il faut renoncer à trouver jamais une volonté assez énergique, assez persévérante pour opérer radicalement la transformation sociale. Fuyons ces hommes dont la bouche n'oserait donner une franche adhésion à la doctrine et à la pratique communiste¹⁶⁰[s], car le plus souvent leur prudence a pour cause une arrière-pensée. Tout homme de coeur doit avoir soif de répandre les vérités que sa main peut contenir.

[...]

[Léon] FAUCHER Le Banquet des Communistes in Le Courrier Français n° 185, vendredi 3 juillet 1840, p. 1/i-ii.

Avec Le Capitole et Le Temps du 3 juillet, ainsi que le Journal du Peuple du 5, Le Courrier Français est un des rares journaux à rendre compte du banquet communiste du 1er juillet 1840. Il est même le seul dans lequel l'article qui lui est consacré soit l'éditorial, pourvu d'un titre et signé, faits inhabituels dans le journalisme de l'époque. Quelles pouvaient bien être les raisons de ce compte-rendu dans un journal fondé sous la Restauration par Royer-Collard, Guizot, Charles de Rémuzat, c'est-à-dire les doctrinaires, au pouvoir depuis août 1830, dans un journal qui, avec Faucher à sa direction à partir de 1840, représentait la grande bourgeoisie commerciale et industrielle libre-échangiste? Il est évident que Léon Faucher (1803-1854), journaliste et économiste libéral, rédacteur en chef du Courrier, rédacteur à la Revue des Deux Mondes et au Journal des Economistes (à partir de 1841), futur député de la Marne aux élections de 1846 - qui constituent un sommet de concussion électorale officielle -, représentant du peuple en 1848, ministre de l'intérieur en 1849 et en 1851, adversaire constant du socialisme, ne rend pas compte du banquet du 1er juillet dans le but de propager les doctrines communistes. Il le fait de toute évidence dans une intention polémique, contre les communistes bien entendu, mais plus encore à cette date contre les républicains du National - malgré les flatteries

apparentes - et contre les démocrates ou socialistes du Journal du Peuple.

L'intention de Faucher apparaît de façon particulièrement nette à l'usage qu'il fait du terme "parti". Il utilise en effet concurremment "le parti" au singulier ou "les partis" au pluriel pour désigner l'ensemble ou chaque tendance de l'opposition parlementaire et surtout extra-parlementaire de gauche et d'extrême-gauche en France à ce moment là, ce qui lui permet à loisir, par ce jeu de mots, de classer dans une même catégorie ou d'opposer les uns aux autres les républicains bourgeois du National, les démocrates ou socialistes du Journal du Peuple et les communistes. Un jeu de mots qui relève de l'amalgame pondéré pour ainsi dire, et qu'on serait tenté de déclarer de bonne guerre journalistique si on ne le voyait, dix-huit mois plus tard, Guizot étant de nouveau au pouvoir après l'intermède Thiers du printemps et de l'été 1840, servir à faire condamner à cinq ans de prison le rédacteur en chef du Journal du Peuple pour complicité morale dans l'affaire Quénisset, à laquelle il était absolument étranger. Jeu de mots aussi qui assure à Léon Faucher, peut-être par une de ces ruses de l'histoire chères à Hegel, la primeur d'emploi de la formule "le parti communiste" en français et une semaine plus tard en allemand grâce à la traduction qu'en effectue son homologue Gustav Kolb pour l'Allgemeine Zeitung (cf. document 19). En ce qui concerne la signification de la formule "parti communiste", qui désigne alors une tendance de l'opinion publique et non un parti organisé au sens actuel, on se reportera au chapitre VII.

Remarquable est le fait que du moment où les communistes se manifestent publiquement, vaut ce jugement porté en 1848 par Marx et Engels: "Où est le parti d'opposition que ses adversaires au pouvoir n'aient pas dénigré en le qualifiant de communiste?" (Manifeste trad. Bottigelli, p. 73). En ce qui concerne l'usage des termes de "communisme" et "communiste", non définis politiquement, comme instruments à faire peur, on se reportera au document 33.

A l'article de Léon Faucher le Journal du Peuple répliquera le 5 juillet 1840, sans doute par la voix de Thoré qui se distancie bien sûr des communistes qualifiés de "rêveurs du parti" démocratique, mais refuse de les en rejeter: "Le parti a aussi ses rêveurs; rêveurs qu'il faut respecter, car ceux-là rêvent l'avenir, et souvent le préparent" (in Banquets Démocratiques p. 16).

Paris 2 juillet. Le banquet des communistes.

Le parti radical est divisé: le cri de réforme qui semblait devoir en réunir toutes les fractions n'a fait que constater, avec plus d'éclat, des dissentimens qui étaient déjà connus. Le schisme devient public aujourd'hui. On peut dénombrer et définir les sectes dont les enseignes sont déployées, qui n'ont plus honte de leurs maximes et qui ne cachent pas leurs projets. Il y a d'abord le radicalisme plus ou moins parlementaire, celui qui voudrait modérer et diriger le mouvement; il se rallie derrière la formule: "Tout garde national est électeur." Au-delà viennent les radicaux par excellence, les radicaux de la place ██████████ publique, les radicaux qui disent: "Tout ou rien." Ceux-là ne seront satisfaits qu'avec le suffrage universel. Plus loin, et au-dessus, se place la foule à qui les réformes politiques ne suffisent plus, et qui prétend changer, par une révolution soudaine, la face de la société. Ces derniers descendent en ligne directe de Baboeuf [sic], et ils ne visent à rien moins qu'à la communauté des biens.

On le voit, dans le monde radical, comme dans le monde parlementaire, on retrouve les trois partis, la résistance, le milieu et le mouvement. Chacune de ces opinions devrait être représentée dans la presse; mais le mouvement, les niveleurs, n'ayant pas encore, ou n'osant pas avoir une existence politique, n'ont point de journaux. ¹⁶⁴

La résistance est honorablement conduite par le National, qui contient, à grand'peine il est vrai, mais non sans courage,

les impatiens ou les têtes folles du parti. Le Journal du Peuple a pris une position éclectique, du haut de laquelle il gourmande tantôt la timidité politique et la personnalité de certains hommes parlementaires, tantôt les théories sociétaires qu'il juge non pas funestes ou à jamais inapplicables, mais seulement trop en avant de nos idées et de nos moeurs.

Ainsi, trois sectes, à peu près trois journaux [sic], et déjà trois banquets. ¹⁶³ Le premier avait été arrangé dans des vues de fusion; le National et le Journal du Peuple l'avaient pris également sous leur patronage; ce qui n'a pas empêché celui-ci de se plaindre des honneurs exagérés, suivant lui, dont M.M. Arago et Laffitte avaient été l'objet, et de leur rappeler, sans doute afin de les rendre plus humbles, comment avaient vécu, comment étaient morts Robespierre et Fourier. A côté du grand banquet, et comme pour élever autel contre autel, on avait improvisé une autre réunion, où les manières paraissent avoir eu en effet plus de liberté, et où le culte des personnes n'a obligé aucun citoyen à mettre le chapeau bas. Là, dit-on, les convives ne s'amusèrent pas à porter un toast à la garde nationale ou aux comités réformistes. Les toasts n'avaient pas été enregistrés par avance, et chacun put dire, en toute liberté, ce qu'il avait sur le coeur; la mémoire du citoyen Robespierre fut largement fêtée. [...]

Enfin les disciples de Baboeuf, les communistes, ont voulu manifester publiquement leurs doctrines et avoir aussi leur banquet; mais ils n'ont pas trouvé dans la presse radicale un journal qui consentît à leur faire un prospectus. ¹⁶⁴ Le National leur a dit assez crûment que la réunion qu'ils proposaient était sans objet; que M. Arago ayant parlé, il ne leur appartenait pas de prendre la parole après lui; qu'enfin ils ne pouvaient plus que

faire du bruit et attirer la police sur leurs pas. Le Journal du Peuple, moins courageux ou plus voisin de ces doctrines, s'est borné, pour toute critique, à un silence qui n'avait rien d'encourageant.¹⁶⁵ Mais nonobstant ces oppositions muettes ou déclarées, le parti communiste a passé outre, et le banquet a eu lieu. Nous empruntons le compte-rendu de cette scène à un journal du matin:¹⁶⁶

"Le banquet avait été préparé à Belleville au Grand-Saint-Martin; une salle immense, pavoisée de drapeaux tricolores, décorée avec goût et illuminée a giorno, a réuni à six heures environ douze cents convives. On y comptait environ soixante gardes nationaux en uniforme, dont cinq à six officiers, appartenant aux 5e, 6e, 7e, 9e et 12e légions. Les gardes nationaux étaient répartis entre diverses tables, et on leur avait délégué le soin de veiller au maintien de l'ordre et de la bonne harmonie, qui du reste n'ont pas été troublés un seul instant. On remarquait parmi les convives quelques hommes de lettres, d'anciens militaires décorés; mais le plus grand nombre appartenait à la classe ouvrière. Plusieurs centaines de personnes, qui avaient souscrit, n'ont pu, faute de place, être admises dans la salle du banquet."¹⁶⁷

M. Pillot, qui a présidé la réunion, assisté de quelques autres citoyens, a successivement donné la parole à ceux qui avaient des ~~toasts~~ toasts à proposer [...]. La réunion s'est séparée vers les dix heures sans qu'on ait eu aucun incident fâcheux à déplorer."

Le Capitole ne dit pas tout, s'il est vrai, comme on l'assure, que l'on ait porté un toast à l'abolition de la propriété;¹⁶⁸ mais prenons les doctrines du banquet telles qu'on nous les donne, avec leur enveloppe en quelque sorte officielle; supposons

que le mot sacramental n'ait pas été prononcé, et que les convives, au lieu de boire, sans phrases, à l'abolition de la propriété, n'aient bu qu'à la communauté sociale, selon les termes du récit que nous transcrivons. La forme sera peut-être différente, mais le fond n'est pas changé. La communauté sociale est un symbole, l'abolition de la propriété est le fait tout nu; et l'on a sans doute pensé que sa nudité pourrait révolter les yeux.

Que veulent dire cependant ces grands mots: Communauté sociale? Quel est le but que poursuivaient ces douze cents convives, réunis dans le voeu du même avenir? S'ils s'étaient bornés, comme les économistes qui ont des entrailles,¹⁶⁹ à demander que le sort des ouvriers fût amélioré et qu'ils pussent enfin prendre part aux bénéfices de l'industrie, l'expression de cette nécessité n'aurait rien que de très légitime et de très naturel. Mais c'est peu pour eux, à ce qu'il semble, d'une meilleure répartition des fruits du travail; car ils ne visent à rien moins qu'à passer le niveau sur la société.¹⁷⁰ Plus de riches, plus de pauvres, plus de maîtres, plus d'ouvriers, plus de capitalistes, plus de travailleurs, plus de tien plus de mien, plus de propriété, plus d'émulation; et à la place de tout cet ordre social, l'absurde, immorale et impossible utopie de la communauté des biens!¹⁷¹

Les ouvriers ne se laissent aller à la séduction des idées qu'ils ne comprennent pas mais qui flattent leurs passions que lorsqu'ils sont ~~malheureux~~ vraiment malheureux. Les communistes en France et les chartistes en Angleterre sont deux conséquences diverses d'une même cause. Améliorons le sort des ouvriers, et ils ne seront pas disposés à prêter l'oreille aux conseils de l'anarchie. Que l'autorité favorise parmi eux les associations

491

utiles, et ils ne formeront pas clandestinement des associations
coupables. ¹⁷² Le temps de la répression brutale est passé; il ne
suffit plus de maintenir l'ordre et de faire régner la sécurité.
Le gouvernement doit se considérer comme la Providence de tous
les hommes qui sont encore à l'état de minorité par leur intel-
ligence ou par leur position. Améliorons l'état social, et il
ne se trouvera plus personne qui entreprenne de le renverser. ¹⁷³

FAUCHER.

19 COMMUNISTEN, COMMUNISTENPARTEI, 11 JUILLET 1840

[Léon FAUCHER] in Allgemeine Zeitung Augsburg, 11 juillet 1840 n° 193, p. 1538/ii-1539/i.

Dans la semaine suivant la publication dans Le Courrier Français de l'article de Léon Faucher sur le banquet de Belleville (document 18), l'Allgemeine Zeitung en donnait une version allemande à ses lecteurs où apparaissent pour la première fois les termes "Communisten" (définis comme disciples de Babeuf) et "Communistenpartei" (cf. notes 177* et 178*). Le texte de Faucher (qui n'est pas nommé), y compris les extraits du Capitole, est reproduit en totalité en allemand; cependant les toasts portés au banquet ainsi que les formules "abolition de la propriété" et "communauté sociale", trop révolutionnaires, restent en français dans l'article de l'Allgemeine Zeitung pour d'évidentes raisons de censure. Sur cette question de la censure, triple - autocensure des journalistes eux-mêmes, censure rédactionnelle et censure administrative - pesant à cette époque sur l'information dans la presse allemande, on se reportera à M. Werner Das "Augsburgische Prokustesbett". Etant donné l'importance politique du texte de Faucher pour un journal subventionné par le gouvernement autrichien et soumis à la censure bavaroise, le responsable de la traduction ne peut être en dernier ressort que le rédacteur en chef lui-même, Gustav Kolb (1798-1865); on en a confirmation par l'exemplaire de l'Allgemeine Zeitung utilisé par la rédaction à des fins

comptables et qui porte en marge le nom des correspondants, auteurs ou traducteurs d'articles, quand il ne s'agit pas du travail de la rédaction elle-même. Or la rubrique "Frankreich" au numéro 193, p. 1538-1540, paraît exclusivement comme du travail rédactionnel (cf. Cotta-Archiv, Schiller-Nationalmuseum Marbach).

Etant donné que les faits rapportés dans cet article sont déjà présentés aux documents 17 et 18, je n'en ai retenu qu'un extrait significatif qui situe dans la langue allemande l'emploi des termes nouveaux "Communisten" et "Communistenpartei", huit jours après que leur emploi dans un journal ministériel français les ait rendu possibles en Allemagne; en ce qui concerne leur diffusion on se reportera au chapitre VII.

Ueber die Bankette der Radicalen, die am Ende Junius und 1 Jul. in Belleville bei Paris stattfanden, enthält der C o u r r i e r f r a n ç a i s einen Artikel, welcher die ganze Kluft zeigt, welche bereits die Liberalen von den Revolutionären trennt. Er sagt unter Anderm: "Die radicale Partei ist gespalten: der Ruf nach Reform, der alle Fractionen vereinigen zu sollen schien, constatirte nur mit um so größerer Klarheit die bereits bekannten Zwistigkeiten. Das Schisma ist jetzt offenkundig. Man kann die Secten zählen, die ihre Fahnen entfaltet haben, sich ihrer Grundsätze nicht mehr schämen, ihre Entwürfe nicht mehr verbergen. Zuerst kommt der mehr oder weniger parlamentäre Radicalismus, der gern die Bewegung mäßigen und leiten möchte.¹⁷⁴ [...] Dann kommen die Radicalen par excellence, die Radicalen von Markt und Straße [...]. Diesen genügt nur das allgemeine Stimmrecht.¹⁷⁵ Weiterhin sehen wir den großen Haufen, dem keine politische Reformen mehr genügen, der vielmehr durch eine plötzliche Revolution die ganze Gestalt der Gesellschaft ändern will. Diese Partei stammt in gerader Linie von Baboeuf [sic] ab, und steuert auf nichts Geringeres los, als auf eine Gütergemeinschaft. Wir haben sonach drei Secten, drei radicale Bankettjournale [sic] und schon drei Bankette.¹⁷⁶ [...]

Endlich wollten auch die C o m m u n i s t e n, die Schüler Baboeufs,¹⁷⁷ öffentlich ihre Lehren kundgeben, und ihr eigenes Bankett haben; sie fanden zwar in der radicalen Presse kein Journal, das sich dazu hergegeben hätte, ihnen einen Prospectus zu machen,¹⁷⁸ die Communistenpartei aber ließ sich dadurch nicht abhalten, und das Bankett fand wirklich am 1 Jul. statt. [...]

20 AU NOM DU COMMUNISME, N. DUFRAISSE, 24 JUILLET 1840

Le National Paris, 25 juillet 1840, p. 1/ii.

Le très bref extrait qui suit, emprunté au National, n'a pas d'autre prétention que de dater le premier emploi écrit de "communisme" en français - après celui attesté dans Restif Monsieur-Nicolas en 1797 - et de couper court aux spéculations qui attribuent le terme à Cabet, Lamennais, Heine, etc. en 1841, 1842 ou 1843. Le terme "communisme", sans doute déjà employé dans les milieux communistes après le banquet de Belleville, est utilisé à Saint-Mandé le 24 juillet 1840 par Numa Dufraisse et imprimé dès le lendemain dans la protestation du National.

Depuis la mort accidentelle d'Armand Carrel, rédacteur en chef du National, tué en duel le 24 juillet 1836, les républicains et démocrates parisiens avaient coutume de se réunir sur sa tombe au cimetière de St-Mandé auprès de Paris. L'interdiction qui venait d'être faite par le gouvernement de tenir des banquets politiques donna naturellement à la cérémonie du 24 juillet 1840 un relief particulier et la rédaction du National en fit une manifestation pour la réforme électorale.

Un certain nombre de communistes y assistèrent, dont Th. Dezamy et N. Dufraisse. Cabet, qui n'était pas à St-Mandé, affirme sans preuve en 1842 que le "trouble-fête" fut Dezamy (Toute la vérité p. 42); cependant Dezamy lui-même bien placé

re Cabet]) pour en parler, précise: "A l'occasion de l'affaire de St-Mand vous ne faillîtes point à vos habitudes. Vous blâmâtes sévèrement notre ami Numa Dufraisse d'avoir osé se permettre, de son chef, de parler de communauté, oser dire la vérité sur une tombe, d'y être venu protester d'une manière aussi franche qu'énergique contre cette étrange prétention du National, d'exploiter à son profit la réputation de Carrel. Je me rappelle qu'à cet égard, ainsi qu'à celui du compte-rendu [du banquet du 1er juillet], nous eûmes un jour, vous et moi, une espèce d'altercation, où je ne fus pas, par parenthèse, trop respectueux et dévoué" (Calomnies et politique de M. Cabet p. 8-9).

Sur les trois frères Marc (1811-1876), Antoine (1813-1877) et Numa Dufraisse (1814-1851), dont le plus connu pour son activité politique à la Société des Droits de l'Homme et pendant la révolution de 1848 est l'aîné, on se reportera à Maîtreon Dictionnaire (qui ne connaît de Numa Dufraisse que son activité de commissaire du gouvernement provisoire dans les Pyrénées-Orientales en 1848); les brochures signées de Marc Dufraisse au nom de la SDH sont reproduites dans Les Révolutions du XIXe siècle 1830-1834.

[...] La cérémonie annuelle [...] a été troublée cependant par un incident [...]. Un jeune homme a pris la parole et prononcé une diatribe contre le National, au nom du communisme.

[...]

21 FRENCH COMMUNISTS, COMMUNISM, G. BARMBY, JUIN-JUILLET 1840

John Goodwyn BARMBY Journal of a social mission to France, 1840, Saturday, June 6th, to Sunday, July 26th in The New Moral World Vol. I, Third Series, 11 juillet, 1er, 15 et 22 août 1840, N° 2, p. 21/ii-iii, N° 5, p. 74/i-75/i, N° 7, p. 107/iii-108/i et N° 8, p. 122/iii-123/ii.

Le voyage à Paris de John Goodwyn Barmby (1820-1881) en juin-juillet 1840, dont le caractère oweniste officiel est souligné par l'intitulé "social mission to France" qu'il porte dans le compte-rendu paru sous forme d'une suite d'articles dans le grand journal oweniste The New Moral World, n'est pas dû au hasard. Depuis les premiers contacts de Joseph Rey et de Marc-Antoine Jullien avec Owen dans les années vingt, et grâce à la ténacité de Désirée et Jules Gay aidés par Jullien, Louis Evrat et Adolphe Radiguel, Owen était venu à Paris en juillet 1837 (cf. dans Les relations entre socialistes de France et d'Angleterre au début du XIXe siècle, et du même Robert Owen à Paris; cf. également ci-dessus p. 76 et cl. vii). Avant son arrivée et pour la préparer, Jules Gay traduisit en français une plaquette d'Owen sous le titre Propositions fondamentales du système social de la communauté des biens fondé sur la nature humaine, Paris 1837, 16 pages (BN, 8° R Pièce 6723), qui selon Barmby contient "a preface by M. Radiguel, with a list of French works, which have been published on Communitarianism as advocated by us in England, and America" (NMW n° 5, p. 74/ii); malgré ces efforts le séjour d'Owen à Paris se solda par un demi-échec, Cependant J. Gay réussit à constituer

un groupe d'owenistes aux contours assez flottants et à la constitution fort disparate, car allant du comte de Lasteyrie et de Ramon de la Sagra au poète ouvrier Jules Vinçard, à l'un des frères Dufraisse, à Geniller etc. En 1839 Gay avait même en vue la publication d'une revue intitulée Communauté. Bulletin mensuel de la Science sociale, projet qui échoua. Avant de disparaître, le groupe fit encore parvenir au Congrès socialiste anglais en mai 1840 par l'intermédiaire de Hugh Doherty un message des socialistes français signé entre autres de J. Gay, Geniller, Mayer, J. Muiron, A. Radiguel, Flora Tristan, F. Villegardelle (Gans R. Owen à Paris p. 44-45). Etant donné l'agitation sociale déclanchée à Paris dès avril et croissante depuis, on peut penser que le Congrès délégua Barmby, muni d'une recommandation d'Owen à Evrat, pour aller s'informer sur place à la fois du développement de cette crise et des chances d'alliance entre socialistes anglais et français. Hypothèse confirmée dans une large mesure par l'introduction de Barmby aux lecteurs du New Moral World et par le dernier extrait de son rapport reproduit dans le document qui suit.

Même si Barmby se fait nécessairement une idée peu précise des tendances réelles des communistes français du fait du flou théorique de ses interlocuteurs, Jules Gay, Jullien, Evrat et Radiguel qui ne représentent pas le mouvement communiste ouvrier ni l'utopie cabetiste, il est indéniable que sa "mission sociale" ou mieux socialiste, qui vise à un rapprochement ou à une fusion des socialismes européens, est d'emblée internationaliste. Le jeune journaliste recommandé au docteur

Evrat, reçu par Désirée et Jules Gay à leur Institut de l'Enfance, par M.-A. Jullien qui lui fait visiter un certain nombre d'institutions sociales parisiennes, par Victor Considerant au siège de La Phalange, par le fouriériste Jean Czynski à la Librairie Sociale, au Café Phalanstérien, par Flora Tristan qui vient juste de publier ses Promenades dans Londres (cf. BBF du 16 mai 1840, n° 20, p. 272), etc., est immédiatement au coeur des débats politiques et sociaux qui agitent la France en ce printemps 1840. On peut même se demander si, à la fin de son séjour, il n'a pas rencontré ceux qu'ils nomment "the chief advocates of Communism", Pillot, Dezamy, Dufraisse, mais au contraire des précédents, il ne les cite pas nommément parmi ses visites.

Le compte-rendu qu'il tire de ce séjour est doublement important. Il complète d'abord la connaissance qu'on peut avoir de l'activité politique oppositionnelle française à cette date, permettant en particulier de suivre la préparation de la réunion démocratique du 31 août 1840 dite des 6000, tenue dans le parc des Gay à Châtillon-sous-Bagneux, réunion qui devait à l'origine - Barmby en est informé six semaines à l'avance - être une fête communiste, et qui devint une manifestation pour la réforme électorale, avec en fin d'après-midi cependant une participation populaire communiste (cf. l'introduction au document 17); compte-rendu permettant aussi de se faire une idée plus juste de l'activité ondoyante et diverse d'un homme comme M.-A. Jullien (cf. p. 70-76), ainsi que de celle du couple Gay et de leur entreprise d'éducation communautaire (cf. l'in-

roduction au document 27). Plus significatifs encore de la situation du socialisme en voie de devenir un mouvement international et internationaliste sont les articles de Barmby dans la mesure où, rendant compte de la manifestation au grand jour des communistes français, il diffuse immédiatement en anglais la terminologie de base du communisme: "communist" et "communism", "communitarian" et "communitarianism" (ce dernier terme ne s'étant pas plus maintenu que le "communisme" de P. Leroux).

De retour à Londres à la mi-août 1840 Barmby devient l'un des principaux propagandistes d'un communisme à la fois internationaliste et fortement teinté de religiosité: il fonde par exemple en août 1841 en compagnie de Catherine Watkins (qui deviendra sa femme) et de George Bird la London (puis Central) Communist Propaganda Society dont le but est "the propagation and perfection of the theory of communism", société qui se propose "to give scientific development and propagation to the vague ideas of community, which had at various times been enunciated", société encore dont un des correspondants suggère "that a Communist Manifesto should be address to the nominal Christians" pour en faire des communistes naturellement, etc. (in NMW du 14 août 1841, n° 7, p. 54/i; du 21 août, n° 8, p. 62/ii; du 28 août, n° 9, p. 71/iii; sur cette société de correspondance communiste cf. Andréas/Grandjonc/Pelger Anfänge document du 4 août 1841). En décembre de la même année Barmby lance une revue aux titre et sous-titre significatifs, The Promethean or Communitarian Apostle, qui devient en 1844

The Communist Chronicle; entre temps il a fondé avec sa femme en mai 1843 à Hanwell, Middlesex, une communauté comportant habitations, commerce, école, dont les statuts avaient paru un an plus tôt et intitulée Communitorium (cf. Lexique) qui probablement fit faillite. Barmby devait aussi, avec M.Q.V. Ryall (1808-1846), rester l'un des connaisseurs britanniques les plus avertis du mouvement social et socialiste sur le continent, entre autres grâce sans doute à Jules Gay qui informe régulièrement les owenistes sur la situation française (cf. l'introduction au document 27). C'est cette connaissance précise du socialisme sur le continent, jointe à celle de la langue française et allemande, qui lui permet par exemple de rectifier en janvier 1844 une information erronée d'Engels (avec qui il entre en relation) sur L.-A. Constant (cf. NMW du 3 février 1844, n° 32, p.256/ii; in MEGA¹ I/2, p. 454), ou encore de traduire pour Weitling en octobre de la même année une brochure sur le communisme allemand en France et en Suisse: Young Germany. An account of the rise, progress and present position of German Communism (la paternité de la traduction est attestée par la critique amicale des erreurs de Barmby faite par Ryall Continental Communism, and its reporters in NMW du 19 octobre 1844, n° 17, p. 136). Barmby est donc tout à fait justifié à écrire dans le premier numéro de The Apostle en 1848: "I also conversed [in 1840] with some of the most advanced minds of the French Metropolis, and there, in the company of some disciples of Babeuf, then called Equalitarians, I first pronounced the name of Communism,

) which has since [...] acquired that world-wide reputation"
(cité d'après Oxford Dictionary II, p. 701). Sur cette ques-
tion de la diffusion du vocabulaire communiste en anglais
d'une part et sur l'internationalisme naissant de l'autre on
se reportera aux paragraphes correspondants du chapitre VII.



My dear Friends,

Inspired with a love of truth, I have devoted myself religiously to the grand and hallowed cause of human progression. [...]

Here let me notice the objects of my mission: - My chief object is to obtain all the information I can of the progress of Social Reform in France; and, connected with it, I wish to collect such as of its promulgators, as may render the subject interesting to the English minds [...]. This time is propitious for my mission. Mr. Doherty, has lately visited your Congress, as a deputy from a group of Parisian Socialists.

On Saturday, June 6th, I started from London, at four o'clock in the morning. [...] I had a letter of introduction to our friend Dr. Louis Evrat¹⁷⁹, of Paris. [...] The following day (June 7th) I remained at Boulogne. [...] On Monday (June 8th) I started for Paris by the Diligence. [...] We travelled all night, and next morning, Tuesday, June 9th, arrived in Paris.

[...]

On Sunday (June 14), Dr. Evrat's friend took me to the Institut de l'Enfance, or Infant School, at Châtillon¹⁸⁰, in the environs of Paris. This excellent establishment is under the direction of Madame Jules Gay. [...] Madame Gay, who had seen Mr. Owen in Paris, inquired with the greatest solicitude for

his good health. [...] I also saw M. Jullien¹⁸¹ de Paris, who was formerly a revolutionist, and said to be the confidential secretary to Robespierre; but who, at the present time, is turning his attention to schools of infancy. This confirmed us in what we have often thought, that the most mental of the mere Political Economists and agitators would in time see the reforming power of education, and the real republicanism of a veritable social community. [...]

Paris, Monday, June 22nd,
to Sunday, June 28th.

[...] Such is all of news that has reached us, except a vague¹⁸² report, that a social banquet of the adherents of the Communist,¹⁸³ or Communitarian school¹⁸⁴ is expected to take place some day in the ensuing week. We hope this report will prove true.

Paris, Monday, July 6th,
to Sunday, July 12th.

The papers are still thundering away at the Communist dinner at Belleville. The Radical press, as it is termed, repudiates any connection with the Babouvistes, who could drink to the memory of Robespierre; and the National unjustly goes on to style all the Communitarians¹⁸⁴ of Paris as anarchists. We say unjustly, because, although the majority of those at the Belleville banquet were most likely made disciples of Community from the perusal of the work of Babeuf or Buonarotti [sic], still, it does not follow that they, like their masters should

advocate the use of violence for the attainment of their beau ideal [sic] commonwealth. On the contrary, we have had opportunities of knowing the opinions of some of the most enlightened Communitarians of France, on this subject, and from them we find that it is but by the agitation of the popular heart and mind, that they hope to establish communities. Their extensive progress in an agitation of this kind, is the best answer to the calumnies of these self styled Radicals, who shew the cloven foot whenever any real radical change in the possessional and hereditary laws of property are mooted among the people.

On Thursday, we had a long interview with our friend M. Jullien de Paris; and under his guidance we visited an Hotel de l'Industrie, or, as we should term it, a Clubhouse for Workmen ¹⁷⁵ . [...]

Paris, Monday, July 13th
to Sunday, July 26th.

[...] We have now to advert to the movements of the Communists ¹⁷³ in Paris. In a previous part of our report, we gave some account of the first Communist Banquet at Belleville. This first Banquet was likely to be their last, as the Thiers Government, alarmed at the frequent recurrence of the electoral reform dinners, [...] thought it necessary to issue an order to all the proprietors of the Banquet Houses around the Barriers, to the effect, that no political Banquets were in future to take place. ¹⁷⁶ This order, of course, included the intended Communist

dinners, which would else have periodically occurred at Belleville. What was to be done? The chief advocates of Communism¹⁸⁷ were at first at a loss how to act; but it is now determined that on the occasion of the marriage of some of their young friends, a Banquet shall be given in the large room of Madame Gay's "Institut de l'Enfance", where, after the customary civil contract has been performed, an oration, embodying the Communist views on the subject, shall be delivered; and a general festival of the disciples of community shall take place. This grand Fête is expected to occur in about a month; and so anxious are its arrangers respecting it, that a host of voitures citadines, and omnibusses are already engaged for the conveyance of the festivalers from Paris to Châtillon¹⁸⁸. [...]

To return to the Communists. Since our notice of the intended marriage festival at Châtillon, we have had some interviews with Messieurs Gay and Radiguel¹⁸⁹. We had for some while been attempting a junction of the French Communists with the English Socialists, as the views of the Communists approach nearer than the Phalansterians to our own. Judge then, of our pleasure, when Jules Gay came to tell us that Jean[-]Jacques Pillot, the editor of the Tribune du Peuple, and one of the Presidents at the Premier Banquet Communiste, had expressed the same wish. At that Banquet the following toasts were given: - [...]¹⁹⁰

John Goodwyn Barmby.

[Etienne] CABET Histoire populaire de la Révolution Française de 1789 à 1830 Pagnerre, Paris 1840, tome IV, p. 330-332.

Dans son exil londonien Cabet projetait, parallèlement au Voyage en Icarie, divers travaux historiques et après plusieurs esquisses, un Résumé de l'histoire universelle, un Abrégé de l'histoire de l'Angleterre (non publiés) et un Précis de l'histoire des Français, il entreprenait, en 1838 sans doute, une Histoire populaire de la Révolution française de 1789 à 1830 précédée d'une introduction contenant le Précis de l'histoire des Français depuis leur origine jusqu'aux Etats-Généraux qui parut en 4 volumes chez Pagnerre à Paris sous la date de 1840. On se reportera sur cet ouvrage à Prudhommeaux Les origines p. 100-125, qui montre ce que Cabet doit à Thiers qu'il suit "page après page" et aux quarante volumes de l'Histoire parlementaire de la Révolution par Buchez et Roux, parus de 1833 à 1838, qui lui fournissent toutes ses citations (p. 101): "sa seule originalité consiste à choisir les citations qu'il juge utiles à son dessein et à les relier par un commentaire destiné à rendre sensible au peuple les leçons instructives [...] de la Révolution" (p. 102). Ce que ne précise pas Prudhommeaux, c'est que la rédaction n'était pas close quand Cabet rentra d'exil et qu'il y travailla encore pendant plus d'un an, ne s'occupant, dit-il lui-même, "que de publier, en la révisant, son Histoire populaire de la Révolution française" (Ma ligne droite p. 45), travail poursuivi pendant la publication qui eut lieu d'abord, [REDACTED]

comme c'est souvent le cas à l'époque, par livraisons. L'ouvrage commença à paraître en juin 1839: cf. Bibliographie de la France du 29 juin, n° 26, p. 30 qui, annonçant la parution de la première livraison, précise que "l'ouvrage formera 4 volumes in-8. Il est publié en 64 livraisons"; la publication en est terminée début octobre 1840: cf. BBF du 10 octobre, n° 41, p. 556 qui signale la parution du 4e tome relié.

Ce mode de publication, au rythme de deux feuilles d'imprimerie par semaine (32 pages in-8), était sans doute extrêmement contraignant même si Cabet avait l'essentiel de sa "copie" rédigée en rentrant en avril 1839, car il lui fallait chaque semaine en livrer une belle quantité à l'imprimeur; mais il laissait à l'auteur une certaine latitude pour intégrer à son ouvrage de propagandiste des considérations occasionnées par l'actualité. C'est de toute évidence le cas pour l'exposé qu'il donne de "la conspiration de Babeuf", de "son procès", de "sa doctrine" (tome IV, p. 300-334) où, dans un passage visiblement rapporté ("La doctrine de l'Egalité réelle ... qu'il serait bien dangereux de ne pas signaler", p. 331-332), Cabet emploie pour la seconde fois par écrit le terme de "communiste" et pour la première ceux de "babouvisme" et de "communisme". Grâce à la lettre de Savary à Cabet (document 24) on sait que cet exposé, en particulier la critique finale du babouvisme, est contenu pour l'essentiel dans la 59e livraison de l'Histoire (p. 305-336). Etant donné le rythme de publication de Cabet, on peut dater cette livraison de la première ou de la seconde semaine d'août 1840 et par consé-

quent les ajouts et corrections de juillet - ce qui fait partiellement de ce texte une réplique aux publications néo-babouvistes de Lahautière, Dezamy, Pillot depuis le début de l'année, au Premier Banquet communiste ou à la manifestation de Dufraisse à St-Mandé.

L'argumentation contre les néo-babouvistes consiste en ce qu'il les accuse "d'invoquer le nom de Babeuf" et de "transformer le communisme en babouvisme" (IV, p. 331, cf. ci-dessous). Or si à propos de la première accusation on excepte les réponses de Lahautière et de Dezamy (cf. document 16 B et l'introduction de ce document) à l'article de Thoré sur le Babouvisme, où le nom de Babeuf et les termes de "babouviste" et "babouvisme" sont naturellement employés, les autres textes des communistes de 1840 ne font pas ou rarement référence expresse à Babeuf, mais à la "communauté", à la "communauté sociale", au "communisme" (cf. documents 17 et 20, ainsi que 18, 19 et 21 où la référence à Babeuf est le fait des commentateurs). L'appellation de "babouviste" avait été le fait en 1795/1796 des ennemis de la communauté ou de l'égalité, l'usage de "babouvisme" en 1839/1840 relève du même processus, même si les partisans de la communauté utilisent à leur tour le terme forgé par leurs adversaires, concurremment à "Egaux" dans un cas, à "communisme" dans l'autre (ce n'est ni la première ni la dernière fois qu'il en va ainsi, à preuve "protestant", "marxiste" etc.). La seconde accusation de Cabet est encore moins fondée que la première, car elle est falsification pure et simple: ce n'est pas le communisme qui aurait été transformé en babou-

visme par la volonté de quelques uns, c'est le babouvisme qui s'est transformé historiquement en communisme. Filiation historique si évidente que Cabet la présente comme allant de soi dans d'autres de ses écrits, ainsi dans sa polémique contre Dezamy en 1842 où il écrit sur un ton scandalisé: "je n'ai jamais prétendu et ne pouvais prétendre que le Communisme fût mon invention, puisqu'il y a eu des missions de Communistes avant moi, même Babeuf et Buonarroti" (Toute la vérité p. 40), et plus loin: "l'expression Babouvisme et Babouviste a été abandonnée et remplacée par l'expression Communisme et Communiste, Communautaire" (p. 41), termes que Cabet date bien à tort à nouveau de son Voyage en Icarie, mais peu importe ici. Il revient sur cette question de filiation en 1845, écrivant à propos de l'évolution sociale à partir de 1830: "les désordres et la misère qu'enfante l'Individualisme ramènent au Socialisme ou à l'étude des questions concernant l'organisation sociale; le Saint-Simonisme, le Fouriérisme, le Babouvisme renaissant, préparent la réapparition du COMMUNISME" (Le salut p. 3). Prudhommeaux a montré que la cause principale de cette argumentation de mauvaise foi est la popularité des thèses babouvistes chez les communistes de 1840 (cf. ci-dessus p. 137 et note 142*); il faut ajouter que Cabet reproche aux communistes non icariens de vouer à Babeuf de façon posthume un culte de la personnalité qu'il essaye justement à partir de cette date de créer de son vivant à l'égard de sa propre personne. Il suffit pour s'en rendre compte de lire Le Populaire de 1841 et ses brochures des années quarante. Il appa-

) raît plus généralement de ce passage sur la conspiration de
) Babeuf comme de ses polémiques avec Dezamy, Thoré, etc. que
) Cabet a un rapport procédurier aux hommes et aux choses et que
) ses écrits sont toujours d'une façon ou d'une autre un plai-
) doyer pro domo, qui s'efforce non pas tant d'établir la réali-
) té ou la matérialité des faits, que d'étayer la version qu'il
) veut accréditer, quitte à ce que cette version ne soit pas
) identique d'un écrit à l'autre (sur cette question on se repor-
) tera également à l'introduction du document 25).

[...]

Quant à Robespierre et à Saint-Just, soit qu'ils n'eussent pas étudié la question; soit qu'ils eussent jugé la Communauté impraticable; soit qu'ils eussent voulu y marcher graduellement et progressivement; soit que les défauts personnels d'Hébert leur eussent fait juger son intervention plus nuisible qu'utile; [...] ils attaquèrent Hébert et son système, qu'ils qualifiaient d'ultra-révolutionnaire, et s'attachèrent à flétrir Hébert et l'Hébertisme.

Aucune question n'exigeait en effet tant de circonspection, de prudence et d'habileté, parce qu'elle était la plus radicale des questions révolutionnaires; parce que aucune question n'a jamais, dans aucun pays comme dans aucun temps, soulevé contre elle tant d'intérêts et tant de préjugés que la question de l'Egalité de fortune et de la Communauté. [...]

Mais toutes les propositions du Comité de Salut public dans les cinq derniers mois, les opinions de Bodson¹⁹¹ et de Buonarroti¹⁹², tous deux initiés aux vues profondes de Robespierre, tous deux ses admirateurs et tous deux Communistes, nous donnent la conviction que Robespierre et Saint-Just ne blâmaient que l'invocation intempestive de la Communauté par des athées déclarés, et qu'ils marchaient eux-mêmes à la Communauté par les voies qu'ils jugeaient les plus convenables au succès.

La doctrine de l'Egalité réelle et de la Communauté était donc pour ainsi dire celle de la Révolution, de la Démocratie, de Robespierre, de Saint-Just, de Bodson, de Buonarroti, avant d'être celle de Babeuf; c'était celle de Buonarroti plus que celle de Babeuf, car elle est développée dans l'ouvrage du premier beaucoup plus que dans quelques numéros du Tribun du

Peuple et dans quelques actes rédigés par Babeuf et Buonarroti
[...]

Pourquoi donc la personnifier en Babeuf exclusivement? Pourquoi invoquer un homme au lieu d'invoquer la doctrine elle-même, en la séparant de tout individu? Pourquoi, pour représenter une doctrine qu'on croit la plus belle et la plus parfaite, choisir un homme qui peut n'être pas parfait et dont la vie, attaquée par une partie des patriotes eux-mêmes, peut fournir au moins des prétextes aux attaques des adversaires de la Communauté? Pourquoi choisir un nom proscrit, dont les ennemis du Peuple ont fait un épouvantail? Transformer le Communisme en Babouvisme, n'est-ce pas donner dans un piège et augmenter comme à plaisir des difficultés déjà si grandes? Ainsi, de même que nous avons pensé que c'était une faute d'invoquer le nom de Robespierre; de même que Bodson blâmait Babeuf d'invoquer le nom de ce martyr; de même nous pensons que ce serait une faute d'invoquer celui de Babeuf¹⁹³.

Du reste, remarquons-le bien, la conspiration de Babeuf n'était qu'une conspiration ordinaire tendant à une révolution.

Pour la masse des conjurés, la conspiration était tout-à-fait indépendante de sa doctrine [...]; car beaucoup de conjurés n'approuvaient pas la Communauté, et la masse ne pouvait pas la connaître puisqu'elle n'était qu'énoncée dans quelques numéros de deux ou trois journaux, bien peu répandus à Paris, presque inconnus en France, proscrits par le Pouvoir, dont les rédacteurs étaient forcés de se cacher, et dont la distribution clandestine était extrêmement difficile¹⁹⁴.

Et nous le dirons avec autant de douleur que de franchise, cette conspiration nous paraît conduite avec une imprudence qu'il serait bien dangereux de ne pas signaler.
[...]

23 LE COMMUNISME ACTUEL, THORE, 13 AOUT 1840

T[héophile] THORE La vérité sur le parti démocratique
Paris [13 août] 1840, p. 20-29.

) La brochure de Théophile Thoré intitulée La vérité sur le
) parti démocratique eut "deux éditions, formant en tout 1.500
) exemplaires environ", parues les 13 et 22 août 1840 (cf. Procès
) de Thoré p. 4 et 38; information confirmée par Bibliographie
) de la France des 22 et 29 août, p. 477 et 488) et immédiatement
) épuisées. Lue aux trois quarts par l'avocat général au procès
) de Thoré, à titre de pièce à charge, et pour le dernier quart
) par Henry Celliez, avocat de la défense, elle connut une troi-
) sième édition, indirecte, dès janvier 1841 dans le compte-ren-
) du du Procès publié par le Journal du Peuple, sans parler des
) extraits dans la presse. La brochure s'inscrivait dans la sui-
) te logique de l'article sur le babouvisme rédigé par Thoré pour
) le Dictionnaire Politique (cf. document 15 et l'introduction
) à ce document sur l'auteur lui-même): elle se fondait sur son
) expérience, acquise par dix ans de participation aux activités
) et aux débats du "parti démocratique", et sur les matériaux
) recueillis à l'occasion d'un projet de journal lancé par Thoré
) et Victor Schoelcher à la fin de l'été 1839. Les collaborateurs
) en devaient être E. Arago, Altaroche du Charivari, Louis Blanc,
) G. Cavaignac, Henry Celliez, Dupoty, E. Duclerc, J.-F. Dupont,
) Pierre et Jules Leroux, Hippolyte Lucas, Mazzini, E. Pagès,
) Félix Pyat, George Sand, etc., mais le journal ne dépassa pas
(

l'acte de société et un numéro spécimen diffusé à plus de 50 000 exemplaires selon Celliez (Procès de Thoré p. 37). Les deux pièces sont conservées à la Bibliothèque Nationale (4^o Lc² 1454): l'acte de société est daté du 27 août et les deux tirages du spécimen sont annoncés dans BBF du 31 août, n^o 35, p. 417 et du 5 octobre, n^o 40, p. 476. Des diverses réactions à ce projet, "les fondateurs de la Démocratie purent acquérir la connaissance des divers éléments du parti, que leur apprenaient d'ailleurs de nombreux voyages et une correspondance fort étendue [...]. Thoré connaissait désormais assez le parti démocratique, hommes et opinions, pour concevoir et écrire sa brochure" (Celliez, in Procès p. 37).

La brochure, de 47 pages, est faite d'une sorte d'introduction constatant que "le parti démocratique est composé de divers éléments" (p. 5-10), d'une conclusion de politique pratique, "comment rallier tous les éléments du parti démocratique" (p. 39-47) et d'une analyse centrale "des divers éléments du Parti démocratique" (p. 11-39). Thoré y distingue quatre tendances représentées par: le National, les communistes, les révolutionnaires et la jeune démocratie à laquelle il se range. C'est un texte qui garde encore aujourd'hui une grande fraîcheur de ton et qui possède une valeur historique incontestable. Les assertions de Thoré, quand on en fait l'épreuve, sont le plus généralement vérifiées par les documents (cf. par exemple au chapitre V, p. 132 sq. et 139 sq. le bref historique qu'il donne de "la propagation orale" du néo-babouvisme à partir de Sainte-Pélagie, propagation attestée par les documents

saisis chez les intéressés). Il faut croire que le texte de Thoré a un caractère d'authenticité qui emporte la conviction, car il a souvent été utilisé depuis sa parution. Ainsi dès 1842, dans son histoire du socialisme et du communisme en France (p. 378 sq.), L. Stein emprunte sans le dire à Thoré, qu'il amplifie et parsème d'erreurs empruntées à d'autres (cf. note 375 ci-dessus), l'essentiel de son analyse de la situation du parti républicain de 1830 à 1840. On en trouve également d'importantes paraphrases dans les histoires de G. Weill, Tchernoff, Garaudy, etc.

L'extrait qui suit, consacré exclusivement aux communistes, appelle quelques remarques. En premier lieu, le terme de "communiste", inconnu de Thoré neuf mois plus tôt, est désormais couramment utilisé dans sa brochure; il en va de même de "communisme" dont la première apparition écrite remonte alors à deux semaines seulement. On notera ensuite comment, en quelques brefs paragraphes Thoré situe "les démocrates plébéiens" et les jeunes bourgeois qui les ont rejoints, la misère et l'écrasement des uns par le travail, la formation théorique des autres auprès des courants du premier socialisme, leur voeu commun de "révolution sociale". Particulièrement intéressant aussi est le témoignage de la formation néo-babouviste quasi exclusive des ouvriers des "grandes villes manufacturières" et cette idée que le communisme est, de façon plus ou moins générale, de près ou de loin, la pensée du "peuple actif en politique", idée émise ici pour la première fois, que reprendront les divers courants du communisme français dans les années quarante et qu'exprimeront encore Marx et Engels dans la seconde section du Manifeste, "Prolétaires et communistes".

, confirmé par Cabet (Ma ligne droite p. 45, cf. l'introduction au document 25),

[...]

II. Les Communistes, Babouvistes, Socialistes, etc.

Abandonnés à eux-mêmes, faute d'un enseignement substantiel par l'organe de leur parti, les démocrates plébéiens ont été obligés de chercher tout seuls leur instruction. [...] Les ouvriers, la jeunesse, toute cette démocratie nouvelle éclore, n'a jamais eu de journal. Cependant, le sentiment de l'organisation sociale, un vif désir de connaître, la nécessité de répondre à cette question: Vous voulez une révolution politique, que ferez-vous après? le retentissement des écoles philosophiques, des travaux de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, les nobles écrits de M. Pierre Leroux dans la Revue encyclopédique et dans l'Encyclopédie nouvelle, tout cela sollicitait le Peuple et la jeunesse à trouver une solution.

On sentait bien qu'il s'agissait surtout de révolution sociale, et non plus seulement de droits politiques. Il ne fallait pas un grand effort de logique pour cela. Où donc les ouvriers, poussés par ce sentiment, à Paris et à Lyon surtout, dans le midi, dans toutes les grandes villes manufacturières, et partout où il y a un peuple actif et intelligent, où donc les plébéiens ont-ils fait leur éducation? ont-ils eu des livres ou des journaux? ont-ils eu le loisir de lire et de méditer? Hélas! c'est à peine si douze ou quinze heures de travail leur procurent de quoi acheter du pain. Comment auraient-ils ██ acheté des livres? comment auraient-ils lu de nombreux ouvrages? Pour donner satisfaction à ce besoin de savoir, ils ont pris ce qu'ils ont trouvé sous leur

main, quelques livres médiocres de l'école de Babeuf, l'ouvrage de Buonarroti ¹⁹⁵ en deux volumes, le journal de M. Laponneraye. Ils se sont [REDACTED] repassé ces publications bien intentionnées, mais peu intelligentes; et tout en gagnant leur pain quotidien, ils les ont usées sur leurs métiers, donnant un oeil à la lecture, un oeil à l'ouvrage; ou bien, l'un d'eux lisait à haute voix pour tout l'atelier.

Il faut ajouter aussi la propagation orale qui n'a point cessé depuis plusieurs années, et dont la source fut à Sainte-Pélagie, avant et pendant le procès d'avril. Les hommes qui sont au courant du parti républicain, se rappellent qu'il y avait alors parmi les détenus, deux systèmes qui se heurtèrent dans de vives discussions. La jeunesse militante ¹⁹⁶ n'était point d'accord avec les principaux chefs de la démocratie. Ceux-ci ne s'en émurent guère, traitant ces idées d'utopie et de divagation. Ce sont cependant ces idées étranges qui ont été semées dans le Peuple, qui ont germé lentement, et dont le communisme ¹⁹⁷ actuel est le fruit.

Ainsi s'est formée cette nombreuse secte de Communistes ou d'égalitaires, à laquelle tiennent de près ou de loin, et d'une façon plus ou moins exclusive, presque tous les ouvriers de Paris, de Lyon, de Rouen, etc., c'est-à-dire, tout le Peuple actif en politique.

[...] Vous combattez les Babouvistes purs, par cette excellente raison entre autres, et a priori, que l'esprit humain a marché depuis Babeuf; c'est à merveille, et d'ailleurs les Communistes ¹⁹⁸ ne s'en tiennent pas à Babeuf. Mais l'esprit humain serait-il par hasard resté immobile depuis dix ans? a priori donc, les démocrates de 1830, en vertu même de leur propre argument,

doivent se déclarer moins avancés que ceux de 1840. Il faut une grande souplesse d'esprit et un excessif amour de nouveauté pour suivre long-temps, d'année en année et de jour en jour, ces perfectionnemens imperceptibles. [...]

Qu'on approuve ou qu'on blâme le sentiment communiste, c'est-à-dire le sentiment de l'Égalité; qu'on interprète d'une façon plus ou moins logique la triple formule: Égalité, Fraternité, Liberté, toujours est-il que la partie plébéienne de l'armée démocratique s'émeut au seul nom de communauté.

Ce qu'elle poursuit, c'est l'Égalité sociale. Nous sommes censés ■■■■ jouir de l'Égalité civile; tout le parti [démocratique] s'accorde à demander l'Égalité politique; les travailleurs, eux, demandent l'Égalité sociale. Quoi de plus légitime? qui oserait hésiter devant cette conséquence irrésistible de la révolution de 89 et de 93?

Mais qu'est-ce que l'Égalité sociale?

Les Communistes ne sont pas tous d'accord. La plupart se contentent d'affirmer la communauté, l'abolition de la propriété individuelle et du capital individuel, sans pouvoir descendre aux détails d'une organisation fondée sur ces principes, et sans se préoccuper des moyens de transition qui pourraient y conduire.

Quelques-uns, ils sont rares, interprétant Babeuf à la lettre, demandent tout simplement l'égalité absolue du travail et l'égalité absolue de la répartition. Nous ne faisons qu'exposer des formules et n'avons point à les juger. [...] Nous répétons que nous ne voulons point discuter ces théories confuses ou incomplètes, qu'on ne sait où saisir, puisqu'il n'y a guère unanimité entre ceux qui les professent, et que personne parmi eux n'a encore exposé clairement, avec l'assentiment de leur parti, un système régulier de communauté

[...]

Le communisme, issu d'une foule de philosophes anciens et modernes, depuis les Indiens, depuis Pythagore, Platon et Jésus, jusqu'à Morelli [sic] et Babeuf, n'est donc pas très arrêté comme système. Presque toute l'économie sociale qui doit régner sous le gouvernement démocratique reste à faire. On peut contester la plupart des idées et des formules de l'école égalitaire. Mais ce qui demeurera et qu'on ne peut détruire, ce à quoi il faut satisfaction, c'est le sentiment de l'Égalité et de la solidarité humaines, le sentiment de la Fraternité, le sentiment d'une répartition selon la justice, le sentiment des droits et des devoirs.

Les divergences théoriques que nous signalons entre les Communistes, ne sont pas ce qui les divise le plus. Il y a parmi eux deux groupes bien distincts: ceux qui sont fermes révolutionnaires en vue de leur théorie communiste; et ceux qui, préoccupés exclusivement de la doctrine, négligent ou nient le sentiment révolutionnaire, et sont devenus une secte en dehors du parti politique. Ces derniers ont beaucoup d'analogie avec les Fourieristes, qui croient l'avènement de leur utopie possible sous n'importe quel gouvernement. Mais ils sont peu nombreux et peu dangereux. Car le peuple ne quittera jamais son instinct révolutionnaire; il est révolutionnaire avant d'être théoricien. [...]

24 SAVARY, UN PROLETAIRE QUI PARLE COMME IL PEUT, 20 AOUT 1840

[André-Marie] SAVARY à Etienne Cabet, in PRUDHOMMEAUX Babeuf jugé par un communiste de 1840 in La Révolution Française tome 55, juillet-décembre 1908, p. 127-141 (extraits p. 131-132 et 138-139).

André-Marie Savary, né le 16 janvier 1810 à Angers, ouvrier cordonnier à Paris dès 1830, est membre de la Société des Droits de l'Homme en 1832, président d'une section et à ce titre participant en 1833 avec Lebon à la rébellion contre le Comité directeur secret (cf. l'introduction au document 11) son autorité est telle qu'il est nommé en 1835 par les accusés d'Avril au nombre de leurs défenseurs, seul prolétaire avec le typographe Martin Bernard parmi les 67 personnalités de la démocratie européenne ainsi réunis. Cabet le cite en 1842 parmi les membres de l'école de Charles Teste (Toute la vérité p. 86) ce qui, joint aux précédents renseignements, permet de penser qu'il fait partie depuis 1832 du groupe rassemblé autour de Buonarroti, Teste, Lebon, etc. Après avoir collaboré au Bon Sens, il préconise en 1838 dans le Journal du Peuple un égalitarisme économique radical (selon Prudhommeaux Babeuf jugé par un communiste p. 129-130). En 1841 il fait partie des fondateurs et collaborateurs de La Fraternité, de même quelques années plus tard de La Fraternité de 1845. Comme je l'ai déjà noté, La Fraternité est un rares journaux français à être régulièrement informé sur le mouvement communiste allemand naissant (et qui ne se croie pas obligé de l'annexer, comme c'est le cas du Populaire de Cabet); réciproquement les

démocrates et communistes allemands y prêtent attention dès l'origine (cf. l'introduction au document 16 B et note 123*; cf. également l'introduction au document 32). Il est vraisemblable que Savary fut en 1844 de ceux que Marx, dans Herr Vogt (1860)^{se}, rappelle avoir fréquentés: "Während meines ersten Aufenthaltes in Paris pflegte ich persönlichen Verkehr [...] mit den Führern der meisten französischen geheimen Arbeitergesellschaften, ohne jedoch in irgendeine dieser Gesellschaften einzutreten" (in MEW 14, p. 439; cf. Andréas/Grandjonc/Pelger Anfänge note 144). La Fraternité de 1845 est d'ailleurs le premier organe de presse à qualifier, en février 1845, de "philosophe communiste, M. Charles Marx, de Trèves" (n° 3, p. 26/i) lors de l'expulsion de France de ce dernier par le gouvernement Guizot. En 1848 Savary fit fonction d'adjoint à la mairie du 12e arrondissement de début mars au 15 mai; en avril il fut choisi par les délégués des clubs populaires pour figurer sur la liste des candidats socialistes et communistes aux élections législatives; il ne fut pas élu, pas plus qu'en 1849 d'ailleurs. On perd sa trace à partir de cette date.

De sa belle et longue lettre à Cabet - elle remplit neuf pages imprimées en petits caractères dans la publication qu'en a faite Prudhommeaux - je ne donne ici sous forme de document que l'introduction et, partiellement, la conclusion. L'extrait, suffisamment parlant de lui-même, est une mise au point non ambiguë de "l'école démocratique, égalitaire et révolutionnaire" sur son rapport à Babeuf et au babouvisme de l'an IV, mise au point dont Cabet historien et propagandiste ne sort

) pas grandi (cf. l'introduction au document 22). En ce qui concerne la dénomination de "babouvistes" qui leur est jetée à la figure, la réaction de Savary et de ses compagnons est la même que celle des Egaux jadis (ou de P. Leroux et G. Sand à qui on donne du "communiste" en 1841, cf. document 28): ils n'ont pas pris l'initiative de cette appellation, mais se refusent à la rejeter.

) Cabet ne sort pas grandi non plus de sa réponse à Savary, que publie également Prudhommeaux. A la fin de sa lettre Savary déclarait: "Si dans le cours de mon épître, longue et diffuse je le sens, il se rencontrait quelques expressions malséantes, vous voudriez bien considérer que je ne suis point un littérateur, mais un prolétaire qui parle comme il peut et comme il sait, et vous m'excuseriez. Je me suis mis en garde le plus possible contre la rudesse trop naturelle à l'homme inculte. L'inconvenance de ma parole ne peut donc m'être imputée à intention. N'y cherchez, je vous prie, que la pensée, - en la dégageant des formes vicieuses qu'elle peut avoir revêtues sous une plume malhabile" (p. 139; il est vraisemblable que les termes soulignés le sont par Cabet, dont c'est la coutume, et qui les reprend dans sa réponse). A cette conclusion mesurée, qui n'a rien d'une banale clause de style, Cabet répond entre autre: "Vous me dites que vous êtes un prolétaire non littérateur, inculte, inhabile. Je n'en accueillerais qu'avec plus de bienveillance vos observations si vous les présentiez avec la réserve qu'exige un pareil aveu. Mais vous paraissez vous croire infallible; vous jugez, vous blâmez,

vous condamnez l'opinion qui n'est pas la vôtre. [...] Dans quelque temps, je publierai un ouvrage dans lequel j'insérerai si vous le voulez, votre lettre, et alors j'y répondrai en détail, de manière que le public puisse juger" (lettre du 25 août 1840, in Prudhommeaux, p. 140). Cabet qui, comme le constate Prudhommeaux, "n'avait pu lire [cette lettre] sans un vif mécontentement, parce qu'elle lui apportait en termes non déguisés la déclaration de guerre du babouvisme ressuscité" (ibidem), revient encore deux ans plus tard sur ce premier affrontement. En juillet 1842 il note, contre Dezamy qui fréquentait naturellement Teste et Savary: "Je connais depuis longtemps aussi Ch. Teste, son attachement à Buonarroti, sa prédilection pour Babeuf, sa probité, son désintéressement, son dévouement; je sais qu'un certain nombre d'amis, formant école autour de lui, s'honorant du titre de Babouvistes, ont été très contrariés du jugement que mon impartialité m'a dicté sur Babeuf et sa conspiration dans mon Histoire de la Révolution (et l'un d'eux m'a même écrit, à ce sujet, au nom de tous, une lettre critique, à laquelle je serai enchanté de répondre s'ils veulent la publier)" (Toute la vérité p. 86). Proposition ou promesse doublement fallacieuse de publier cette lettre de Savary, qui aurait rempli une brochure ordinaire de 16 pages, car d'une part Cabet avait déjà répondu à Savary sans le nommer dans sa brochure Comment je suis communiste, parue début novembre 1840, et à laquelle il fait certainement allusion dans sa lettre du 25 août (cf. document 25), brochure dans laquelle il prend publiquement parti contre

le communisme néo-babouviste de l'école de Teste. D'autre part jamais Cabet, que ce soit dans ses ouvrages ou dans son journal, n'a laissé s'exprimer une autre opinion que la sienne - si ce n'est sous forme de brèves citations dans des brochures ou des articles polémiques (contre Dezamy, contre Thoré, contre Lamennais, contre L'Humanitaire, Le National, La Fraternité, L'Atelier, contre Proudhon, etc., etc.). Ainsi, bien qu'annonçant régulièrement la parution de comptes-rendus de la littérature socialiste et communiste nouvelle, jamais de 184 à 1850, Le Populaire, c'est-à-dire Cabet, qui en est l'unique rédacteur, n'a publié la recension d'un seul ouvrage représentant un courant autre que le communisme icarien, les écrivains socialistes et leurs ouvrages ne l'intéressant que dans la mesure où il peut les annexer ou du moins s'en servir pour sa propagande: caractéristique de cette façon de faire est par exemple un article qu'il publie en août 1843 sur "le communisme allemand" où Heß, Ruge, Feuerbach, les frères Bauer, Lorenz Stein, Herwegh, Gutzkow, Alexandre Weill, Weitling, etc., sans parler de 1300 ouvriers (de la Ligue des Justes sans doute) sont ramené au dénominateur commun de "communistes icariens" (Le Populaire 19 août 1843, n° 4, p. 2; cf. Andréas/Grandjonc/Pelger Karl Marx und Pierre-Joseph Proudhon document du 19 août 1843); ou encore la campagne de Cabet, d'octobre 1844 à février 1845, en direction de Louis Blanc, Pierre Leroux, Villegardelle, Proudhon, Eugène Sue et George Sand qui, ayant accepté par politesse et solidarité de souscrire une action de soutien au Populaire deviennent sous la plume de Cabet, "les écrivains action-

) naires", "futurs collaborateurs", etc. (cf. Le Populaire 4e
) année, en quatrième page des n^{os} 3, 4, 5 et 6). On comprend
) dans ces conditions que Savary n'avait aucune illusion à se
) faire sur la publication conjointe par Cabet de sa lettre et
) d'une réponse de ce dernier qui avait publiquement déclaré
) en novembre 1840 à l'adresse de Savary et de ses compagnons
) sans les nommer: "Un jeune homme, un ouvrier, peut avoir du
) génie et se trouver capable de mieux juger: mais il est im-
) possible que l'un et l'autre aient l'expérience et l'instruc-
) tion que l'âge et l'étude seuls peuvent donner" (Comment je
) suis communiste p. 9). Savary à son tour n'avait-il peut-être
) nullement l'intention de faire ainsi de la publicité pour
) l'Histoire populaire de Cabet et pour son communisme anti-ba-
) bouviste qu'il combattait dans La Fraternité.

Monsieur et cher concitoyen,

Je viens de lire la 59e livraison de votre ouvrage sur la Révolution française, dans laquelle vous traitez de la Conspiration dite de Babeuf. Permettez à un prolétaire qui, près de vous, est l'organe de quelques-uns de ses frères en misère et en espérance, de venir vous dire combien nous avons été douloureusement affectés par la lecture de cette partie de votre travail où vous semblez méconnaître ce que l'histoire et la postérité doivent de reconnaissance et de respect aux démocrates de l'An IV pour leur généreuse entreprise, et surtout à Babeuf, cet intrépide défenseur de l'égalité, dont la carrière et les actes sont si malheureusement retracés dans votre publication. [...]

Honneur à Babeuf et à ses compagnons dans cette héroïque et généreuse entreprise [...] !

[...]

Au déclin de la Révolution, ils sont venus, comme chargés d'une mission providentielle, donner la formule de la pensée révolutionnaire et indiquer aux générations futures le point où elles devaient reprendre l'oeuvre un instant interrompue. Qu'on ne s'étonne donc plus que nous nous rattachions à leurs travaux, non à la lettre, mais à l'esprit, non servilement et en sectaires fanatiques, mais en hommes de progrès qui comprennent et acceptent les perfectionnements qu'apporte aux idées la marche du temps. Que notre profonde et pieuse vénération pour les martyrs de l'Egalité, pour ces hommes qui, les premiers ont tenté d'en faire la base des institutions humaines, nous attire la qualification de Babouvistes, que nous importe? Pas plus que ces glorieux martyrs, nous ne prenons ce titre; mais nous nous en glorifions et nous nous en glorifierons.

même, si on nous le jette comme une épithète injurieuse. Les sans-culottes, ce me semble, ont fait de grandes choses en se parant du mot méprisant de l'aristocratie. Et puis, quel mal, après tout, une appellation quelconque peut-elle faire à la cause du genre humain? La vie de Babeuf a été attaquée, son nom proscrit et voué à l'exécration, dit-on. Mais la personne du Christ aussi a été calomniée, et ses disciples n'en ont pas moins répandu sa doctrine par toute la terre. Ils confessaient hautement leur foi et ne reniaient point leur maître: pourquoi n'avouerions-nous pas nos apôtres et nos martyrs?

Au reste, que ceux qui donnent plus d'importance aux mots qu'ils n'en ont réellement, et voient avec déplaisir les communistes prendre le titre de Babouvistes, se rassurent. Nous sommes avant tout et surtout de l'école démocratique, égalitaire et révolutionnaire; nous sommes en communion d'idées et de sentiments avec tous les hommes qui ont concouru et qui concourent au salut du genre humain. Nous croyons au progrès, à l'avènement prochain de la démocratie, à son développement graduel et ascensionnel vers les grands principes de l'Egalité et de la Fraternité universelle et complète entre tous les hommes.

Si dans cette lettre - qu'il est temps de terminer - j'ai cru devoir replacer Babeuf et ses compagnons au rang que vous semblez leur refuser dans l'histoire, si, à cet endroit, vous me paraissez avoir manqué à votre oeuvre, essentiellement de propagande, croyez néanmoins, Monsieur, que personne plus que moi n'honore votre caractère et n'est prêt à rendre justice à vos intentions. [...]

SAVARY.

Paris, le 20 août 1840

Rue Saint-Jacques, No 265.

[Etienne] CABET Comment je suis Communiste Imprimerie de Bourgogne et Martinet [Paris] 1840, 16 p.

La brochure Comment je suis Communiste, non répertoriée dans la Bibliographie de la France, est datée ici d'après son inscription au Registre du dépôt légal sous le 7 novembre 1840.

Lorsque Cabet se dit communiste et déclare en tête de sa brochure qu'il "faut avoir le courage de ses convictions", ce n'est pas là une figure de style en cet automne 1840. Après la répression policière et militaire contre les grèves ouvrières, qui se poursuit alors devant la justice, l'attentat de Darmès contre Louis-Philippe venait de donner le coup d'envoi à ce qu'il faut bien appeler une chasse aux sorcières dirigée contre les écrivains et pamphlétaires démocrates, socialistes et communistes. Dourille et Pillot étaient emprisonnés, Lamennais, Thoré, Esquiros, Alphonse-Louis Constant les rejoignaient le 20 octobre et ils étaient condamnés en décembre et janvier, chacun pour une mince brochure de sa composition, à un an de prison et mille ou deux mille francs d'amende selon le cas. Cabet risquait le même sort pour sa profession de foi, même s'il prend soin de se distinguer hautement des communistes révolutionnaires néo-babouvistes, car il ne pouvait attendre que pareille subtilité politique soit entendue de l'avocat général lors de cette session, Partarrieu-Lafosse, et du jury composé en majorité "d'officiers publics, avoués et notaires" (Le Corsaire du 28 décembre 1840, cité in Procès de Lamennais

p. 86) qui tour à tour condamna du ^{chef} d'excitation à la haine sociale: Lamennais pour Le pays et le gouvernement, brochure où il se contentait de reprendre contre le gouvernement des griefs énoncés depuis 1830, Thoré pour son historique sur le parti démocratique (cf. document 23), Alphonse Esquiros pour L'Évangile du peuple, médiocre imitation des Paroles d'un croyant, et A.-L. Constant pour sa tout aussi médiocre Bible de la liberté.

Cet acte de courage représente aussi la véritable date de naissance du "mouvement communiste icarien" ou "communisme icarien" - même si les formules n'apparaissent chez Cabet que l'année suivante - étant donné que pour la première fois celui qu'on tenait jusque là pour le démocrate Cabet avoue publiquement son Voyage en Icarie, roman communautaire, et devient le communiste Cabet ("papa Cabet" ou "le père Icare" pour ses proches doués d'un peu d'humour ou d'esprit critique). C'est là un point en effet qui n'a jamais été relevé à ma connaissance dans les études historiques et qu'il importe de souligner: Cabet n'est connu comme propagandiste communiste, comme chef d'école, qu'à partir de la publication de cette mince brochure. Le Voyage en Icarie, publié anonymement, était resté sans aucun écho: ni les communistes déclarés, ni Thoré et le Journal du Peuple, ni la grande presse n'en avaient jusque là relevé l'existence (il est absolument absent par exemple des documents du printemps et de l'été 1840, 16 B à 25). C'est à peine si un lecteur avisé aurait pu se douter de la vérité en remarquant au tome IV de l'Histoire populaire que Cabet, à propos

de la communauté, faisait référence à cet ouvrage dont il dit une fois adopter "presque tous les principes" (p. 333) et une autre partager "complètement les idées" (p. 633). Ce demi-aveu pour initiés, d'août-septembre 1840, lui était désormais possible car, comme le signale Pierre Leroux avec quelque malice, "en sa qualité d'ancien procureur du roi il savait qu'alors un livre qui n'avait pas été poursuivi dans les six mois de sa publication ne pouvait plus l'être" (La grève de Samarez I, p. 369). Cabet lui-même déclare un an plus tard à propos de l'auteur et du livre: "ce n'est qu'en mai [1840] qu'il avait commencé à le répandre parmi les Communistes, qui, jusque-là n'étaient que des Babouvistes, qui ne connaissaient que l'ouvrage de Buonarroti, et qui n'avaient aucun exemple d'organisation Communautaire. Ce n'est qu'alors qu'il avoua généralement qu'il était Communiste" (Ma ligne droite p. 45). Si le schéma historique proposé correspond à la réalité, autant qu'on puisse la cerner, et justifie d'ailleurs la critique faite à Cabet de la version qu'il donne parfois des rapports du communisme et du babouvisme (cf. l'introduction au document 22), il faut cependant reporter cet aveu public de communisme de sa part de mai à novembre 1840. Ceux qui savaient Cabet communiste en mai ne durent pas être nombreux pour que ni Thoré ni Barmby n'en fussent informés.

Le terme "communiste", adjectif et substantif, apparaît dix fois dans la première page du texte. Cabet, qui l'avait à peine employé jusque là, va désormais en faire un usage]abusif. On trouve, dans les ouvrages qui datent la création du terme par Cabet dans cette brochure, le double titre Comment je suis

communiste et Mon Credo communiste (v. Wartburg, Müller, ainsi que Prudhommeaux Icarie et son fondateur p. XVIII). Il y a là erreur dans la mesure où la brochure de 1840 porte seulement le premier titre et où celle à laquelle il est fait référence porte la mention "4e édition" et est expressément datée de février 1845. Comment je suis communiste (première édition, BN, 8 Lb⁵¹ 3243) fut en effet rééditée en 1841 (- 3243 A) et sans doute en 1842 (- 3243 B). La seconde brochure, Credo communiste puis Mon credo communiste, parut pour la première fois en avril 1841 (cf. BBF du 10 avril, n° 15, p. 179) et connut également trois éditions (1841-1842) avant celle qui les réunit en 1845 (BN, 8 Lb⁵¹ 3243 C).

Ces deux plaquettes, diffusées à quelques dizaines de milliers d'exemplaires en français et en allemand, comptent sans doute parmi les écrits qui ont le plus popularisé le terme et la chose communistes, même si tous ceux qui les lurent et les diffusèrent n'adhéraient pas aux opinions de Cabet, loin de là (ainsi la SDF et le CABV de Londres qui s'opposèrent de 1843 à 1848 aux théories de Cabet en possédaient plusieurs exemplaires en français et en allemand dans leurs bibliothèques respectives). La première traduction allemande du Credo communiste parut en septembre 1842 à Leipzig sous le titre Communistisches Glaubensbekenntniß en annexe au livre de L. Stein Der Socialismus p. 463-473; puis en brochure sous le titre Das Communistische Glaubensbekenntniß von Cabet [...] übersetzt von C. Albrecht, chez Michod à Lausanne en 1843; la même année à Berne, à nouveau dans un volume, Kommunistisches Glaubensbekenntniß

) in Seiler Das Eigenthum p. 48-65. Une traduction de l'édition
) de 1845, faite sous un pseudonyme par un dirigeant de la Ligue
) des Justes, Hermann Ewerbeck, fut publiée en 1847 au bureau du
) Populaire: Wie ich Communist bin und Mein communistisches
) Glaubensbekenntniß übersetzt von Dr. Wendel-Hippler. Les deux
) brochures sont également reproduites in Höppner/Seidel-Höppner
) p.377-407. Je n'en connais de traduction ni en anglais ni en
) italien.

Dès leur apparition, les Communistes sont calomniés, repoussés, persécutés: n'importe! Il faut avoir le courage de ses convictions; il faut dire ce qu'on est... Je suis Communiste!

Qu'on ne s'effraie pas à ce mot de Communiste; qu'on ne condamne pas sans entendre; qu'on daigne écouter jusqu'au bout! Je le demande au nom de la justice, dans notre intérêt, pour qu'on nous éclaire si nous sommes dans l'erreur; je le demande aussi dans l'intérêt de tous, parce que nous désirons sincèrement leur bonheur et que nous croyons notre système le plus capable de les rendre heureux.- Mais Comment suis-je communiste?

D'abord, je me hâte d'accomplir ce que je voulais faire depuis long-temps, de me séparer hautement de quelques uns des Communistes, prétendus ou vrais, qui, récemment, ont attiré l'attention sur eux par des écrits et des actes.- Rien n'est plus facile que de prendre un titre quelconque, celui de Communiste comme celui de Démocrate, ou de Républicain, ou de Chrétien, sans en avoir les qualités et les vertus [...]. S'il est vrai que des hommes qui se disent Communistes aient professé des ██████ doctrines intolérantes, menaçantes, immorales, je proteste contre ces doctrines; s'il y a eu des actes inconvenants, je proteste contre ces actes; je ne veux répondre que de mes propres doctrines et de mes propres faits. [...]

Toutes les fois que, nous autres Démocrates, nous attaquions le système de l'inégalité, ses partisans, sentant leur impuissance à repousser nos attaques, nous répondaient d'un ton

trionphal: "Mais que mettez-vous à la place? Où est votre programme, votre système, votre plan?" [...]

Je pris donc la plume pour rédiger un programme, un plan, comme le mathématicien pour résoudre un problème. Je me supposai chargé d'organiser une grande Société sur la base de l'égalité, et j'écrivis mon plan pour voir si et comment on pourrait organiser l'égalité dans l'éducation, dans la nourriture, dans le vêtement, dans le logement, dans l'ameublement, dans le travail, dans les charges de tous genres, et dans les jouissances de toute nature.

Je vis bientôt que l'égalité exigeait une étendue de production agricole et manufacturière, une économie, un ordre, une distribution intelligente et raisonnée, qui n'existent pas et qui ne peuvent exister aujourd'hui. Bientôt je fus conduit à l'éducation en commun, au travail en commun, à la nécessité de la concentration dans d'immenses ateliers et dans d'immenses magasins, à la multiplication illimitée des machines, à l'exploitation du territoire en commun, au partage des fruits et des produits, en un mot à la Communauté. [...]

Complètement affermi dans ma première opinion, je rédigeai définitivement mon travail; et pour me faire mieux comprendre, pour faire toucher, comme on dit, au doigt et à l'oeil la Communauté, je fis la description d'une Communauté organisée. Pour faire lire ma description à toutes les classes de la Société et surtout aux femmes, j'eus la hardiesse de lui donner la forme d'un roman ou d'un voyage, et je fis le VOYAGE EN ICARIE [...]

Mais comment la Société actuelle peut-elle se transformer en Communauté? Voilà la question principale.

Ce serait avec un vif regret que, sur cette question principale, je me trouverais en dissentiment avec quelques Commu-

nistes; mais je ne pourrais reconnaître pour guide que ma conscience et mon dévouement au Peuple [...].

Et d'abord, la Communauté peut-elle s'établir par la force et la violence? - Non; je suis convaincu, profondément convaincu, qu'elle ne peut s'établir, comme le Christianisme ne s'est autrefois établi, que par la puissance de l'Opinion publique, par la persuasion, par la conviction. [...]

La Communauté peut-elle s'établir instantanément, tout d'un coup? - Non; le Gouvernement, la Représentation nationale, la Nation même, le voudraient inutilement, parce que la transformation en Communauté est le plus grand de tous les changements, parce qu'il est matériellement impossible de réaliser la Communauté avant un temps plus ou moins long, 50 ans par exemple, avant qu'une génération ait été formée par l'éducation: le tenter autrement serait aussi déraisonnable que tenter de cueillir la moisson avant d'avoir labouré et semé [...]. La seule chose possible, c'est d'adopter le Principe de la Communauté et un Régime transitoire et préparatoire, pendant lequel on travaillera sans relâche à son établissement, progressif, partiel et définitif. - Mais il est nécessaire d'adopter le principe, parce qu'autrement on ne ferait jamais rien pour l'appliquer [...].

Et ce Régime transitoire que ████████ sera-t-il? - Ce sera la Démocratie avec tendance à la Communauté; la Démocratie adoptant un système d'Égalité croissante et d'Inégalité décroissante; la Démocratie détruisant d'abord la misère, assurant l'existence du travailleur, améliorant chaque jour le sort de la masse, et lui donnant tout le bonheur possible, dont elle est privée maintenant. [...]

Telle est ma Communauté; voilà comment je suis Communiste
je veux la Communauté par l'opinion publique; je veux un Régim
transitoire pendant lequel la propriété sera maintenue; je sui
Réformiste plus que révolutionnaire; je suis d'abord Démocrate
j'appuie tous les efforts de toutes les sectes qui veulent le
progrès, des Socialistes, des Saints-Simoniens, des Fourieris-
tes, etc., en les engageant à ne pas s'arrêter en chemin. [...
Mais je ne suis ni Hébertiste ni Babouviste. - Convaincu que
la prudence, la réserve, la modestie, sont nécessaires à toute
doctrine nouvelle qui aspire à se faire des prosélytes, si
j'avais été en relations avec les Communistes , je me serais
élevé contre plusieurs actes qui ne pouvaient que faire du mal
à la cause générale de la Communauté.

[...]

CABET.

26 LE MATERIALISME DOIT ETRE PROCLAME, G. CHARAVAY, 20 JUILLET 1841

[Gabriel CHARAVAY] Principes fondamentaux adoptés dans la séance du 20 juillet [1841] in Archives Nationales, Paris, CC 791, Copie.

) Après la tendance néo-babouviste révolutionnaire des Travailleurs Egalitaires et de la Société Démocratique Française, celle du communisme idéaliste ou spiritualiste de Pillot, Lahautière et Dezamy - jusque 1841 -, après le communisme de l'utopie icarienne, c'est au communisme matérialiste de se manifester par les publications simultanées et concurrentes de L'Humanitaire et du Communautaire en juillet 1841. Sans les "humanitaires" en effet le panorama des diverses tendances du "parti communiste" français, qui ne furent jamais rigoureusement cloisonnées d'ailleurs, ne serait pas complet - comme serait incomplète aussi la connaissance précise du reflet idéologique qu'on en trouve chez les Allemands de la Ligue des Justes de 1840 à 1847, dans laquelle toutes ces tendances furent tour à tour, voire simultanément représentées

) L'histoire des Humanitaires, comme des diverses sociétés secrètes des années quarante qu'on englobe sous l'appellation générique de Nouvelles Saisons, n'a pas encore été faite.

) J'emprunterai les renseignements qui suivent principalement aux pièces d'archives (rapports, brouillons, correspondances, etc.) annexées au procès Quénisset devant la Cour des pairs (AN P, CC 791) qui ont servi en partie à l'élaboration fort discutable du Rapport du comte Bastard (il suffit de vérifier

sources pour se convaincre de l'usage arbitraire qu'il en a fait), ainsi qu'à Mondher Sfar L'Humanitaire. Contribution à l'étude du communisme matérialiste mémoire de DEA, dactylographié, Université de Paris I, 1978 (lorsqu'il se fonde sur des sources d'archives et non sur Bastard lui-même).

Au printemps 1841 un groupe variable de communistes matérialistes venant en particulier des anciennes Saisons et comportant de 12 à 30 membres selon les réunions, à sa tête Jean-Joseph May, un certain Meyer et Gabriel Charavay, décidait de publier à partir de la mi-juin un mensuel intitulé L'Humanitaire. Sur Meyer, "jeune ouvrier communiste" - ainsi qualifié par Cabet Ma ligne droite p. 46 - on ignore tout, si ce n'est qu'il avait publié fin août 1840 sous le pseudonyme de Fresnoy (son identité est attestée tant par Cabet que par le ministère de l'intérieur) une brochure où il se disait "matérialiste", "égalitaire" et "communiste immédiat" (Fresnoy Système unitaire p. 2, 6, 9; in BN, Rp 2694) et où il se proposait de fournir en livraisons un système communautaire complet, "une science encyclopédique de la vie" (p. 16). A la fin juin 1841, dans des séances houleuses de la rédaction provisoire de L'Humanitaire, cette science encyclopédique se révéla être, selon Charavay, une sorte d'éclectisme dominé par "la sublime science de la phrénologie. Selon lui, on pouvait être saint-simonien, fouriériste, phrénologiste, communiste tout à la fois" (in Projet de rapport[...] Charavay prend la dictature copie non paginée, p. [3-4] in CC 791). Meyer, après avoir retardé la parution de L'Humanitaire par diverses manoeuvres, ~~et soutenu semble-t-il~~ par les anciens éditeurs et rédacteurs

du Moniteur Républicain et de L'Homme Libre, Collet, Fombertaux et Legoff, prépara avec ces derniers la sortie d'un autre organe de presse, Le Communautaire, qui ne dépassa pas un prospectus paru en juillet et non conservé (je n'en connais que deux extraits cités par Cabet Ma ligne droite p. 50-51 et Réfutation de l'Humanitaire p. 12). La parution du prospectus est longuement commentée dans une lettre de Charavay à May, de la fin août 1841, dans laquelle d'ailleurs il l'intitule indistinctement Communautaire et Communitaire (copie in CC 791), et annoncée grâce à Jules Gay dans le New Moral World du 11 septembre 1841, n° 11, p. 87/i, également sous le nom de Communitaire. La police jugeait ainsi son contenu: "Cette publication, par les principes qu'elle met en avant et qu'elle se propose de soutenir appartient au communisme poussé jusqu'aux extrêmes limites du radicalisme. La croyance en Dieu y est représentée comme une invention purement humaine, comme la cause première de la durée des erreurs et de l'abrutissement des peuples, d'où dérivent toutes les misères sociales. La sainteté du lien conjugal, le pouvoir tutélaire du père de famille sont, dans cette feuille qu'on destine à la classe ouvrière, mis au rang des chimères et attaquées comme contraires à la saine organisation des sociétés" (lettre du ministère de l'intérieur au Garde des sceaux, du 17 août 1841, AN P, BB¹⁸ 1398). Jugement d'ensemble qui pourrait également être appliqué du point de vue du pouvoir à L'Humanitaire, dont la coloration à la fois néo-babouviste et anarchisante (S. Maréchal) est cependant plus nette.

Le premier numéro de L'Humanitaire, retardé d'un mois environ, parut le 11 juillet 1841 (il est répertorié in BBF du 17 juillet, n° 29, p. 357); le second numéro sans doute à la date du 15 août (dans sa lettre à May, postérieure au 26 août et antérieure au 5 septembre, Charavay lui signale l'envoi à Londres depuis plusieurs jours déjà de 31 exemplaires de chacun des deux premiers numéros); le troisième ne parut pas, les Humanitaires ayant été arrêtés le 12 septembre au soir en réunion. D'après la correspondance conservée, les articles de "doctrine" sont de May (Doctrine, dans le n° 1, p. 1-4; De la science sociale n° 2, p. 9-11) ainsi qu'une réponse au Populaire (n° 2, p. 11). La "bio-bibliographie" de Silvain [sic] Maréchal est de Charavay (n° 1, p. 4-6) ainsi que les réponses à la Fraternité et à l'Atelier (n° 2, p. 11-14) rédigées en collaboration avec Jean Sans et Pierre Page. Le reste des deux numéros semble être de ces collaborateurs. Grâce à une bévue de l'imprimeur on possède quelques renseignements sur le tirage et les conditions de publication d'un tel journal ouvrier. A propos du premier numéro Charavay rapporte à May qu'il l'aurait reçu beaucoup "plus tôt si nous n'avions pas éprouvé des désagréments pour l'impression. Notre tirage de 1000 était plein de fautes des plus grossières, et il y en avait en si grande quantité que nous n'osions le livrer ni aux fondateurs ni aux abonnés. L'imprimeur, du côté duquel était toute la faute (car il n'avait pas fait corriger les épreuves comme cela se fait ordinairement) nous proposa de faire un second tirage à 300 où tout serait corrigé pour envoyer aux abonnés et dans les départements, et dont nous partagerions

les frais par moitié: nous acceptâmes cette offre, comme étant le seul moyen de ne pas nous faire bafouer partout, et avec la ferme intention de ne plus lui donner le journal à imprimer. Ainsi nous avons eu 1000 exemplaires dont beaucoup ont été distribués après avoir corrigé les fautes les plus graves, et 300 que nous avons livrés aux journaux, aux abonnés et envoyés dans les départements" (lettre de fin août 1841, CC 791). Le tirage de L'Humanitaire, ainsi connu, est important si on sait que des journaux similaires, comme La Fraternité, L'Atelier Démocratique, pouvaient subsister avec 300 exemplaires seulement. Intéressant en outre est le fait que ces hommes ne craignaient pas d'écrire leurs convictions politiques dans une langue à la construction approximative et à l'orthographe simplement phonétique, assurés toutefois, s'ils les publiaient, de ne pas se faire "bafouer", grâce à la correction assurée par l'un des leurs ou à l'imprimerie: les pièces des dossiers Quignot, Racarie, Stévenot, etc. citée dans l'introduction aux documents 13 et 14 par exemple, comme celles du dossier Charavay, sont pour la plupart dépourvues d'orthographe, comme on dit, mais pas de signification. Il en va de même en allemand par exemple des Briefe eines Schweizers aus Paris du facteur en piano Wolfgang Strähl, membre de la Ligue des Bannis (cf. Grandjonc/Werner).

En ce qui concerne les rédacteurs: Jean-Joseph May, l'un des principaux - le seul aussi qui ait l'habitude de tenir une plume - né à Mandray dans les Vosges vers 1813, avait fait des études d'agriculture (il publia même un Traité de la cul-

ture des pommes de terre Paris 1839) avant de venir s'établir en 1838 à Paris où il logeait en compagnie de l'avocat et carbonaro Joseph Mathieu (dit d'Epinal) et de Victor Bouton (cf. Maitron Dictionnaire à ces deux noms). Il fut arrêté avec eux dans l'affaire de la rue Montpensier fin octobre 1839 et condamné en mai suivant à un an de prison et deux ans de surveillance policière. A l'issue de sa peine il quitta la France au printemps 1841 pour Londres d'où il fit parvenir ses contributions à Charavay; de retour l'année suivante il fut envoyé en Algérie pour ne s'être pas présenté à un ordre de mobilisation en 1840 (il était alors en prison) et mourut en revenant à Toulon, fin 1842 sans doute (cf. Bouton Profils p. 160). Selon Bouton qui l'a bien connu, "ce qui a le plus distingué May, c'est le principe nouveau introduit dans le monde politique, que le gouvernement démocratique doit être anarchique. Il faut entendre ce mot selon sa valeur scientifique et non révolutionnaire" (ibidem).

Gabriel Charavay, né en 1818 à Lyon, était ouvrier bonnetier de formation comme son frère Jean (né en 1816). On ignore à quelle date ils vinrent à Paris: Jean Charavay semble avoir eu une action dans le milieu des ouvriers bonnetiers (cf. copie d'un Discours tenu dans une réunion d'ouvriers bonnetiers in CC 791) tandis que son frère, acquis antérieurement au communisme (ainsi qu'il ressort d'une lettre du 17 juillet 1841 d'un autre Charavay de Lyon à Gabriel), se fait teneur de livres puis libraire, achetant dès cette date brochures et manuscrits de la période révolutionnaire. L'Etat détaillé des

écrits et brochures saisis au domicile des inculpés (in CC 791) signale entre autres: "Une note apologétique sur Marat, deux lettres signées Gérard avec les minutes des réponses relatives à l'acquisition [...] d'un manuscrit de Marat. Une masse de papiers relatifs à une vie de Marat. [...] Seize numéros du Tribun du Peuple par Babeuf. [...] Trente-cinq cahiers des Révolutions de France et de Brabant par Camille Desmoulins. Diverses brochures révolutionnaires [...]. Diverses publications et journaux du temps de la Terreur.[...] Trois cartons reliés en papier vert, contenant, l'un divers discours de Robespierre, de Louvet, et les pièces trouvées dans les papiers de Robespierre et de ses complices; l'autre diverses brochures du temps de la Révolution", etc. On voit là se constituer le fonds que Gabriel Charavay voulait utiliser pour rédiger des "notices sur des personnages de la Révolution" (lettre d'un Charavay de Lyon à Gabriel du 17 juillet 1841) et qui permettra aux deux frères de s'établir libraires à Paris et à Lyon (ils le sont en cette ville au plus tard en 1848, cf. par exemple Le Républicain. Journal de Lyon du 25 février 1849, n° 1, p. 4/iii), à Gabriel Charavay jeune d'être éditeur à Paris en 1850 et à Etienne Charavay de continuer ou de fonder la maison parisienne d'achat et de vente d'autographes qui acquit par exemple en 1886 la majeure partie des manuscrits de Babeuf non saisis en l'an IV (cf. sur ces deux derniers Charavay l'introduction au document 9). Maurice Moissonnier a reproduit, d'après F. Dutacq et J. Gaumont, dans ses articles du Dictionnaire de Maitron sur les frères Charavay et le

teneur de livres Pierre Gros à Lyon, l'hypothèse selon laquelle Le Républicain [...] de Lyon, dont ils sont fondateurs, aurait diffusé en 1849 des théories proches de celles exposées dans le Manifeste communiste par Marx et Engels. L'hypothèse ne repose sur rien de tangible: d'une part, malgré deux traductions entreprises en 1848 et une en 1849, il n'existe aucune édition française du Manifeste avant celle de Laura Marx-Lafargue en 1885 (cf. Andréas Le Manifeste n° 6 et 183, p. 15-16 et 115-117) ce qui en exclut la connaissance par des Lyonnais ne lisant pas l'allemand; d'autre part, vérification faite, les théories du Républicain [...] de Lyon, "qui s'inspiraient visiblement du manifeste de Marx et Engels" selon Dutacq (p. 48), sont un étonnant pot-pourri de tout ce qu'avait produit jusque là le socialisme français, néo-babouvisme mâtiné de Fourier, Saint-Simon, Jean Journet, Proudhon, etc. - à l'exclusion toutefois du matérialisme proclamé en 1841 par les frères Charavay - et ne] strictement rien au marxisme (cf. Andréas Supplément rubrique n° 6).

Le groupe fondateur de L'Humanitaire, tel qu'il se dessine d'après les poursuites judiciaires de l'automne 1841, était fait d'une vingtaine de personnes, dont 18 furent traduites devant le tribunal correctionnel de la Seine et condamnées en novembre à diverses peines de prison (de 2 mois à 2 ans) et d'amende (de 50 à 300 f.). Il s'agit de l'imprimeur sur papiers peints Claude-François Chassard, des ouvriers bonnetiers Gabriel Charavay (condamné à 2 ans de prison), Jean Charavay (1 an) et Donatien-François Dauvergne, d'un certain Emile (en

fuite, 1 an), du teneur de livre Antoine Fomberteaux (non identique apparemment au Fomberteaux du Communautaire), du plombier Désiré Gaillard et de son frère Julien, couvreur, du typographe François Garde, du teneur de livres Corneille Homberg, du commis Hippolyte Loudier, du maçon Sylvain Mourlon, des ouvriers bijoutiers Anselme-Jacques Mugnier, Augustin-Pierre Noël et Antoine-Pierre Page (6 mois), du marchand de vins Etienne Rousseau (1 an, dans l'établissement duquel, 21 rue St-Denis, les Humanitaires furent arrêtés), du cordonnier Jean Sans (1 an) et du corroyeur Auguste Sauvaitre. Sur ces 18 ouvriers ou artisans communistes, auxquels il faut ajouter May et les quatre du groupe du Communautaire, huit seulement sont répertoriés de façon cursive dans le Dictionnaire de Maitron. D'après les pièces conservées aux Archives de la Préfecture de police et la Gazette des Tribunaux, M. Sfar, p. 9-15, a dressé la liste de ces fondateurs et de tous ceux qui furent plus ou moins impliqués dans les arrestations et le procès (il faut cependant en exclure Beaufour, pour lequel aucune preuve n'est apportée, et J. Gay, qui partagea les opinions des Humanitaires sans appartenir au groupe, cf. l'introduction au document 27). Pour la diffusion du journal, le groupe disposait de contacts à Londres (May), à Bruxelles et à Lyon (cf. la lettre déjà citée de Charavay à May).

Après sa constitution, au plus tard en mai, le groupe avait non seulement préparé la publication de L'Humanitaire mais avait tenu des réunions de discussion théorique relativement nombreuses, comme en témoigne le présent document qui

fait état de cinq séances entre le 20 juillet et le 1er août par exemple, en même temps que ses membres faisaient de l'agitation dans le faubourg Saint-Antoine sur les thèmes qu'ils avaient retenus et, à partir de la mi-juillet, portaient la contradiction dans les réunions organisées par les cabetistes. On ignore dans quelles conditions exactes et sous quelle couverture légale pouvaient se tenir ces séances à caractère nécessairement politique et public, étant donné l'interdiction en général des rassemblements politiques, étant donné aussi que Cabet, qui avait fait en octobre 1839, bien avant de se déclarer communiste, une demande d'ouverture d'un cours public d'histoire universelle, n'y avait pas été autorisé (Desroche Préface à Cabet Voyage 1970, p. XVIII). Cabet lui-même n'apparaissant pas dans ces "cours icariens" où il délègue Dezamy par extraordinaire à quelques séances, il faut croire qu'ils avaient lieu sous la responsabilité de disciples ouvriers de Cabet, comme le tailleur Favard aîné (qui devint son gendre, mort sans doute en mars 1847), le maçon Martin Nadaud et d'autres auxquels Cabet fait plus tard allusion en les accusant d'avoir trahi la cause ("d'enthousiastes partisans du Voyage en Icarie, qui faisaient des cours Icariens à leurs camarades ouvriers", in Salut par l'union 1845, p. 13). Voici ce qu'en dit, sur le vif, Charavay dans sa lettre à May de la fin août 1841 où il se justifie d'avoir tronqué et affaibli une Réponse au Populaire rédigée par May pour le second numéro de L'Humanitaire: "nous étions en voie de raccommodement avec les Cabetistes. Depuis 15 jours on parlementait, et les bonnes

dispositions de la plupart d'entr'eux qui semblaient se rendre à nos arguments péremptoires, nous faisaient espérer une fusion prochaine. Or nous voulions éviter de froisser leur patron afin de ne pas les indisposer eux-mêmes [...]. Cabet voyant la tournure que prenaient les affaires se disposa à les faire changer de face. Les succès que nous obtenions au faubg. St Antoine, dans les Cours icariens, où la vraie doctrine commençait à être comprise, menaçaient d'anéantir son influence; il envoya son Lieutenant Desamy^(sic) pour nous débusquer de la position." Et Charavay fait état de deux séances de débats au moins, dont la seconde "avait bien 80 personnes parmi lesquelles il se trouvait des femmes", et au cours desquelles les Humanitaires s'opposèrent à Dezamy qui, un an plus tard, se trouvait sur des positions proches des leurs et en opposition violente avec Cabet. Entre temps les arrestations de la mi-septembre 1841 avaient mis un terme inattendu et non concluant au débat, dont on trouve un écho curieux dans Le National du 11 novembre relatant le début du procès: "[le 10 novembre] comparaissaient en police correctionnelle dix-huit personnes accusées d'association communiste. Ceux-ci appartiennent à la fraction humanitaire, et tiennent beaucoup à n'être pas confondus avec les communistes, les communautistes, les communistes, les cabetistes ou icariens. [...] Leur foi c'est le matérialisme, et leur but c'est le bonheur commun, auquel ils procèdent par la destruction de la propriété, de la famille, de la patrie, des capitales et de tous les beaux-arts" (p. 1/i). Cette énumération des tendances

du communisme par Le National, purement rhétorique puisque les partisans de Cabet sont représentés par quatre qualificatifs sur cinq et que le dernier, "communautiste", n'est revendiqué par personne, fit en 1842 dans la Revue des deux Mondes la gloire de L. Reybaud qui s'était donné la peine de la recopier. C'est aussi de ce procès, tenu simultanément à celui de Quénisset à la Cour des pairs, que le "fantôme du communisme" fait son entrée sur la scène politique (cf. document 33): diverses séquences des Principes fondamentaux, sous leur forme développée du 20 juillet ou sous celle de résumé du 1er août, ainsi que des extraits de discours de Charavay, d'articles de May, de la lettre de Gay à L'Humanitaire (cf. document 27), etc. furent reproduits dans le Rapport de Bastard et de là très largement diffusés par la presse française, anglaise et allemande (cf. document 32 pour la polémique que cela suscita de la part de Weitling) ainsi qu'en 1842 dans l'ouvrage de Lorenz Stein, Der Socialismus und Communismus des heutigen (p. 424-426) et en 1844 encore chez Theodor Oelckers Die Bewegung des Socialismus und Communismus (p. 64-66).

Les Principes fondamentaux du communisme humanitaire sont une pièce curieuse et historiquement importante parce que témoignant de la première résurgence connue dans le milieu ouvrier français du sensualisme philosophique et du matérialisme du 18e siècle, de Locke à Condillac d'une part, de Volney et Helvétius à Maréchal de l'autre. Il est difficile de dire par quel biais se fit la transmission, en opposition au courant déiste ou religieux du jacobinisme et du néo-babouvisme des

années trente. On peut cependant noter que dès 1839 Jean-
 -Jacques Pillot publiait, dans un but de vulgarisation, des
 extraits d'oeuvres anticléricales, antireligieuses ou franche-
 ment athées de Volney et de Ch. François Dupuis (cf. La Tribune
du Peuple Livre premier, p. 1-164, consacré à Volney; Livre
 second, p. 165-224, consacré à Dupuis). Il faut souligner en
 outre l'importance accordée par les Humanitaires, sans doute
 par l'intermédiaire du livre de Buonarroti, à Sylvain Maréchal,
 qui leur fournit l'essentiel de leurs théories matérialistes
 et anarchistes, à condition toutefois qu'ils aient lu ses oeu-
 vres et ne s'en soient pas tenus à Buonarroti. Il en va de
 même d'ailleurs de Babeuf dont Charavay possède - en partie -
Le Tribun du Peuple. Si on considère justement que G. Charavay,
 disciple du libraire Ch. Teste (selon Cuvillier Hommes et idéo-
logies p. 94), est lui-même un amateur passionné de livres et
 de manuscrits de la période de la Révolution, on pourra se
 faire une idée du mode de transmission de cette pensée révolu-
 tionnaire. Autre chose est naturellement la justification ra-
 tionnelle par les Humanitaires du point de vue qu'ils ont
 adopté. Aucun ne possédait la formation théorique suffisante
 (sauf peut-être May) pour maîtriser une réflexion conséquente
 sur propriété et communauté, sur nature et société, sur la
 concentration industrielle et urbaine, etc. Ils sont sur ce
 point très en retrait ou en retard sur les Aphorismes de Lebon
 par exemple. Dans leurs Principes fondamentaux les Humanitaires
 procèdent encore - malgré leur matérialisme affiché - de façon
 typiquement idéaliste, par pétition de principes sur la socié-

té, l'homme ou la nature conçus de façon éternelle et intangible, ce qui les met immédiatement en contradiction avec eux-mêmes (cf. notes 203* et 204*). Charavay est le premier à reconnaître sa propre difficulté à étayer une argumentation; ainsi à propos de sa Réponse à la Fraternité écrit-il à May: "vous auriez tourné cette réponse mieux que moi; j'ai passé 48 h. après, y travaillant jour et nuit pour ne pas faire ce que j'aurais désiré" (lettre de fin août 1841). Difficulté qui n'est pas seulement d'expression si on considère que de 1840 à 1848 G. Charavay a participé successivement à la fondation et à la rédaction de L'Atelier (septembre 1840), journal ouvrier catholique et respectueux de la légalité, de L'Humanitaire, matérialiste et anarchiste, et du Républicain [...] de Lyon (novembre 1848) caractérisé par son socialisme éclectique. Il faut naturellement remarquer aussi à ce propos que l'intervention policière après la parution de deux numéros seulement du journal a empêché la réflexion des Humanitaires de s'enrichir. Ainsi la longue lettre de Jules Gay sur les questions centrales qu'ils posent des rapports des communistes à la famille, à la religion, à la patrie, etc., qui aurait sans doute été publiée dans le 4e numéro, aurait considérablement précisé et enrichi le débat. Et on ne possède pas, de la plume de May qui devait la rédiger à Londres, cette brochure prévue qu'attendent avec impatience les Humanitaires de Paris et qui devait développer les articles de doctrine du journal. Charavay écrit en effet, toujours dans sa lettre de la fin août 1841 à May: "Sans, Page et moi, nous désirerions

) savoir si vous travaillez à la brochure en question, elle nous
) serait d'un grand secours, c'est sur elle que nous fondons
) toutes nos espérances, car c'est le moyen le plus puissant
) de propager la doctrine et de la faire adopter à tous les
) hommes. Déjà les esprits sont préparés, déjà on parle partout
) des voyages continuels, de l'abolition de la famille et de la
) communauté des femmes. Des cours que nous sommes près [d']
) établir achèveront de préparer à la brochure la voie du plus
) large succès, ainsi nous vous en conjurons, occupez-vous de
) ce travail important et le triomphe de la vraie doctrine est
) assuré." - Passage fort intéressant au demeurant sur la dif-
) fusion des thèmes humanitaires non encore publiés à cette
) date. - Lors du retour de May vers avril 1842, ses compagnons
) étaient encore en prison, lorsqu'ils en sortirent, May était
) en Afrique ou déjà mort. La brochure ne vit donc pas le jour.
) En revanche les thèmes des Humanitaires vont être repris,
) élargis et transformés par Th. Dezamy dans son Code de la
) Communauté en 1842 et dans l'Almanach de la Communauté par
) divers écrivains communistes qu'il édite l'année suivante en
) collaboration avec Gay, et qui lui vaut de passer l'année
) 1844 en prison. Ces thèmes - athéisme, matérialisme, mariage
) et communauté, patrie, etc. - sont encore repris et modifiés
) par un groupe d'émigrants allemands qui quitte Paris en 1844
) pour aller s'établir aux Etats-Unis (cf. note 203*) et seront
) analysés d'un point de vue social et historique dans le Mani-
) feste communiste en 1848.

Séance du 20 Juillet

Nous avons à l'unanimité reconnu et adopté en principe les neuf questions suivantes comme bases fondamentales de la doctrine communiste égalitaire.²⁰²

La Vérité

est indivisible; elle seule doit guider la raison de l'homme; c'est pourquoi l'on doit la proclamer en tout et partout d'une manière convenable.

Le Matérialisme

doit être proclamé puisque c'est la loi invariable de la nature sur laquelle tout est basé, et que l'on ne peut violer sans tomber dans l'erreur.

La Famille Individuelle

doit être abolie parce qu'elle établit le morcellement des affections, rompt l'harmonie de la fraternité qui seule doit unir les hommes, et devient la cause de tous les maux qui peuvent les perdre.

Le Mariage

doit être aboli parce que c'est une loi inique qui rend esclave ce que la nature a fait libre et constitue la chair propriété individuelle, rend par ce moyen la communauté et le bonheur impossibles, puisqu'il est constant que la communauté n'admet aucune espèce de propriété.²⁰³

Les Beaux-Arts

étant en dehors de la nature et des besoins de l'homme, ne peuvent être acceptés que comme délassement.

Le Luxe

doit disparaître pour la même raison qu'il n'est pas dans la nature et dans les besoins de l'homme.²⁰⁴

Les Villes

doivent être détruites parce qu'elles sont un centre de domination et de corruption.²⁰⁵

Chaque Communauté

devront [sic] avoir une spécialité d'état.²⁰⁶

Les Voyages Continus,

étant en ██████ rapport avec l'organisme et l'activité de l'homme, devront recevoir tous les développements possibles.²⁰⁷

Après avoir résumé ces neuf questions nous avons passé à la discussion et adopté à l'unanimité:

que l'homme n'avait ni idée ni goût ni penchant ni aptitudes innés, parce qu'alors il faudrait admettre qu'il y a deux natures d'hommes différentes, ce qui est souverainement absurde, et par conséquent la communauté deviendrait impossible.

Ensuite nous avons nié l'existence du dévouement en reconnaissant que ce que l'on qualifiait tel aujourd'hui, n'était que pur égoïsme ou la satisfaction impérieuse d'un besoin.²⁰⁸

Séance du 22 Juillet

Nous avons à l'unanimité nié l'existence du progrès, en reconnaissant que ce que l'on appelait progrès était l'infini, une augmentation perpétuelle du bien et du mal se combattant alternativement l'un par l'autre, n'admettant aucun développement parfait du bien, le niant pour ainsi dire et repoussant toute perfectibilité.²⁰⁹

Séance du 25 Juillet

Nous reconnaissons que dans aucune de ses actions l'homme ne pouvait agir par égoïsme, mais bien par intérêt de conservation.

Séance du 27 Juillet

Nous reconnaissons en principe que l'homme naît avec l'instinct de conservation, qu'il avait [des] besoins physiques, intellectuels et moraux, que toutes ces facultés étaient en harmonie avec ces mêmes besoins, que leur développement complet en constituait la pleine satisfaction.

Mais que la raison basée sur la vérité devait venir en aide au développement de ces facultés et guider son instinct.

Séance du 1er Août

Lecture d'un article en réponse au journal l'Atelier.²¹⁰

Principes fondamentaux

Il a été décidé:

- 1° Que l'on dirait toute la vérité.
- 2° Que l'on se déclarerait franchement matérialistes.
- 3° Que l'on demanderait l'abolition de la Famille.
- 4° Que l'on demanderait l'abolition du Mariage.
- 5° Que l'on adopterait les Beaux-Arts comme délassement mais non comme fonction.^{210a}
- 6° Que l'on proscrirait le Luxe.
- 7° Que l'on demanderait l'abolition des Capitales, c'est-à-dire des centres de direction ou d'influence.
- 8° Que l'on demanderait un seul Corps d'état pour une commu-

- nauté à moins que les localités n'en exigent plusieurs.
 9° Que l'on développerait le goût des Voyages.

Plan de la Rédaction du Journal

- La 1ère Sera la partie doctrinale.
 La 2e Sera le développement d'un plan complet d'organisation communautaire, donné par fragments.²¹⁰⁶
 La 3e Sous le titre de Variétés contiendra les faits divers, les lettres que l'on recevra, la réponse aux objections et dans
 La 4e On constatera les progrès de la science sociale, de la science physique et de toutes les sciences en général.
 NB. On ne traitera les questions politiques que dans les faits divers, et lorsque l'occasion se présentera de les considérer sous le point de vue communiste.

27 LA QUESTION DU MARIAGE ET DE LA FAMILLE, J. GAY, SEPTEMBRE 1841

Jules GAY à Gabriel Charavay, 7 septembre 1841, in Archives Nationales, Paris, CC 791, Copie.

L'article inédit, sous forme de lettre adressée le 7 septembre 1841 par Jules Gay à Gabriel Charavay à titre de gérant de L'Humanitaire et dont on ne possède plus qu'une copie conservée dans les pièces du procès Quénisset (CC 791), parle de lui-même: Gay s'y déclare communiste, athée, matérialiste, internationaliste (même si ce dernier terme n'est pas encore employé) et partisan de l'abolition du mariage et de la famille sous la forme qu'ils ont prise dans la société bourgeoise. En ce sens Jules Gay est à compter parmi les communistes humanitaires de 1841 dont les théories seront reprises et développées par Théodore Dezamy dans le Code de la Communauté (1842/1843) et par les communistes allemands de l'émigration.

Jusqu'ici J. Gay a également été mis au nombre des fondateurs et collaborateurs de L'Humanitaire (cf. Maitron Dictionnaire), voire même présenté comme le fondateur du journal en compagnie de Dezamy (Gans R. Owen à Paris p. 45), ce qui relève de la plus pure fantaisie (cf. l'introduction au document 26). La principale source de l'erreur en ce qui concerne Gay est le Rapport Bastard devant la Cour des pairs qui cite un extrait de la lettre de Gay à Charavay sans autre explication (cf. note 215*), donnant ainsi à penser que son auteur faisait partie du groupe fondateur de L'Humanitaire. On avait cependant déjà

remarqué que "Gay, non plus que May, ne semble avoir été inquiété lors du procès de L'Humanitaire" (Maitron I/2, p. 248/ii), mais sans se poser la question du pourquoi. Or, si le procès Quénisset devant la Chambre des pairs transformée en Haute Cour de justice était un procès d'opinion déclaré, qui servit à faire condamner Dupoty et par voie de conséquence à étouffer peu de temps après le Journal du Peuple (Quénisset lui-même et son co-accusé Brazier furent seulement exilés et s'établirent à la Nouvelle-Orléans), le procès des Humanitaires qui se déroula en même temps était un procès de police correctionnelle pour association illicite. Sur les dix-huit prévenus au procès, six seulement avaient été arrêtés le 12 septembre en réunion chez le marchand de vins Rousseau, les autres ayant été impliqués ultérieurement, à la suite du dépouillement des documents et correspondances saisis au domicile de G. Charavay, 52 rue de la Verrerie, qui était aussi le siège du journal. Si Gay ne fut pas impliqué, c'est que ces pièces faisaient la preuve qu'il n'appartenait pas au groupe constitué des fondateurs-rédacteurs de L'Humanitaire, même s'il partageait l'essentiel de leurs opinions. Cependant lorsque Gay déclare, en préliminaire à son article contre Cabet et les autres communistes non matérialistes, ne connaître "personnellement ni même de nom aucun des rédacteurs de l'humanitaire" (cf. ci-dessous), sa formulation dépasse légèrement la réalité et n'est rien autre que captatio benevolentiae du lecteur. De fait Gay connaissait "personnellement" J.-J. May et "de nom" G. Charavay, dont l'identité et l'adresse figuraient dans l'en-tête du journal et qui, quelques jours plus tôt, lui avait écrit à la demande de

Trent

May sans aucun doute, bien que ce dernier ne soit pas nommément cité. En effet, Gay rapporte dans la préface à son livre Le socialisme rationnel (p. 34) avoir été l'ami de J.-J. May et de Th. Dezamy. En ce qui concerne May qui disparaît en 1842, cette amitié ne peut avoir été liée qu'avant le printemps 1841, date à laquelle il quitte la France pour l'Angleterre. Gay, sans aucun doute, l'avait alors recommandé à ses connaissances owenistes de Londres car on voit fin août/début septembre 1841 le socialiste anglais Isaac Ironside, de passage à Paris, servir, par l'entremise de Gay, de courrier entre Charavay et May: c'est ce qui ressort d'une réponse de Gay à une lettre de Charavay, portant la seule indication "Dimanche soir", qu'il est possible cependant de dater d'après son contenu du 5 septembre 1841 (copie in CC 791). Dans cette brève lettre, signée "votre dévoué frère et ami", Gay nous informe sans figure de style cette fois sur ses rapports réels à Charavay et à L'Humanitaire "Je partage vos idées sur tous les points essentiels que vous énoncez dans l'humanitaire. Il n'est donc point étonnant que je ne fasse point partie de ses détracteurs. Je compte vous écrire bientôt une lettre à ce sujet. Ce qui ne m'empêchera pas d'aller vous voir." Il y a, outre l'annonce de la lettre du 7 septembre, précipitée par l'attaque parue dans Le Populaire du 5, deux conclusions à tirer de ce passage: c'est que vraisemblablement Gay et Charavay ne se connaissaient pas encore personnellement avant cette date; c'est surtout qu'est fournie la preuve que Gay n'avait participé ni à la fondation ni à aucune des séances de la rédaction de L'Humanitaire. C'est ce

que durent estimer le juge d'instruction et la cour de mise en accusation: c'eût été faire la partie trop belle à l'avocat de la défense, Henry Celliez, que de prévenir Gay d'association illicite, alors qu'il pouvait fournir pareille pièce à décharge.

En ce qui concerne les rapports de Gay et de Cabet, qu'il dit connaître personnellement (peut-être par Dezamy), ils sont attestés par la collaboration de sa femme, Désirée Gay, à quelques numéros du Populaire dans lesquels elle rend compte du Congrès oweniste de 1841 - "le Congrès communiste", comme elle le nomme - sous le titre Le Communisme en Angleterre (in Le Populaire des 20 juin et 25 juillet, n° 4 et 5, p. 4/iii). En effet en 1841, sans doute sous l'influence de Dezamy et peut-être par manque d'articles, Cabet laisse encore s'exprimer dans son journal d'autres opinions que la sienne; cela cesse dès 1842.

Un autre point enfin du paragraphe introductif de la lettre de Gay demande une explication: Gay déclare partager "les doctrines contenues dans les 2 numéros parus" de L'Humanitaire et vouloir les défendre contre certains communistes, Lahautière de La Fraternité, qui n'est pas expressément nommé, et Cabet du Populaire, contre qui Gay concentre toute sa critique. Ces doctrines des Humanitaires concernent, dit Gay, la propriété, la religion, la famille et la patrie. Or si les deux premiers numéros de L'Humanitaire contiennent bien la profession de foi communiste, athée et matérialiste des rédacteurs de L'Humanitaire - ce qui permet effectivement l'ouverture d'un débat

sur propriété et religion -, ils n'abordent à aucun moment les questions de la patrie et de la famille. En fait, l'attaque de Cabet/Dezamy d'une part, de Lahautière de l'autre, comme la réplique de Gay font référence, par-delà le journal lui-même, aux débats passionnés provoqués dans tous les milieux ou groupes communistes, icariens ou non, par la propagande orale des Humanitaires. La preuve en est que dans son article contre L'Humanitaire Cabet dévie rapidement de la critique faite aux numéros imprimés pour intégrer le rapport que lui avait fait Dezamy de ses joutes oratoires avec Charavay, Sans, Page, etc. aux "cours icariens" (cf. la lettre de Charavay à May, du 5 septembre 1841, copie in CC 791): les Principes fondamentaux, matérialisme, athéisme, internationalisme et anti-"familisme" (le terme apparaît chez Dezamy en 1842) avancés comme la doctrine conséquente du communisme par les Humanitaires en cet été 1841, alors que le communisme français fêtait pour ainsi dire un premier anniversaire fragile, avaient fait l'effet d'une bombe (cf. l'introduction au document 26 et cf. VII).

L'article sur mariage et famille signé du seul Jules Gay devrait à vrai dire porter la double signature de Désirée Véret, sa femme, et de lui-même. Désirée Gay, acquise à la théorie et à la politique de l'émancipation des femmes dès 1832 sous l'influence d'Enfantin, devenue fouriériste puis oweniste à Londres, fut en effet avec Jeanne Deroin et Eugénie Niboyet fondatrice en 1848 du Club de l'Emancipation des Femmes et du journal La Voix des Femmes; en 1868 à Genève elle publiait encore un livre d'Education rationnelle de la première enfance où les mêmes thèmes étaient repris. Les Gay essayè-

) rent d'ailleurs à deux reprises au moins de mettre en applica-
) tion leurs théories anti-familistes et communautaires. Ils fon-
) dèrent en 1839/1840 un Institut de l'Enfance (cf. l'introduc-
) tion au document 21) qui ne put se développer sans doute faute
) de capitaux mais vraisemblablement, en raison de leurs opinions
) communistes, faute surtout d'en avoir obtenu, sous la Monarchie
) l'autorisation qui leur fut refusée sous la République. En
) 1848/1849 ils tentèrent en effet d'établir une véritable com-
) munauté sur leur propriété de Châtillon-sous-Bagneux, compor-
) tant écoles (maternelle, primaire et professionnelle), habita-
) tions et restaurant communautaires, bals publics, etc. en rela-
) tion avec l'Association des Travailleurs de toutes les Profes-
) sions que présidait Gay. La demande d'ouverture d'une école
) donna lieu à enquête de l'Académie de Paris: l'inspecteur pri-
) maire qui en fut chargé, hostile à "la faction antisociale des
) prétendus socialistes" (sic) et souhaitant avec le maire de
) Châtillon "être débarrassé de cette association de travail-
) leurs", déclarait, en conclusion de son rapport, que "la mai-
) son du S[ieu]r et de la D[am]e Gay doit être soumise à la sur-
) veillance de la police, et non à celle de l'Université". On
) lui doit cependant cette caractéristique de Jules et Désirée
) Gay, qui ne manque pas d'humour involontaire: "C'est un homme
) qu'on dit honnête et paisible; mais il est sous l'influence
) active et exaltée de sa femme" - qu'il juge ainsi: "C'est une
) femme d'une opinion très exaltée, qui s'exprime avec assez de
) facilité, et avec une énergie d'expression peu commune. Elle
) a déjà paru dans les Clubs, y a pris la parole, y a fait des
) motions" (in AN P, F¹⁷ 12543 Association des travailleurs de

) toutes les professions - non autorisée, cité d'après M. Sfar
) L'Humanitaire p. 47-50).

) Sur Désirée et Jules Gay on se reportera aux articles de
) J. Gans dans Maitron Dictionnaire que complètent des éléments
) de la présente étude (cf. p. 76; note 326 et les introductions
) aux documents 17 et 21). L'Humanitaire est désormais accessi-
) ble en reproduction fac-similé dans la seconde série des Révo-
) lutions du XIXe siècle 1835-1848.

Châtillon, 7 7^{bre} 1841.

Citoyen,

Ne connaissant personnellement ni même de nom aucun des rédacteurs de l'humanitaire, mais partageant les doctrines contenues dans les 2 numéros parus, d'un autre côté connaissant personnellement Mr Cabet et professant pour lui la plus haute estime, je serais je crois plus favorablement placé que quelqu'un même d'entre vous pour répondre à l'article que Mr Cabet vient de publier contre vos doctrines dans le populaire du 5 7^{bre} ²¹¹ courant. [...]

Anciennement, il y avait pour le vulgaire 4 choses sacrées : l'autel, le trône, la propriété, la famille. Aujourd'hui personne ne croit à la royauté, mais les républicains non égalitaires et non fraternitaires ²¹² substituent au trône un nouveau FÉTICHE: la PATRIE. Les républicains égalitaires et fraternitaires, c'est-à-dire les communistes repoussent également ces 4 choses. Pour la propriété, le titre seul de COMMUNISME la met hors de question. Pour la religion les communistes doivent être matérialistes parce qu'ils sont rationalistes. ²¹³ Pour la famille et pour la patrie, ce qui est, comme vous l'avez déjà fait observer, la fraternité du coin du feu et celle d'un plus ou moins grand espace de terrain, ²¹⁴ ils les doivent repousser ensemble et également, parce qu'ils

ne veulent qu'une seule et même fraternité. Pour tous nos frères en communauté, le trône, la patrie, la propriété ne font plus question,²¹⁵ mais il est encore des communistes qui soutiennent l'autel, ou du moins les croyances religieuses ou le spiritualisme²¹⁶ et d'autres qui soutiennent seulement la petite famille ou le petit ménage ou le mariage.²¹⁷ Voici l'état de la question, aujourd'hui ne répondons qu'aux derniers.

Le Citoyen Cabet vous attaque ouvertement et vous cerne de tous côtés sur la question du mariage et de la famille, question que vous aviez cependant remise à traiter [...].²¹⁸

Le C[itoyen]n C[abet] suppose la Communauté établie, la Commune, c'est-à-dire le peuple entier, réunie pour délibérer sur la conservation ou l'abolition du mariage et les partisans de l'humanitaire réclamant cette abolition, lui le C[itoyen]n C[abet] réclamerait la conservation, avec des modifications nécessaires toutefois et il est convaincu que l'immense majorité des hommes mariés, des célibataires, des femmes mariées, des ouvriers voterait cette conservation.

D'abord le C[itoyen]n C[abet] préjuge une question. Il suppose la Commune établie avec des gens mariés, mais est-il possible que la Commune existe avec des gens mariés dans son sein? La Commune serait alors une collection d'égoïsme, à 2, 3, 4, 5 individus, une collection de petites familles dans la grande famille. Mais que feraient donc ces petites familles qui n'auraient rien en propre (ce qu'on appelle une famille, un ménage, c'est le droit de posséder quelque chose en commun)? Ces petites familles qui n'auraient pas même le droit de faire l'éducation de leurs Enfants? De quoi donc alors positivement se composerait le mariage [?] Le C[itoyen]n [Cab]et admet le divorce [...] Il ne reste donc plus que deux

points. Le premier c'est une célébration du mariage et un divorce publics; mais la célébration publique du mariage est, tout le monde le sait, la manière la plus impudique qu'on puisse imaginer d'unir deux amans, et le divorce public est une chose pénible, humiliante, dégradante pour les 2 individus qui en sont l'objet. Le 2e point, c'est, quand les individus mariés ne sont plus d'accord, le droit pour chacun d'eux d'empêcher l'autre de former une nouvelle liaison; [...]²¹⁹ c'est un droit inique [...].

Le mariage est nécessaire aujourd'hui parce qu'il assure l'avenir des Enfans; mais dans la Commune les Enfans, n'étant plus la propriété des parents seront considérés et traités comme les Enfans de la famille universelle. [...]

Mr de la Mennais dit: avec la Communauté plus de famille, plus de paternité, plus de mariage, dès lors un mâle, une femelle, des petits. Le C[itoye]n C[abet] ajoute que cette doctrine ne se rapporte qu'à celles de l'humanitaire et du Communautaire. Nous pensons nous que cette assimilation d'un mâle, d'une femelle et de leurs petits ne se rapporte avec une grande vérité qu'aux ménages actuels et qu'elle est ²²⁰absurde appliquée au Système Communautaire, tel que nous l'entendons.

Je ne suis pas partisan, je l'avoue des voyages continuels; loin de rendre impossible tout attachement individuel, je voudrais rendre cet attachement le plus nombreux possible; je ne serais pas d'avis de changer chaque jour de travail (et encore moins de femme, comme le dit le C[itoye]n C[abet]) et je pense cependant être bien près de l'humanitaire. [...]

Maintenant un mot de réponse pour les reproches du C[ito-
toye]n [Cabet] sur vos prétentions scientifiques.

Il assure que les rédacteurs de l'humanitaire ne peuvent pas posséder la vérité, puisqu'ils avouent ne pas avoir d'instruction. Mais il se réfute lui-même immédiatement en ajoutant que chacun ne sait que ce qu'il a appris et personne n'est humilié d'avouer son ignorance sur le reste. Le C[ito-
toye]n [Cabet] prétend que la science sociale est la plus vaste et la plus compliquée de toutes les sciences et que nous ne pouvons pas la connaître. C'est justement parce que le C[ito-
toye]n s'embrouille dans des difficultés impraticables qu'il croit cette science si obscure et si confuse; pour nous elle est simple et claire comme le jour. Notre formule sur le sujet qui l'embarrasse si fort qu'il lui faudrait des volumes de réglementation est resserrée en une très petite phrase:

Les individus majeurs des deux sexes jouiront de droits égaux et la liberté de leurs affections leur sera garantie.²¹⁹

Cette obscurité et cette confusion se répandent sur le reste des lois et des règlements sociaux d'Icarie (ouvrage sur la communauté publié par Mr Cabet)²²¹. [...]

J. Gay

[P.S.] Si vous jugez pouvoir publier cette réponse, vous met-
trez au bas les initiales de mon nom.

Pierre LEROUX à George Sand, in Jean-Pierre LACASSAGNE Pierre Leroux et George Sand. Histoire d'une amitié d'après une correspondance inédite Paris 1973, p. 126-129.²²²

La lettre de Pierre Leroux à George Sand, non datée, mais qui fournit à celle-ci un certain nombre d'arguments pour sa réponse du 15 septembre 1841 à François Buloz, le directeur de la Revue des Deux Mondes, à laquelle elle cesse sa collaboration avec éclat (cf. notes 223* et 228*), présente en premier lieu l'intérêt de fixer le moment où fut prise par Leroux, Sand et Louis Viardot la décision de fonder un périodique de qualité dans lequel puissent s'exprimer les démocrates et socialistes sur toutes les questions littéraires, scientifiques, sociales, politiques, économiques d'actualité. Ce fut la Revue Indépendante dont la première livraison parut début décembre 1841 et qui, en 1843-1844, fut aussi, avec La Réforme et La Démocratie Pacifique, un des organes de presse à accueillir avec sympathie les journalistes Allemands d'extrême-gauche qui venaient tenter de fonder à Paris une "alliance franco-allemande", Arnold Ruge, Moses Heß, Karl Marx, Carl Ludwig Bernays (cf. Andréas/Grandjonc/Pelger Anfänge documents Août 1843 et 23 mars 1844).

Cette lettre permet aussi d'apprécier l'honnêteté intellectuelle foncière de Leroux pour qui la "solidarité" qu'il professait dans son livre De l'Humanité paru un an auparavant n'est pas un vain mot. Son penchant quelque peu mystique pour



) une communion des hommes avec l'univers entier (avec Dieu, les
) autres hommes et la nature) le ferait pencher pour une théorie
) qu'il aimerait nommer "communionisme" - mais puisque "commu-
) nisme" existe et a la sanction populaire, il l'accepte. Il
) accepte même qu'on le qualifie de communiste (et George Sand
) avec), même si certains des prolétaires qui se disent commu-
) nistes sont "vraiment insensés" à ses yeux, car la solidarité
) ne peut se diviser.
)

[15 septembre 1841]²²³

[...]

Mon avis moral est qu'il est absurde et déplorable que le Journal ou Revue [des Deux Mondes] de Buloz soit l'arbitre de vos publications. Avez-vous lu, dans le dernier numéro de cette Revue une dénonciation en forme contre les idées qui se répandent aujourd'hui sous le nom de communisme,²²⁴ idées dont vous et moi sommes regardés comme des auteurs, et avec raison; car, chère amie, sans le savoir, vous êtes communiste et je suis communiste. (Il n'y a que M. de Lamennais qui ne veut pas l'être, en quoi il a tort, et montre qu'il est arrivé au bout de son rouleau).

C'est le peuple ou quelques écrivains du peuple, qui ont trouvé ce nom de communisme. Ce mot fait fortune. Le communisme en France est l'analogue du chartisme en Angleterre.²²⁵ J'aimerais mieux communianisme,²²⁶ qui exprime une doctrine sociale fondée sur la fraternité; mais le peuple qui va toujours au but pratique, a préféré communisme pour exprimer une république où l'égalité règnerait. Ce mot, qui prend partout, à Lyon comme à Paris, à Rouen comme à Carcassonne, n'est pourtant qu'un mot, une tendance, faute d'une véritable doctrine capable de réaliser le problème Liberté, égalité, fraternité. Aussi les communistes se divisent-ils en trois ou quatre doctrines plus ou moins absurdes, et de leur sein sortent des écrits, dont quelques-uns sont vraiment insensés.²²⁷ Je ne vois

donc aucune nécessité à prendre, pour notre compte, le nom dont Buloz vous fait si grand peur; mais il n'y a non plus aucune raison pour le rejeter. Pour revenir à la Revue, avez-vous lu ce monsieur de Carné dénonçant les écrivains aux parquets?²²⁴ Il y a un mot pour vous; vos romans sont signalés dans son réquisitoire. Voyez donc l'intrigue de ce Buloz et le rôle qu'il se permet de vouloir vous imposer. Il fait dénoncer vos romans (le Compagnon du tour de France surtout, bien évidemment) et il vous amènerait par des corrections et des mutilations, à pouvoir entrer dans son cadre moral et politique, dans sa Revue vendue [...]. C'est une question générale dans le public: comment George Sand écrit-elle dans la Revue des Deux-Mondes? En ce moment même où l'article dont je vous parle, article violent d'un esprit grossier, malgré son air de fatuité aristocratique, attire beaucoup l'attention et occupe toute la presse, il y a plus de danger et je dirai, en conscience, de mal à ce que vos écrits paraissent là.²²⁸

[...]

P. L[erou]x.

29 KOMMUNION, KOMMUNISTEN UND KOMMUNISMUS, WEITLING CONTRE
 NIEDERER, NOVEMBRE-DECEMBRE 1841

Avec les pièces suivantes (30 et 32) le présent document composé illustre l'emploi successif attesté par écrit des différents termes du vocabulaire communiste en allemand par les communistes allemands eux-mêmes, c'est-à-dire, à cette date, par les membres de la Ligue des Justes qui, depuis la création en étapes de leur organisation entre l'été 1836 et le printemps 1838, étaient alors présents en "communes" constituées à Paris, à Hambourg, à Londres, à Genève et s'apprêtaient à l'être à Lausanne, à Berne, etc. Emploi de la terminologie communiste allemande attesté grâce à la publication par Weitling à partir de septembre 1841 en Suisse d'une revue intitulée Der Hülferruf der deutschen Jugend puis Die junge Generation. Il est inutile d'entrer ici dans les détails de l'activité de la Ligue des Justes ou de Weitling jusqu'au début de l'année 1842 car, contrairement aux diverses tendances et manifestations du néo-babouvisme français, les organisations allemandes qui furent influencées par ce dernier ont été l'objet de recherches historiques approfondies. Pour la première décennie de la monarchie de juillet on peut consulter les ouvrages de W. Kowalski Vorgeschichte und Entstehung des Bundes der Gerechten (1962), W. Schieder Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung (1963) et le recueil de H.-J. Ruckhäberle Frühproletarische Literatur (1977). Avec la parution du volume Der

Bund der Kommunisten I (1970) on dispose d'une importante documentation principalement consacrée aux années quarante, et qui est en voie d'être complétée par l'ouvrage collectif de B. Andréas/J. Grandjonc/ H. Pelger Anfänge des demokratischen Internationalismus. Il en va de même pour le tailleur Wilhelm Weitling (Magdebourg 1808 - New York 1871), premier théoricien et agitateur communiste allemand, sur lequel existe désormais une riche littérature de W. Seidel-Höppner (1961), G.M. Bravo (1963), W. Kowalski (1967), W. Schäfer (1971), M. Vuilleumier (1965 et 1973), etc. Il suffit de préciser ici que Weitling, qui séjournait à Paris depuis 1835 - avec des absences importantes en 1836/1837, en 1839, en 1840 - avait quitté Paris en mai 1841 pour établir à Genève, où il est en juin, un centre de propagande de la Ligue (cf. Becker Über die revolutionäre Propaganda p. 45; Grandjonc/Werner, p. 16-17). La revue mensuelle qu'il publie de septembre 1841 à mai 1843 va devenir pour lui l'occasion de tracasseries administratives et policières multiples qui le forceront à changer plusieurs fois d'imprimeur et de domicile à travers la Suisse romande et alémanique (cf. Vuilleumier 1965, Kowalski 1967): ainsi Der Hülferruf de novembre 1841, d'où est extrait le document 29 A, a encore été imprimé à Genève tandis que celui de décembre (29 C) est déjà publié à Berne.

Il existait à Genève dès avant l'arrivée de Weitling une association locale d'artisans allemands, le Verein der jungen Deutschen des Gewerbs-Standes, fondée en novembre 1839 sur l'initiative de deux proscrits, August Becker et Wilhelm

Braubach, et du chantre et maître de l'école allemande, Ludwig Weitzel, avec l'aide du Suisse Johannes Niederer (sur la fondation de l'association cf. Becker, p. 30-35). Niederer (1779-1843), originaire du canton d'Appenzell, collaborateur de Pestalozzi dès le début du siècle, dirigeait alors une institution de jeunes filles à Genève et avait participé en 1838 à la fondation de l'association démocratique et de culture populaire suisse du Grütli que devait développer après sa mort son disciple Albert Galeer (sur cette question cf. Albert Galeer Der moralische Volksbund [...] oder der Grütliverein Berne 1864). Les deux nationalités, Suisses de langue allemande et Allemands, et les diverses tendances politiques ou dites apolitiques, Burschenschaft, Jeune Allemagne, républicains, socialistes coexistèrent jusqu'en 1841; Weitzel se retira le premier en raison de l'inévitable politisation de l'association qu'il avait vainement tenté d'empêcher; les Suisses Niederer, Galeer, etc. en raison de la propagande socialiste qui s'y développa (cf. Becker, p. 38-39); puis la société se scinda encore au cours de l'hiver 1841/1842 en une association républicaine jeune allemande et une association communiste (cf. Becker, p. 51-56).

On comprend dans ces conditions l'intérêt que pouvait porter à l'association allemande à l'automne 1841 le "vieux" Dr. Niederer (le qualificatif est de Becker, p. 51, à qui on doit de connaître l'auteur du Freimüthiges Bedenken, document 29 B) et sa réponse à l'article de Weitling sur "la communion et les communistes". L'argumentation de Weitling dans cet

article est que tout chrétien ayant été ou étant "communiant" a été ou est "communiste". Peu importe ici de savoir si cette équation simpliste représente alors la conviction intime de Weitling ou si elle n'est qu'un moyen de propagande à l'adresse d'artisans dont la référence culturelle essentielle est encore la Bible et l'enseignement religieux reçu au catéchisme (cf. à ce propos Grandjonc/Werner, p. 29-31 et 35-37 pour la situation intellectuelle mouvante des artisans allemands à Paris vers 1835). Peu importe également au débat entre Weitling et Niederer que le socialisme religieux à tendance déiste, mystique, millénariste ou seulement saint-simonienne ait constitué un courant non négligeable du socialisme de l'époque dont Weitling est incontestablement un représentant avec des théoriciens et organisateurs comme P. Leroux ou G. Barmby (cf. les introductions aux documents 21 et 28), sans parler des illuminés du genre de "l'apôtre" Jean Journet ou du "prophète" Christian Albrecht (sur cette question on se reportera à Schieder Anfänge p. 220-245, qui a tendance cependant à majorer le facteur religieux). Il faut souligner que Niederer n'entonne pas le refrain anticommuniste des Hochdörfer, Kolb, etc. (cf. documents 30 et 32), qu'il se refuse à qualifier les idées de Weitling de "rêveries" utopiques, les considérant uniquement comme un donné objectif ("ein gegebenes Wirkliches"). C'est cette honnêteté intellectuelle et cette position théorique qui donnent tout son poids à sa critique. Pour le dire brièvement, Niederer rétablit la distinction entre deux objets intellectuels incommensurables expressément confondus par Weitling,

la communion des saints, qui est un article de foi du christianisme, et la société communiste, qui relève d'une théorie de la société et d'un programme politique. Weitling ne développant même pas le thème de la "justice" commun à l'enseignement évangélique et aux théories communistes de la Ligue des Justes, la critique tout à fait justifiée de Niederer porte sur le jeu de mots, la jonglerie verbale de Weitling qui consiste à ramener à un sens unique différents termes issus de la racine "commun" - Kommunion, Kommunikant, kommunizieren, Kommunist, Kommunismus -, sans égard à la réalité objective que chacun de ces mots désigne, au terme d'une évolution historique propre, commencée pour certains près d'un millénaire, pour d'autres moins d'un demi-siècle plus tôt. Il est saisissant à cet égard de constater que Niederer adresse à Weitling en novembre 1841 les deux reproches majeurs que lui feront encore - d'un point de vue communiste - Marx et Engels au Comité de Correspondance Communiste de Bruxelles au printemps 1846: manque de perspective historique et confusion mentale (cf. BdK I, p. 301-308 et 322-336). La réponse de Weitling, intéressante pour l'emploi des termes "kommunistisch" et "Kommunismus" et pour sa référence aux difficultés d'existence des artisans, n'apporte aucun argument nouveau, au contraire on y voit l'auteur s'enfermer dans ses confusions.

Les articles de Weitling, parus dans Der Hülferuf, sont respectivement des premiers jours de novembre et de décembre 1841 (la revue paraissait entre le 1er et 3 de chaque mois);

) la plaquette de Niederer, datée du 6 novembre 1841, parut chez
) le même imprimeur genevois que le journal; elle est désormais
) accessible dans la réédition facsimilé de Der Hülferruf / Die
) junge Generation où elle est reproduite entre les années 1841
) et 1842.
)

29 A JEDER VON EUCH HAT KOMMUNIZIRT, WAR ALSO KOMMUNIST,
 WEITLING, DEBUT NOVEMBRE 1841

[Wilhelm WEITLING] Die Kommunion und die Kommunisten in
 Der Hülferuf der deutschen Jugend Imprimerie de J.G. Fick,
 Genève, novembre 1841, n° 3, p. 33-36.

Die Kommunion und die Kommunisten.²²⁹

Ueber diese Letztern, die eine Art Partei in Frankreich bilden, ist in letzter Zeit vielfach kritisirt worden. Auch einige deutsche Blätter, namentlich die früher erscheinende Volkshalle²³⁰, fanden es der Mühe werth ihrer zu erwähnen: aber kein einziges der deutschen Blätter nahm sich die Mühe, das Wesen und die Tendenz derselben zu erklären; man findet darüber in genannten Blättern nur abgerissene Worte, meistens mit Spott- oder Schimpfwörtern begleitet. Da dieses in der Folge bedeutende Vorurtheile und Verkennungen bei den Lesern jener Blätter erzeugen könnte, [...] so finden wir uns veranlaßt hierüber eine Erklärung zu geben, die uns Gelegenheit geben wird, den schwarzen Teufel, den unsere deutsche Zeitungschreiber uns unter dem Namen Kommunist hinmalten, genauer bei Lichte zu betrachten, damit der deutsche Handwerker sehe, was von diesem Fantome zu halten ist.²³¹ Ihr habt ihm viele Hörner gemalt, liebe demokratische Brüder der Volkshalle und Oberdeutschen.²³² Laßt doch einmal sehen wie es um eure Pinsel und Farben steht. [...]

Ihr seid Christen! Nicht wahr? Also kennt ihr doch wenigstens die Worte Kommunion und Kommunisten dem Namen nach, denn

jeder von euch ist zur Kommunion gegangen, jeder von euch hat kommuniziert, war also einmal wenigstens Kommunist. So denke nun einmal ein Jeder darüber nach w a r u m er Kommunist war, und welche Bedeutung dieses Wort für ihn hatte. [...]

Christus setzte sich am Abend vor seinem Tode mit seinen Jüngern zu Tische. Sie aßen und tranken gemeinschaftlich. [...] Dieses gemeinschaftliche Essen nannte man die Kommunion, oder die Gemeinschaft, und den Theilnehmer Kommunist oder Gemeinschaftler.²³³

Die ersten Christen lebten, wie bekanntlich, in Gemeinschaft der Arbeit und der Güter. Diese [REDACTED] Gemeinschaft war die Grundbedingung des ersten Christenthums. Niemand, der in den Bund der neuen Lehre aufgenommen werden wollte,²³⁴ konnte sich ihr entziehen. [...]

Die von Christus gegründete Lehre war doch also mehr politisch als religiös, wenigstens war sie beides zugleich. Die Aufgabe, die er sich gestellt hatte, war ein Reich über der ganzen Erde, Freiheit aller Nationen, Gemeinschaft der Güter und der Arbeit aller Derer die sich zum Reich Gottes bekennen. Und das ist es gerade was die heutigen Kommunisten wieder aufgenommen haben; es enthält gar weiter nichts Neueres in seinem Prinzipie als das was Christus lehrte, was die ersten Christen übten und befolgten.²³⁵

[...]

29 B DER KOMMUNISMUS ZIEHT DAS CHRISTENTHUM IN'S WELTLICHE

HERAB, NIEDERER, 6 NOVEMBRE 1841

[Dr. Johannes NIEDERER]²³⁶ Freimüthiges Bedenken über den Aufsatz Die Kommunion und die Kommunisten in Nr. 3 des Hülferrufs der deutschen Jugend J.G. Fick, Genève, 6 novembre 1841, 7 p.

Dem deutschen Handwerker-Verein in Genf gewidmet.

Für den ungeübten Denker, der schriftstellert, ist nichts schädlicher, und für den, der liest, nichts gefährlicher, als die Vermischung der Worte und die Verwechslung der Gegenstände.²³⁷

Je mehr uns der obengenannte Aufsatz ansprach, desto unangenehmer fiel uns dieser durchgängige Fehler auf.

Das Interesse, das wir am Vereine und an der Zeitschrift nehmen, bewegt uns daher, ein öffentliches, gutgemeintes Wort darüber zu sagen.

Zuvörderst bemerken wir, daß hier von gar keinem Vorwurf der Träumerei die Rede ist. Wir lassen die Ansichten und das Streben des Verfassers als ein gegebenes Wirkliches und zu Verwirklichendes auf sich beruhen, und wollen nur den Maßstab der Erkenntniß an das, worauf er sich selbst beruft, die Bibel, legen. [...]

Wenn der Verfasser weiß, was die c h r i s t l i c h e K o m m u n i o n ist, und was die Handlung der K o m m u n i k a n t e n, die sich zum Christenthum bekennen, bedeutet, so vexirt er die Leser mit seiner Erklärung. Weiß er es aber nicht, so begeht er damit einen unverzeihlichen Irrthum und wagt ein Urtheil über eine Lehre die er nicht kennt.

Die christliche Kommunion ist die Gemeinschaft der Heiligen, Heiliggesinnten, für's Heilige. Unter kommunizieren wird die freiwillige und freithätige Verbindung des Menschen durch

Christus mit Gott als seinem Vater und mit seinen Brüdern als Kindern Gottes verstanden. [...]

Die christliche Kommunion ist daher von der zeitlich²³⁸ gesellschaftlichen Kommunion der Kommunisten, die sich in Frankreich gebildet hat, und die Kommunikanten sind von den Kommunisten, so sehr als der Tag von der Nacht, so weit als der Himmel von der Erde verschieden.

Schon dem Namen, dem Wortlaut nach muß der Kommunikant vom Kommunisten unterschieden werden. Kommunikanten, nicht Kommunisten, nennen sich die Abendmahlsgenossen. [...]

Es ist [...] dokumentlich unrichtig, daß die Einsetzung des Heiligen Abendmahls, oder das letzte Abendessen Jesu mit seinen Jüngern, ein blos "gemeinschaftliches Essen von Kommunisten oder Gemeinchaftern war."²³⁹

Die ersten Christen lebten in Gemeinschaft der Güter. Von Gemeinschaft der A r b e i t sagt die Bibel nichts. Sie war auch damals nicht möglich und ist erst das Erzeugniß unserer²⁴⁰

Christenthum in's Weltliche und Vergängliche herab. Die Kommunion mag in weltlicher Hinsicht manches Gute haben, die Bestrebungen der Kommunisten mögen bürgerlich gesellschaftlich aus Zeitbedürfnissen entsprungen sein, aber daß sie etwas U r a l t e s und r e i n C h r i s t l i c h e s seien, davon ist keine Rede. [...]

Genf, den 6. November 1841.

Ein Freund des deutschen Handwerker-Vereins.

[Wilhelm WEITLING] Kritik über Kritik in Der Hülfesruf der deutschen Jugend Imprimerie Haller, Berne, décembre 1841, n^o 4, p. 53-62.

Der Aufsatz in Nr. 3 unsers Blattes, betitelt: "Die Kommunion und die Kommunisten", hat, wie es scheint, manche deutsche Zunge zur Diskussion über diesen Gegenstand gelöst, und manche Patrioten-Schlafmütze der Kritik in die Wäsche gegeben. Das hat aber Alles sein Gutes. Nur durch die Diskussion dafür und dawider kann ein Prinzip feste Wurzeln fassen da, wo es noch keine gefaßt hat. [...]

Der Verfasser behauptet, ²⁴⁵ der Kommunismus ²⁴⁶ zieht das Christenthum ins Weltliche und Vergängliche herab. Welches seicht gefaßte Urtheil! Gerade das Gegentheil ist der Fall. Je vollkommener sich das Bruderreich Christi hier auf Erden verwirklicht, je mehr sich dadurch die sittliche Verderbniß des Menschengeschlechts verwischt, um so mehr veredelt sich seine geistige Bildung, um so ²⁴⁷ mehr vermehrt sich das Streben nach höherm himmlischem Genuß, und die Hoffnung eines ewigen Lebens.

Seit dem der Egoismus in der gesellschaftlichen Unordnung das reine Prinzip des Christenthums durch alle erdenkbaren Laster verdunkelt, seit dem man der Tugend die Furchen der Sorge und dem Laster das Privilegium des Uebermuths auf die Stirn drückte, verwischte sich der heilige Gottesglaube nach und nach bei den christlichen Völkern. Voltaire gab ihm den letzten Fußtritt. ²⁴⁸

Lamennais, der Kommunist ohne es zu wissen, erhob und belebte ihn wieder. ²⁴⁸ Trennen wir ja nicht was nicht zu trennen

ist, trennen wir nicht das Heilige vom Heiligen. Kommunismus und Christenthum sind nicht voneinander zu trennen. Vereinzelt ist [REDACTED] jedes dieser Lehre ²⁴⁹ ein tönendes Erz und eine klingende Schelle. [...]

Wir wissen recht gut, daß das Prinzip was wir lehren nicht so leicht faßlich ist, daher kommen die groben Fehler, in die selbst einige Gelehrte verfallen, wenn sie die Bekämpfung unserer Prinzipien versuchen. Wir haben das von dem Verfasser des "Freimüthigen Bedenkens", aus der Predigt des Herrn Pfarrer Wendt ²⁵⁰, aus den Schriften einiger Gelehrten von Hambach ²⁵¹, ja selbst aus den Schriften Lamennais [¹] ²⁵² ersehen. Was diese Männer gegen unser Prinzip schrieben, haben sie sicherlich aus voller inniger Ueberzeugung gethan, und nicht aus falschem beleidigten Ehrgeiz und andern dergleichen Leidenschaften. Dies ist wenigstens unsere Meinung. Wenn sie also unser Prinzip, trotz ihrer höhern geistigen Aus- bildung, nicht verstehen, so kommt das daher, weil die Auffassung unsers Prinzipes ein praktisches Studium der Leiden des Volks erfordert. ²⁵³ [...] Man muß nicht nothwendig haben mit den Produkten seines Geistes die Bedürfnisse seines Körpers zu befriedigen, weil man sonst Gefahr läuft um zu leben, gegen seine Ueberzeugung schreiben und lehren zu müssen.

[...]

30 L'ALLGEMEINE ZEITUNG CONTRE LE TAILLEUR COMMUNISTE
WEITLING, NOVEMBRE - DECEMBRE 1841

Les deux extraits de l'Allgemeine Zeitung qui suivent parlent d'eux-mêmes: il s'agit d'une dénonciation en bonne et due forme par voie de presse des principaux responsables ou propagandistes communistes allemands à Genève et à Lausanne, W. Weitling, August Becker et Simon Schmidt (cf. les notes 259* et 261* pour ces derniers), assortie d'un appel non déguisé à la répression. L'auteur des articles, Johann Heinrich Hochdörfer, identifié grâce à l'exemplaire de la rédaction du journal conservé au Cotta-Archiv, Schiller-Nationalmuseum, à Marbach, était un ancien pasteur emprisonné à la suite de la manifestation de Hambach de 1832 à 1836, qui, après quelques années dans le canton de Bâle-Campagne, s'était établi à Genève à l'automne 1839 en même temps que August Becker qui venait d'être grâcié et sortait de forteresse (cf. Becker Die revolutionäre Propaganda p. 30; E. Süß Die Pfälzer im "Schwarzen Buch" p. 70 sq.). Il faut ajouter, pour être précis, que ces articles sont fondés pour une large part sur la calomnie, qu'ils jouent des sentiments xénophobes et du fanatisme religieux, ajoutant à cela le mépris pour le travailleur manuel qui ose écrire, et qu'ils furent efficaces. Calomnie contre Becker accusé de vivre aux dépens des ouvriers allemands à Genève (cf. note 259*). Calomnie et xénophobie mêlées à l'égard de Weitling accusé de vouloir inoculer aux Allemands

le communisme français: dans le milieu allemand politisé de Genève chacun pouvait savoir - Hochdörfer certainement - que Weitling était bien un émissaire, mais de la Ligue des Justes, et non des communistes français (cf. Becker, p. 45), une lettre de dénonciation en informait même l'ambassadeur de France et par le lieutenant de police de Genève s'il l'ignorait (cf. Vuilleumier Frankreich und die Tätigkeit Weitlings p. 262); en qualifiant le communisme d'invention française ou parisienne Hochdörfer jouait vis-à-vis de ses lecteurs allemands du sentiment nationaliste réveillé à l'occasion de la crise internationale de 1840, dans le but de discréditer les revendications sociales (cf. note 260*). Le mépris de "l'intellectuel" Hochdörfer pour le travailleur manuel Weitling, sensible dans le texte (cf. note 258*), est d'autant plus caractéristique du personnage qu'en 1839/1840 Hochdörfer s'était enthousiasmé pour les théories communautaires développées dans la brochure anonyme publiée par Weitling à Paris, Die Menschheit, wie sie ist und wie sie sein sollte, qu'il tenait alors pour l'oeuvre achevée d'un lettré (cf. Becker, p. 40-41). Enfin, en amalgamant les théories du tailleur Weitling avec celles du tailleur Bockelson (cf. note 256*) Hochdörfer faisait appel au ressentiment entretenu tant par la hiérarchie luthérienne que catholique chez les fidèles contre l'hérésie de Münster toujours présentée comme un lieu de débauches et de monstruosité sans nom.

Il n'existe pas de preuve directe de cause à effet entre le premier de ces articles et le départ de Weitling de Genève

) sur le ferme conseil du lieutenant de police Cramer qui
) s'était employé, écrit-il, "à rendre le séjour de Genève peu
) agréable à l'apôtre Weitling" et avait "sommé l'imprimeur de
) cesser ce genre de publication", c'est-à-dire Der Hülferruf
) (cf. Vuilleumier, p. 264). Cependant la lettre de dénoncia-
) tion anonyme contre Weitling et les communistes allemands et
) français, postée de Genève à la fin novembre et transmise en
) traduction à Paris le 9 décembre 1841, est faite aux deux
) tiers d'une recomposition du premier article de Hochdörfer
) (cf. le texte français in Vuilleumier, p. 261-263). Si cette
) dénonciation (que Cramer attribuait à Hermann Döleke au vu de
) l'original) fut sans incidence peut-être sur les déplacements
) de Weitling, elle eut pour effet certain l'arrestation de
) Heinrich Bauer à Paris fin décembre 1841 et son expulsion pour
) Londres en mars 1842, la surveillance des communistes allemands
) à Paris et, à Genève, celle d'August Becker qui dut quitter
) la ville à son tour en 1843 lors du procès de Weitling à
) Zurich.

30 A EIN APOSTEL DER GÜTERGEMEINSCHAFT, DER DEN PARISER
 [REDACTED] COMMUNISMUS PREDIGT, HOCHDÖRFER, 17 NOVEMBRE 1841

[Johann Heinrich HOCHDÖRFER] Genf, 17 Nov. in Beilage zur Allgemeinen Zeitung Augsburg, 25 novembre 1841, n^o 329, p. 2628/ii-2629/ii.

* * * Genf, 17 Nov.

[...]

Auch in dem germanischen Elemente, das Genfs Mauern in sich schließt, zeigt sich eine nicht ganz uninteressante Erscheinung. In der Mitte der hier lebenden deutschen Handwerker ist nämlich ein A p o s t e l d e r G ü t e r g e m e i n s c h a f t aufgestanden, der den Pariser Communismus mit erstaunenswürdigem Eifer predigt. Der neue Welt- und Gesellschaftsreformer ist ein Schneidergeselle, der kürzlich von Paris hier angekommen ²⁵⁴, seine Herberge in dem hiesigen Verein der deutschen Handwerker aufgeschlagen und mittelst Geldunterstützung von seinen Genossen an der Seine eine Zeitschrift unter dem Titel: "H ü l f e r u f d e r d e u t s c h e n J u g e n d" gegründet hat. Sie sehen also: eine neue Auflage des Münsterischen Schneiderkönigs. ²⁵⁵ In der jüngsten Nummer (die dritte an der Zahl) tritt er in einem Artikel "die Communion und die Communisten" mit aufgeschlagenem Visier gegen die Widersacher des Communismus, namentlich gegen die O b e r - d e u t s c h e Z e i t u n g und die entschlafene V o l k s h a l l e in die [REDACTED] Schranken. ²⁵⁷ Und wir müssen gestehen, daß der Schneider sattelfest zu — Bockesitz. Der Mann hat Beruf, den Communismus zu predigen. Er

ist ein wahrer Feuerapostel, der sich nicht nur durch eine —
für einen Schneidergesellen wenigstens — seltene Sprach- und
Geistesgewandheit, sondern hauptsächlich auch durch die nöthige
"christliche Liebe" auszeichnet. Daß er etwas ²⁵⁸ s t ö ß i g,
wird man ihm gern zu gut halten. [...] Einige Faulenzer, darun-
ter besonders ein verwahrloster Student, der schon einige
Jahre ganz communistisch auf anderer Leute Rechnung in Genf
zehrt, sollen seine ganze Gemeinde und seine Gehülfen seyn. ²⁵⁹
Daß dieser Vorgang hier jedoch nicht ganz unbemerkt bleibe,
mag der Umstand beweisen, daß der Prediger an der hiesigen
deutsch-lutherischen Kirche, Hr. Pfarrer Wendt, sich bewogen
gefunden, am verflossenen Sonntag eine Predigt über die
"christliche Gemeinschaft" im Gegensatze zu dem modernen
Communismus zu halten, und den gesammten deutschen Handwerker-
verein dazu einzuladen. Uebrigens soll, wie wir hören, dieser
Vortrag nicht geeignet gewesen seyn, eine lebendige Ueberzeu-
gung hervorzurufen. Gut, daß diese Ausgeburt verrückter Köpfe
an dem gesunden Menschenverstand und dem natürlichen Rechts-
gefühle der deutschen Handwerker die stärkste Gegenwehr findet.
Um den Gebildeten davon zurückzuschrecken, bedarf es nichts,
als der zügellosen Anmaßung, mit welcher diese gallischen
Sendlinge auftreten, um als französisirte Afterdeutsche ihren
im Ausland gelernten Räuber-Socialismus unter ihren deutschen
Brüder zu verpflanzen. ²⁶⁰ In der That, eine wahre
Narrenpropaganda!

30 B DAS GERMANISCHE ELEMENT IN GENF VON DEM GALLISCHEN
COMMUNISMUS GEREINIGT, HOCHDÖRFER, 5 DECEMBRE 1841

[Johann Heinrich HOCHDÖRFER] Genf, 5 Dec. in Allgemeine Zeitung Augsburg, 12 décembre 1841, n^o 346, p. 2774/i.

*** Genf, 5 Dec.

[...] Auch hat sich [REDACTED] unterdessen das germanische Element in Genf von dem fremdartigen Zusatze des gallischen Communismus gereinigt. Unser Schneiderkönig hat Genf verlassen, und zwar ganz in der Stille, bescheidenlich zu Fuß, ausgestoßen aus dem deutschen Vereine wegen Werbungen für geheime Verbindungen. Wie man hört, soll er den Weg nach Lausanne eingeschlagen haben, wo er seine Kraft mit der eines andern Apostels der Gütergemeinschaft, der seines Handwerks ein Gerber ist, zu vereinigen, und sein Communisten-Evangelium, das hier Niemand mehr drucken wollte, fortzusetzen gedenkt.

31 DER COMMUNISMUS, EINE SPRACHE, DIE JEDES VOLK VERSTEHT,
HEINRICH HEINE, 11 DECEMBRE 1841

[Heinrich HEINE] Volks- und Kunstleben in Paris in Allgemeine Zeitung Augsburg, 17 décembre 1841, n^o 352, p. 2810/i-ii.

Lorsque Heine fait paraître en 1855 à Paris sous le titre Lutèce la traduction française de Lutezia (1854), c'est-à-dire le recueil de ses articles publiés de 1841 à 1843 dans l'Allgemeine Zeitung, il esquisse ainsi le problème de l'information sur le mouvement politique et social à l'étranger dans la presse allemande censurée: "Si les républicains offraient déjà au correspondant de la 'Gazette d'Augsbourg' un sujet très-épineux, il en était ainsi à un bien plus haut degré pour les socialistes, ou, pour nommer le monstre par son vrai nom, les communistes. Et cependant je réussis à aborder ce thème dans la 'Gazette d'Augsbourg'. Bien des lettres furent supprimées par la rédaction de la 'Gazette' qui se souvenait du vieux dicton: 'Il ne faut pas peindre le diable sur le mur'. Mais elle ne pouvait pas étouffer toutes mes communications, et, comme je l'ai dit, je trouvai moyen de traiter, dans ses prudentes colonnes, un sujet dont l'effroyable importance était tout à fait inconnue à cette époque. Je peignis le diable sur le mur de mon journal, ou bien, comme s'exprimait une personne très-spirituelle, je lui fis une bonne réclame. Les communistes, répandus isolément dans tous les pays et privés d'une conscience précise de leurs communes tendances, appri-

) rent par la 'Gazette d'Augsbourg' qu'ils existaient réellement,
) ils surent aussi à cette occasion leur nom véritable, qui était
) tout à fait inconnu à plus d'un de ces pauvres enfants-trouvés
) de la vieille société. Par la 'Gazette d'Augsbourg', les com-
) munes dispersées des communistes reçurent des nouvelles authen-
) tiques sur les progrès incessants de leur cause; ils apprirent
) à leur grand étonnement qu'ils n'étaient pas le moins du monde
) une faible petite communauté, mais le plus fort de tous les
) partis; que leur jour, il est vrai, n'était pas encore arrivé,
) mais qu'une attente tranquille n'est pas une perte de temps
) pour des hommes à qui appartient l'avenir" (Lutèce in Säkular-
) ausgabe vol. 19, p. 14-15). Si Heine n'est pas le premier à
) avoir introduit le terme "Communist" dans l'Allgemeine Zeitung,
) il est certes le premier à y avoir écrit que "la propagande
) du communisme possède un langage que chaque peuple comprend",
) que "les éléments de cette langue universelle sont aussi sim-
) ples que la faim, le désir, la mort" (d'après la traduction de
) 1855, Lutèce p. 127). Et si l'article de 1841 montre qu'il est
) parfaitement au courant des manifestations du communisme fran-
) çais à cette date, sa préface de 1855 permet de constater
) qu'il connaît également l'organisation des communistes alle-
) mands, de même que la question de la transposition du vocabu-
) laire communiste du français à l'allemand en 1840/1841 ne lui
) est pas étrangère.

) On peut constater également à la lecture de l'article
) ci-après - censuré à n'en pas douter par l'auteur lui-même,
) par la "prudente" rédaction et peut-être par le censeur offi-

) ciel (cf. note 263* et document 33 H) - qu'il était possible
 { de rendre compte de l'actualité sociale à l'étranger, des
 { développements du communisme en particulier, autrement que
 { sous la forme de dénonciation prise par les articles de Hoch-
 { dörfer par exemple (document 30). Il fallait naturellement
 { quelque sympathie pour le mouvement ou, comme le dit Heine
 { qui n'est alors nullement communiste (cf. Mende Heinrich Heine:
 { Kommunist?), accepter cette prémisse "que les hommes ont tous
 { le droit de manger" (Lutèce p. 15), ainsi que du talent. A ce
 { dernier égard rien n'est plus instructif que la comparaison
 { d'une contribution originale de la qualité de celles de Heine
 { (ou de Weitling, ou de Niederer) aux articles rédactionnels
 { ou de correspondants parisiens retranscrits purement et simple-
 { ment de la presse française (cf. documents 19 et surtout 32 A,
 { 32 B, 33 E), même si Heine utilisait naturellement lui aussi
 { les journaux pour son information.

{ L'article dont est extrait le présent document est repro-
 { duit dans l'édition Elster vol. 6, p. 277-284; dans Lutezia,
 { Säkularausgabe vol. 11, p. 119-124; la traduction dans Lutèce,
 { Säkularausgabe vol. 19, p. 126-131.

☆ Paris, 11 Dec[ember 1841].

Jetzt, wo das Neujahr herannaht, der Tag der Geschenke, überbieten sich hier die Kaufmannsläden in den mannichfaltigsten Ausstellungen. Der Anblick derselben kann dem müßigen Flaneur den angenehmsten Zeitvertreib gewähren; ist sein Hirn nicht ganz leer, so steigen ihm auch manchmal Gedanken auf, wenn er hinter den blanken Spiegelfenstern die bunte Fülle der ausgestellten Luxus- und Kunstsachen betrachtet und vielleicht auch einen Blick wirft auf das Publicum, das dort neben ihm steht. Die Gesichter dieses Publicums sind so häßlich ernsthaft und leidend, so ungeduldig und drohend, daß sie einen unheimlichen Contrast bilden mit den Gegenständen, die sie begaffen, und uns die Angst anwandelt, diese Menschen möchten einmal mit ihren geballten Fäusten plötzlich ████████████████████ dreinschlagen und all das bunte, klirrende Spielzeug der vornehmen Welt mit sammt dieser vornehmen Welt selbst gar jämmerlich zertrümmern! Wer kein großer Politiker ist, sondern ein gewöhnlicher Flaneur, der sich wenig kümmert um die Nuance Dufaure und Passy²⁶², sondern um die Miene des Volks auf den Gassen, dem wird es zur festen Ueberzeugung, daß früh oder spät die ganze Bürgerkomödie in Frankreich mit sammt ihren parlamentarischen Heldenspielern und Comparsen ein ausgezischt schreckliches Ende nimmt und ein Nachspiel aufgeführt wird, welches das Communistenregiment heißt! Von langer Dauer freilich kann

dieses Nachspiel nicht seyn; aber es wird um so gewaltiger die Gemüther erschüttern und reinigen; es wird eine ächte Tragödie seyn. Die letzten politischen Prozesse²⁶³ dürften manchem die Augen öffnen, aber die Blindheit ist gar zu angenehm. Auch will keiner an die Gefahren erinnert werden, die ihm die süße Gegenwart verleiden könnten²⁶⁴. Deßhalb grollen sie alle jenem Manne, dessen dunkles Auge am tiefsten hinabblickt in die Schreckensnächte der Zukunft und dessen hartes Wort vielleicht manchmal zur Unzeit, wenn wir eben beim fröhlichsten Mahle sitzen, an die allgemeine Bedrohniß erinnert. Sie grollen alle jenem armen Guizot. Sogar die sogenannten Conservativen sind ihm abhold, zum größten Theil, und in ihrer Verblendung glauben sie ihn durch einen Mann ersetzen zu können, dessen heiteres Gesicht sie minder schreckt und ängstigt. Ihr conservativen Thoren, die ihr nichts im Stande seyd zu conserviren als eben eure Thorheit, ihr solltet diesen Guizot wie euren Augapfel schonen [...].

Ist aber Guizot wirklich der Mann, der im Stande wäre das hereinbrechende Verderben abzuwenden?²⁶⁵ Es vereinigen sich in der That bei ihm die sonst getrennten Eigenschaften der tiefen Einsicht und des festen Willens; er würde mit einer antiken Unerschütterlichkeit allen Stürmen Trotz bieten und mit modernster Klugheit die schlimmen Klippen vermeiden — aber der stille Zahn der Mäuse hat den Boden des französischen Staatsschiffes allzu sehr durchlöchert, und gegen diese innere Noth, die weit bedenklicher als die äußere, wie Guizot sehr gut begriffen, ist er unmächtig. Hier ist die Gefahr. Die zerstörenden Doctrinen haben in ██████████ Frankreich zu sehr die unteren Classen ergriffen — es handelt sich nicht

mehr um [redacted] Gleichheit der Rechte, sondern um Gleichheit des Genusses auf dieser Erde, und es gibt in Paris etwa 400 000 rohe Fäuste, welche nur des Losungsworts harren, um die Idee der absoluten [redacted] Gleichheit zu verwirklichen, die in ihren rohen Köpfen brütet. Von mehreren Seiten hört man, der Krieg²⁶⁶ sey ein gutes Ableitungsmittel gegen solchen Zerstörungstoff. Aber hieße das nicht Satan durch Beelzebub beschwören? Der Krieg würde nur die Katastrophe beschleunigen und über den ganzen Erdboden das Uebel verbreiten, das jetzt nur an Frankreich nagt; — die Propaganda des Communismus besitzt eine Sprache, die jedes Volk versteht: die Elemente dieser Universalsprache sind so einfach, wie der Hunger, wie der Neid, wie der Tod. Das lernt sich so leicht!

[...]

32 L'ALLGEMEINE ZEITUNG CONTRE LE COMMUNISME FRANÇAIS,
NOVEMBRE 1841 - JANVIER 1842

Les deux extraits de l'Allgemeine Zeitung de novembre et décembre 1841 (documents 32 A et B) et la réplique de Weitling dans Die junge Generation de janvier 1842 (document C) donnent une image plus conforme à la réalité ordinaire du journalisme allemand consacré au communisme que les dénonciations à la Hochdörfer (document 30) ou l'article positif de Heine (document 31) parus approximativement à même date. Il suffit pour s'en rendre compte de lire la Rheinische Zeitung en 1842/1843 (cf. par exemple la polémique de Marx en octobre 1842 contre l'Allgemeine Zeitung reproduite in MEGA² I/1, p. 237-242) et naturellement plus encore la presse allemande non censurée paraissant en Europe occidentale et aux Etats-Unis qui pouvait critiquer librement ce qu'on écrivait en Allemagne à ce sujet: on peut citer à titre d'exemple, pour l'année 1844, la querelle entre le Vorwärts! parisien et le journal d'Augsbourg (cf. Grandjanc Vorwärts! p. 97-98 et 215-216); pour les années suivantes il faut se reporter à la Deutsche Londoner Zeitung ou à la Deutsche-Brüsseler-Zeitung.

Les trois documents ainsi rassemblés présentent également l'intérêt de donner sous une forme condensée l'essentiel de ce qui fait le débat central de l'époque sur "l'organisation du travail". Les associations républicaines ou ouvrières, les procès politiques, le saint-simonisme, le fouriérisme, babouvisme, cabétisme, matérialisme, athéisme, républicanisme,

internationalisme, etc., les principaux thèmes du socialisme et du communisme élaborés au cours des années trente et dans les deux années charnières de 1840 et 1841 sont présents ou sous-jacents, attaqués par les uns, défendus par les autres.

Ce document composé clôt aussi une période, celle où seuls des ouvriers et des artisans allemands avaient opté pour le communisme en raison du sort qu'ils partageaient avec les prolétaires français ou anglais qui étaient devenus les partisans et les promoteurs de ce communisme; et il ouvre celle où les intellectuels allemands vont s'intéresser à leur mouvement pour les rejoindre ou s'en écarter. A la fin de 1842, tout en poursuivant son travail de propagande communiste pour la Ligue des Justes désormais établie aux quatre coins de l'Europe, Weitling publiait à Vevey son grand ouvrage, Garantien der Harmonie und Freiheit, qui rassemblait les résultats de dix années de réflexion et d'organisation ouvrière allemande au contact de la réalité sociale et du socialisme français et anglais, contenant à la fois un essai d'analyse scientifique du fonctionnement de la société et des propositions pour sa transformation révolutionnaire. Le tout était sans doute encore empreint d'une forte dose de considérations moralisantes et utopiques dans la ligne de l'owenisme et plus encore du fouriérisme mais, comme l'écrivait Marx en août 1844 à Paris contre Ruge qui brocardait alors les "Allemands pauvres" - c'est-à-dire les prolétaires - en les traitant de "pauvres Allemands" - c'est-à-dire de barbares ou de demeurés -: "Was den Bildungsstand oder die Bildungsfähigkeit der deutschen Arbeiter im Allgemeinen betrifft, so erinnere ich an Weitlings geniale

Schriften, die in theoretischer Hinsicht oft selbst über Proudhon hinausgehn, so sehr sie in der Ausführung nachstehen" (Vorwärts! n° 64 du 10 août 1844, in Grandjanc Vorwärts! p. 172; in MEW 1, p. 404-405). Or, lorsque paraît le livre de Weitling en novembre 1842, le communisme est désormais à l'ordre du jour dans la jeune génération de l'école hegelienne: à Berlin le groupe des frères Bauer, Köppen, Engels, etc., en Saxe Arnold Ruge et ses Hallische Jahrbücher, à Cologne la Rheinische Zeitung avec son correspondant à Paris, Moses Heß, et son nouveau rédacteur politique, Karl Marx, abandonnant la critique de la philosophie et de la théologie pour se tourner vers celle de la politique et de la société, rencontraient le socialisme et le communisme; en même temps Lorenz Stein, hegelien de droite, rentré depuis peu de Paris publiait Der Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs. Le débat du communisme, circonscrit jusque là à la France "politique", à l'Angleterre "économique" et aux "pauvres Allemands", s'ouvrait à l'Allemagne philosophique. Dialectique, philosophie matérialiste de l'histoire et science économique allaient désormais marquer le communisme au point que, trente ans plus tard, Bakounine le qualifiera d'un terme destiné à faire fortune, celui de "marxisme" (1871).

L'attribution à Joseph Savoye, émigré à Paris depuis 1832 du document 32 A est établie ici d'après l'exemplaire de l'Allgemeine Zeitung conservé au Cotta-Archiv; le document B est du travail rédactionnel fait à Augsbourg d'après la presse française. Quant à l'article de la Junge Generation, de Weitling comme tout ce que publiait la revue à l'exclusion des correspondances, il fut repris en français dans La Fraternité de mars 1842, n° 11, p. 42, sans doute grâce à F. Wolff ou H.

32 A DER COMMUNISMUS, EIN SCHMUTZIGES CAPERNAUM, SAVOYE,
 19 NOVEMBRE 1841

[Joseph SAVOYE] Paris, 19 Nov. in Allgemeine Zeitung Augsburg,
 25 novembre 1841, n^o 329; p. 2628/ii-2629/i.

haus [= Paris, 19 Nov. Der Eindruck, den der unendlich lange Bericht
 des Grafen Bastard in der Quénisset'schen Sache in dem Publi-
 cum hervorbringt, scheint uns weit entfernt von dem, welchen
 die Regierung sich erwartet hatte; die öffentliche Meinung
 könnte ihr, nach so langem und peinlichem Bemühen, einen argen
 Streich spielen und die ganze Sache [nicht als so ernst und
 bedenklich betrachten. In der That: was ist der langen Rede
 kurzer Sinn? Ein staatsgefährliches Complot, Verschworne,
 welche Macht, Einfluß, Namen, Credit haben? Ein Plan, Waffen,
 Geld, ein Ziel und Vorbereitungen zu seiner Erreichung? Durch-
 aus nicht! Eine Handvoll Arbeiter aus den gemeinsten Gewerben,
 ohne Arbeit oder Müßiggänger aus Neigung, ohne Verbindung noch
 Anhang, das sind die Feinde des Staates, vor denen Frankreich
 erzittern soll; eine schmutzige Kneipe in der Vorstadt St. [-]
 Antoine, in welcher die Staatsreformen und der Muth der Ver-
 schwornen sich nach dem Maaße des verschluckten Getränkes
 bemessen, das ist der geheimnißvolle Berathungsort, an welchem
 die neuen Brutus ihre Umwälzungspläne ausspinnen. [...] Die
 Polizei behauptet selbst, daß sie seit langer Zeit schon die
 Zusammenkünfte bei dem Weinwirth kannte; wenn weder sie,
 noch die sorgfältige Untersuchung der Pairskammer andere Ver-
 zweigungen ²⁶⁷ und Beweise entdeckt haben, so kann man getrost
 annehmen, daß dergleichen nicht besteht. Dann

aber war es nicht der Mühe werth, sich auf Stelzen zu spreizen und
 die Gesellschaft zu ängstigen, als ob ihre letzte Stunde
 herannahete. Ein Franzose, selbst Beamter und Anhänger der
 bestehenden Regierung, sagte mit bitterer Ironie: "Die fremden
 Mächte müssen sich einen hohen Begriff von der Stärke Frank-
 reichs und der Festigkeit seines Staatsgebäudes machen, wenn
 sie sehen wie eine Handvoll Elender, ohne Muth noch Witz, die
 obersten Gewalthaber zu solchem Angstgeschrei verleiten kann!"
 Offenbar liegen hier andere Beweggründe vor. Nach den Unter-
 suchungsacten durfte Niemand erwarten, daß der Redacteur
 des Journal du Peuple , der wegen eines an ihn geschriebenen
 Briefes verhaftet ist, mit in den Anklageproceß gezogen wurde;
 gleichwohl ist es geschehen.²⁶⁹ [...] Allerdings ist Dupoty in
 diesem schmutzigen Capernaum der einzige Name, der einigermaßen
 bekannt ist und einem bis jetzt unbescholtenen Manne angehört.
 [...]

[ANONYME] Paris, 30 Nov. in Allgemeine Zeitung Augsburg,
5 décembre 1841, n^o 339, p. 2707/i-2708/ii.

Paris, 30 Nov.

[...]

Am Schlusse des Anklageberichts über das Quénisset'sche Attentat werden die verschiedenen Geheimbünde, welche sich seit 1830 aus einander erzeugt haben, der Reihe nach aufgeführt²⁷⁰. Dabei kommen denn auch Actenstücke zur Mittheilung, woraus sich die Grundsätze ergeben, nach welchen die Neophyten der Vereine zu handeln gelehrt wurden. Bis zu welchem Grade antisocialer Verirrung die Tollhäusler, welche sich den schönen Namen Humanitarier beilegen, gelangt sind, wird am deutlichsten erkannt aus nachstehenden zwei Documenten. 1) Auszug eines Schreibens an den Redacteur des Journals der Humanitarier:²⁷¹ "Vor Zeiten gab es für das Volk vier heilige Dinge: den Altar, den Thron, das Eigenthum, die Familie. Heute glaubt Niemand mehr an das Königthum; allein die Republicaner, welche nicht zugleich Egalitarier und Fraternitarier, d.h. Communisten sind, setzen an die Stelle des Throns einen andern Fetisch (Götzen) - das Vaterland. Die Communisten verschmähen gleicherweise die vier Dinge. Was das Eigenthum angeht, so bringt es schon der Name Communismus mit sich, daß nicht die Rede davon seyn kann. Die Religion betreffend, müssen die Communisten sich zum Materialismus bekennen, weil sie Rationalisten sind. Familie und Vaterland sind nur Fraternitäten am Feuerherd oder auf einem weitem oder engern Raum; sie werden darum von den Communisten abgewiesen, als die nur eine einzige Brüderschaft wollen." 2) Auszug des Protokolls einer am 20 Jul. 1841 gehaltenen Sitzung

des Comité's der Gründer des Journals der Humanitarier. "Wir haben einstimmig die nachstehenden neun Fragen als Fundamentbasis der communistischen Lehre anerkannt und angenommen: Die Wahrheit ist untheilbar, sie allein muß den Verstand des Menschen leiten; daher muß man sie im Ganzen und überall auf eine geziemende Weise proclamiren. Der Materialismus muß proclamirt werden, weil er das unveränderliche Naturgesetz ist, auf welchem alles beruht und das man nicht verletzen kann, ohne in Irrthum zu fallen. Die individuelle Familie muß abgeschafft werden, weil sie die Zerstückelung der Zuneigungen einführt, die Harmonie der Brüderschaft, die allein die Menschen vereinigen muß, zerreißt, und die Ursache aller Uebel wird, welche sie verderben können. Die Ehe muß abgeschafft werden, weil sie ein ungerechtes Gesetz ist, welches das, was die Natur frei gemacht hat, versklavt und das Fleisch als individuelles Eigenthum constituirt, dadurch aber die Gemeinschaft und das Glück unmöglich macht, indem erwiesen ist, daß die Gemeinschaft keine Art von Eigenthum zuläßt. Die schönen Künste können nur als Erholung angenommen werden, indem sie außerhalb der Natur und den Bedürfnissen des Menschen liegen. Der Luxus muß aus dem nämlichen Grunde verschwinden, da er nicht in der Natur und den Bedürfnissen des Menschen liegt. Die Städte müssen zerstört werden, weil sie ein Mittelpunkt der Herrschaft und des Verderbnisses sind. Jede Gemeinschaft wird eine Besonderheit des Staats seyn müssen. Die beständigen Reisen müssen, indem sie in Verbindung mit dem Organismus und der Thätigkeit des Menschen stehen, alle möglichen Entwicklungen erhalten. Nachdem wir diese neuen Fragen kurz zusammengefaßt haben, sind wir zur Erörterung geschritten, und haben einstimmig angenommen: daß der Mensch weder einen Begriff, noch einen Geschmack, noch eine Neigung, noch eine Fähigkeit hat, die ihm eingeboren wären, weil man sonst annehmen müßte, daß es zwei verschiedene Menschennaturen gebe []"

[Wilhelm WEITLING] Die Kommunisten und der Pariser Korres-
pondent der Allgemeinen Augsburger Zeitung in Die junge
Generation Berne, janvier 1842, n^o 1, p. 1-12.

"Die Kommunisten sind Leute, welche keine Genie, keine Auszeichnung mehr gelten lassen wollen. Wird ein großer Dichter geboren, so schlitzt ihm den Bauch auf, sagen sie; zeigt sich ein Maler mit dem Genie Raphaels, schlägt ihm den Schädel ein, u.s.w."²⁷³ So ungefähr läßt sich der Pariser Korrespondent der Allgemeinen vernehmen.²⁷⁴ Derselbe wundert sich, wie dergleichen S c h u f t e r e i e n — die sind seine eigenen Worte — so viel Aufsehen in Frankreich machen können, und meint, man solle dagegen ernstlich zu Felde ziehen um sie auszurotten.

Ah hah! Da zeigen sie sich ja auf einmal in ihrer ganzen Blöße. — Eine neue Christenverfolgung predigen sie. [...]

Statt den französischen Kommunisten ihres Irrthums in französischen Blättern zu überführen, zieht der Korrespondent in deutschen Blättern wüthend gegen sie los, damit sie keine Gelegenheit haben sich zu vertheidigen.

So wollen wir denn der Welt ein Beispiel der Einheit geben, und obwohl wir in Bezug auf die Verwirklichung unsers Prinzips und der darnach einzurichtenden Konstitution der Gesellschaft eine eigene Ansicht haben, dennoch die Vertheidigung der angegriffenen Kommunistenparthei²⁷⁵ übernehmen; weil ihr Zweck wie der unsere ein und derselbe, nemlich das Glück Aller, ist. [...]

Die französischen Arbeiter fangen auch an zu denken und zu schreiben, und das ist eine große, eine freudige Erschei-

nung der Zeit. Dieser Umstand allein muß ihnen die Sympathie aller Arbeiter der Erde zuwenden, die daran erkennen müssen, daß der Arbeiterstand anfängt sich auf seine eigenen Füße zu stellen, und entschlossen ist sich nicht mehr zum Spielballen und Fußschämel der andern Stände gebrauchen zu lassen.

Der Pariser Korrespondent der Allgemeinen sagt in seinem [REDACTED] Kreuzzuge gegen eine französische Kommunistenparthei, daß dieselbe den Herrgott, die Familie, die Ehe, die Aufopferung oder Hingebung, und das Vaterland, abschaffen wolle.²⁷⁶

Was Niemand gemacht hat kann Niemand abschaffen, aber wenn sie sich oder wenn ihnen Andre einen Herrgott gemacht haben, so können sie sich auch einen abschaffen; denn es heißt: du sollst dir kein geschnitztes Bild machen dasselbe anzubeten. Frage der Korrespondent nun in Paris selber nach wie es darum steht, wir wissen es nicht. Nun zur Familie. [...]. Eine natürliche Grenze der Familien von Familien giebt es nicht. Es giebt nur eine große Familie, die Menschheit, alle andern so genannten sind durch die Trennung der Menschen von den Menschen, und durch die Erfindung des Erbschaftsgesetzes entstanden, und darum darf man sich nicht wundern, wenn es Leute giebt, welche die Legitimität solcher privilegierten Vereinigungen, eigenen Interesses zum Vortheil der Allgemeinheit] gänzlich läugnen, eben weil sie die Genüsse derselben entbehren müssen. [...]

Sprechen wir uns jetzt über die Ehe aus.

Die Kommunisten, sagt man, wollen die Ehe abschaffen. Hören wir hierüber zu ihrer Vertheidigung Cabet sicher Exdeputirter, Verfasser des kommunistischen Werkes: Le_voyage_en_Icarie, Redakteur des Populaire, und Herausgeber mehrerer anderer kommunistischen Schriften. Er sagt:

"Was die Verhältnisse zwischen Mann und Frau betrifft, so glaube ich daß die Ehe diejenige Einrichtung ist, welche der menschlichen Würde am meisten entspricht, und welche am geeignetsten ist, das Glück der Einzelnen, und die Ordnung in der G e m e i n s c h a f t sicher zu stellen. [...]

So spricht Cabet der Kommunist. Darf man sich aber wundern, wenn es in Paris Leute giebt, welche die Frage hitziger behandeln? Welche in ihrem Haß gegen die alten ungerechten Institutionen auf den guten Kern nicht achten, welchen die faulen Früchte derselben umgiebt? [...]

Und nun über die [†]Läugnung des Vaterlandes, welche man den Kommunisten vorwirft. Auch hier ist wieder die Unkenntniß des Prinzips der Gemeinschaft die Ursache des Irrthums. In dieser Frage machen nun wieder die Sänger des : "Sie sollen ihn nicht haben" ^{††} die Jagdtreiber der Fürsten, die blinden Wortführer des Völkerhasses im Schaafspelze der Vaterlandsliebe gemeinschaftliche Sache mit der französischen Eroberungspartei, weil, wenn einmal das Vaterland weggeläugnet wäre, die Beckerschen und die Müssetschen keine Gelegenheit mehr hätten sich einander die Pelze zu waschen, was ihnen doch gar zu behaglich ist. [...]

[sic]

Halte man uns nun für Kommunisten, Babouvisten, Antichristen, Fourieristen, kurz für was man wolle, das gilt uns gleich. Man möchte uns mit Teufels Gewalt gerne in diese Sekten hinein zwängen; man möchte, daß wir, nach Art der Sektierer, uns unter einander zu rupfen und streiten anfangen. Das werden w i r wohl schön bleiben lassen. Nur d i e wollen wir bekämpfen, die uns zurückzuhalten suchen, und lieber den Fehlern derer die uns überflügeln durch die Finger sehen.

[...]

Dans l'introduction à sa bibliographie monumentale du Manifest der kommunistischen Partei Bert Andréas note: "De la première phrase du Manifeste, Ein Gespenst geht um in Europa - das Gespenst des Kommunismus, il a été affirmé que Marx l'avait emprunté au livre de Lorenz Stein sur le communisme en France; pourtant l'image était assez répandue à l'époque" (Le Manifeste communiste de Marx et Engels p. 3). Constatation exacte et fort prudente à la fois si on considère qu'à partir de juillet 1840 du moment où les communistes se produisent publiquement à Paris et où apparaît le terme de "communisme", les hommes et la chose sont utilisés par leurs adversaires pour "effrayer la population" (Le National, cf. document 33 A) et que dès octobre Lamennais, dans une charge contre le gouvernement et la presse conservatrice, rassemble un peu au hasard une douzaine de qualificatifs du communisme, la plupart fondé sur les images plus ou moins explicites de l'hydre, du monstre ou du fantôme (document 33 B). C'est encore l'image de l'hydre qui sous-tend l'éditorial du Journal des Débats du 10 novembre 1841 à propos des procès de Quénisset et des Humanitaires qui s'ouvrent simultanément (C), éditorial qui provoque la réplique cinglante et circonstanciée d'un journaliste de l'opposition libérale dans Le Commerce du lendemain (D). Ce dernier, reprochant au gouvernement Guizot de ne se maintenir au pouvoir qu'à force de jouer la peur des possédants et des rentiers, et

d'agiter désormais la menace du communisme après avoir brandi celle de la république, de l'émeute, de la réforme électorale, du complot, etc., résume au passage cette politique en une formule parmi d'autres; "dans ce système de peur, un fantôme chasse l'autre." Formule satirique à laquelle il n'attachait sans doute pas de valeur particulière dans un article de deux grandes colonnes riche d'autres images. Formule qui allait cependant devenir du jour au lendemain un des clichés du vocabulaire politique allemand, dans la mesure peut-être où le communisme était plus fantômatique - c'est-à-dire plus loin de la réalité socio-politique quotidienne - en Allemagne qu'en France à cette date. Qu'on en juge: immédiatement traduite en allemand par la rédaction de l'Allgemeine Zeitung (E), la métaphore est prise à parti par Weitling dès la fin novembre 1841 dans Der Hülferruf der deutschen Jugend (F); on la rencontre, avec diverses variations dues tant à l'auteur qu'au rédacteur de l'Allgemeine Zeitung, dans des articles de Heine sur la situation française de décembre 1841 et juin 1842 (G et H); on la retrouve, formulée sans le moindre humour, en septembre 1842 chez Lorenz Stein (I), qui, comme pour tant d'autres pages de son livre, la retranscrit sans doute de la presse française ou des correspondances parisiennes de la presse allemande. August Becker en fait, de Suisse, le procès dans Der Vorläufer en juin 1843 (J); Carl Ludwig Bernays caricature la formule en février 1844 dans les Deutsch-französische Jahrbücher (K) qui paraissent à Paris sous la responsabilité de Marx et de Ruge, tandis que Jacob Venedey la reprend à son compte quelques mois plus tard dans une tirade contre le communisme,

écrite de Manchester (L). On rencontre de fantomatiques commu-
 nistes allemands errant à travers les Etats-Unis dans les Flie-
gende Blätter de Johann Hinrich Wichern en décembre 1845 (M);
 Varnhagen von Ense raille la peur du Fantôme Communisme à Ber-
 lin en mars 1846 (N); Eduard Dürre, correspondant à Lyon de
 l'Allgemeine Zeitung, se livre en juin de la même année dans
 les colonnes du journal à des variations sur un thème désormais
 connu en y introduisant la "Tarnkappe", le manteau qui rend
 invisible (O); toujours en 1846 les ouvrages scientifiques se
 mettent de la partie et on assiste au spectacle de fantômes et
 d'apparitions épouvantables dans le Brockhaus (P), dans le
Staats-Lexikon de Rotteck et Welcker, sous la plume de Wilhelm
 Schulz (Q), et dans l'Allgemeines Deutsches Volks-Conversations
-Lexikon (R). Spectres et revenants sont dès lors devenus en
 Allemagne les épithètes obligées de tout discours sur le commu-
 nisme. Et de l'automne 1847 à janvier 1848, précédant de peu ou
 accompagnant la rédaction par Marx de l'avant-propos du Mani-
fest (V), des socialistes et des communistes qui étaient en
 relation avec lui, comme Emil Otto Weller (S), Hermann Ewer-
 beck (T), Adalbert von Bornstedt (U), font le procès de ce dis-
 cours obligé, essayant eux aussi de détruire la légende tissée
 autour de ce fantôme et de la remplacer par l'exposé du pro-
 gramme des communistes. La brochure de 23 pages de Marx et En-
 gels, parue approximativement entre le 29 février et le 2 mars
 1848 à Londres (cf. Andréas Marx' Verhaftung p. 12-13, documen-
 VI et note 27), qui, avant même de devenir un texte de diffu-
 sion officielle de l'Union Soviétique, ce qui modifie radicale

ment la signification de la diffusion, avait fait, de 1848 à 1918, le tour du monde en trente langues différentes et en plus de 600 éditions et traductions (cf. Andréas Le Manifeste et Supplement), peut être tenue pour fournir dans ses grandes lignes le programme du communisme moderne en opposition au fantôme germanique qui circule dans les années quarante du siècle dernier. Je dis bien fantôme germanique, quoique né en France, car on chercherait en vain une pareille régularité (ou monotonie répétitive) en français et en anglais à cette époque. Le fantôme du communisme n'est alors en français qu'une image parmi d'autres, à peine un cliché; à preuve l'énumération, non limitative, de Lamennais dès octobre 1840 (document 33 B). Qui plus est, cette image n'est chargée d'aucune affectivité, d'aucun poids politique, bien au contraire: le "fantôme" renvoie la personne ou la chose ainsi qualifiée tout simplement au néant. Il suffit pour s'en convaincre de prendre quelques exemples au hasard. Ainsi J.-J. Pillot écrit en mai 1840 de la royauté: "Elle n'est [...] qu'un épouvantail inventé pour intimider le peuple; qu'un vain fantôme derrière lequel les exploiters du genre humain dévorent tranquillement le fruit de ses sueurs" (Ni châteaux ni chaumières p. 13). Marx lui-même, dans sa polémique avec Proudhon de l'hiver 1846 et du printemps 1847, utilise en français la métaphore du fantôme pour qualifier l'inexistence théorique de l'analyse économique de Proudhon: "vous pouvez conclure quelle sagacité M. Proudhon développe, en conjurant le fantôme de la concurrence [...] comme antithèse des machines!" (lettre à Annenkov du 28 décembre 1846, in Marx Das Elend p. 5), ou encore: "votre Prométhée n'est plus qu'un fan-

tôme sans bras ni jambes" (Marx Misère 1847, p. 88). En anglais, en raison sans doute d'une tradition socialiste communautaire déjà longue à cette date et malgré - ou à cause - d'innombrables histoires de fantômes Outre-Manche, la première traductrice du Manifeste, Helen MacFarlane, ressent le besoin de faire précéder en 1850 le fantôme du communisme d'un feu-follet surajouté (W), et elle finit par abandonner le fantôme pour un épouvantail! Après évolution de l'image en allemand du "spectre" au "spectre rouge" ("das rote Gespenst") consécutive à la Révolution de 1848 et plus encore à la fondation de l'Internationale en 1864, image dont Marx et Engels font également la critique politique (X), la formule initiale du "fantôme du communisme" réintègre sa langue d'origine avec la traduction française de la brochure en 1885 par Laura Lafargue (Y), sous forme d'un "spectre du communisme" il est vrai.

Il aurait été facile d'accumuler bien d'autres exemples relevés dans la presse locale allemande des années quarante, purement répétitifs d'ailleurs, ou dans la poésie politique de Heine, Freiligrath, Weerth ou Weitling, mais ceux qui sont proposés ici, venus de tous les horizons politiques et géographiques, illustrent suffisamment la diffusion généralisée de la formule dès cette période et prouvent assez, entre autre, que si Marx ne l'a pas inventée - loin de là, puisqu'il la qualifie de conte répandu par les adversaires du communisme - il n'avait pas besoin non plus d'aller la chercher fin 1847 ou début 1848 dans le livre de Stein et de la lire à contre sens comme on le lui a imputé (par exemple A. Winkler Die Entstehung

p. 125-126). Plus instructive que pareille accumulation m'a parue une brève analyse du cheminement qui fait passer le fantôme, cet accessoire obligé du romantisme fantastique (avec la sorcière, le linceul, la tombe, l'évocation des morts, la chevauchée fantastique, etc.), du théâtre et de la poésie morbides du début du siècle à la scène politique, et plus particulièrement à la scène politique allemande. Pour le dire brièvement, les principaux artisans de ce déplacement de sens et d'emploi sont sans doute Heinrich Heine et Ludwig Börne, à la fois poètes et écrivains politiques. Le premier avec son recueil du Buch der Lieder (qu'on songe aux ballades Die Grenadiere ou Belsazar) puis avec ses écrits en prose en français et en allemand. Il suffit de rappeler son introduction aux Französische Zustände de 1832 où il adresse cet avertissement aux princes allemands: "Nur vor eins möchte ich Euch warnen, nemlich vor dem Moniteur von 1793. Das ist ein Höllenzwang, den ihr nicht an die Kette legen könnt, und es sind Beschwörungsworte darin, die viel mächtiger sind als Gold und Flinten, Worte womit man die Todten aus den Gräbern ruft und die Lebenden in den Todt schickt" (p. XXIII). Börne de son côté s'emploie à la même transposition dans ses Briefe aus Paris ou dans Der Geächtete. Cette revue, qui fait le lien entre intellectuels et artisans allemands à Paris, est d'ailleurs de juillet 1834 à janvier 1836 un lieu privilégié de ce glissement de sens. A propos de la parution des Paroles d'un Croyant de Lamennais, Börne écrit par exemple: "Und das kalte, bleiche todte Wissen der Schriftgelehrten, wird sich aus seinem Buch-

sarge erheben, und von der Liebe angehaucht zu Fleisch und Blut werden, und lebend unter den Lebendigen umherwandeln, und nicht länger als ein Gespenst die Unwissenheit und den Aberglauben erschrecken" (Rettung in Der Geächtete I, n° 1, Paris juillet 1834, p. 20). Quelques mois plus tard c'est au tour de Heine, dans un texte qui va soulever une vive polémique au sein de la Ligue des Bannis; parlant de la philosophie allemande, en particulier des théories de Fichte, Kant, Schelling et Hegel, il écrit: "Durch diese Doktrinen haben sich revolutionäre Kräfte entwickelt, die nur des Tages harren, wo sie hervorbrechen und die Welt mit Entsetzen und Bewunderung erfüllen werden" (Die zukünftige Revolution Deutschlands in Der Geächtete I, n° 6, Paris janvier 1835, p. 264). Ce à quoi l'artisan Wolfgang Strähl réplique dans ses Briefe aus Paris: "ich halte die deutschen Republikaner nicht für solche Gespenster, die bange haben, die Revolution werde zu sanft und zu milde ausfallen, und daß nicht genug eingestürzt und niedrigerissen werde" (in Grandjonc/Werner, p. 63). Theodor Schuster, responsable de la formation à la Ligue des Bannis, se laisse à son tour enflammer par le lyrisme fantastique, qu'il contamine d'ailleurs de considérations médicales (il terminait alors ses études de médecine à Paris); il déclare de l'égalité réelle, thème révolutionnaire babouviste et néo-babouviste s'il en fut: "Diese Frage ist es, welche in dem jetzigen Augenblicke den Urstoff bildet zu allen politischen Bewegungen und Parteikämpfen Amerikas und Europas [....] und sie steht als Gespenst im Hintergrunde selbst der schlafversunkensten Staaten, deren

Träume sie lenkt, und deren Herzschlag sie fieberhaft bewegt" (Gedanken eines Republikaners in Der Geächtete II, n^o 3, Paris juillet 1835, p. 122; in Ruckhäberle, p. 176). Un correspondant anonyme de la revue enfin, qui écrit de Bamberg en Bavière, fournit la formule du spectre de la révolution qui deviendra quelques années plus tard le spectre du communisme. "Unsere Regierung sieht das Gespenst der Revolution in jedem reisenden Handwerker. Das böse Gewissen fordert sein Recht" (Briefwechsel des Geächteten Bamberg, den 23. Juni, in Der Geächtete II, n^o 4, Paris, août 1835, p. 184).

Le fantôme, cet accessoire à faire peur au théâtre ou à faire frissonner au coin du feu est devenu, par le biais de l'amplification rhétorique dans des textes lyrico-politiques, un moyen de satire, assorti ou non de la distanciation ironique propre au romantisme (ironie romantique qui manque totalement par exemple dans les textes cités de Börne et de Strahl); coupé de sa référence littéraire, il devient une image satirique destinée à caractériser la méthode de gouvernement qui consiste à faire trembler les privilégiés et ceux qu'on persuade qu'ils le sont; la dernière étape est atteinte lorsque la formule, de satirique qu'elle était à l'origine, est retournée en défense du statu quo par des publicistes soit à la solde de gouvernements en place, comme Lorenz Stein, "confident" prussien à Paris, ou seulement hostiles au socialisme et au communisme par convictions personnelles comme Jacob Venedey ou Wilhelm Schulz, qui vivaient tous deux en exil. Que le fantôme de la révolution, du communisme, puis des deux confondus se soit

) pareillement développé dès le Vormärz dans la langue allemande
) plutôt qu'en français ou en anglais peut s'expliquer par des
) raisons à la fois culturelles et politiques. Jamais en France,
) malgré les Charles Nodier, Aloysius Bertrand ou Victor Hugo,
) la vogue du romantisme fantastique n'avait connu les sommets
) atteints en Allemagne; et on disposait dans la lutte politique
) par la presse et les pamphlets d'un vocabulaire classique et
) révolutionnaire à la fois beaucoup plus étendu et plus diver-
) sifié qu'en Allemagne. En Grande-Bretagne, terre de la révolu-
) tion industrielle et de l'économie politique, où le premier
) mouvement ouvrier mondial, le Chartisme, comptait vers 1845
) un million d'adhérents, il ne serait venu à l'idée de personne
) de mêler la langue du divertissement et celle de la science
) et des luttes politiques. Tout au contraire en Allemagne: d'une
) part les débats politiques, étouffés du fait de la censure là
) où ils auraient dû s'exprimer, se réfugient dans la poésie et
) le roman; c'est la constatation scandalisée que fait en 1835
) Jarcke, le conseiller littéraire de Metternich, qui propose
) en conséquence l'interdiction de la production de la Jeune
) Allemagne, Heine, Laube, Gutzkow, etc. D'autre part, étant
) donné les structures politiques et le retard économique du
) pays qui font que le premier mouvement ouvrier allemand naît
) à l'étranger, en Europe occidentale, il était tentant chez
) les forces conservatrices de faire passer ce mouvement et son
) expression écrite, dont la diffusion était interdite à l'inté-
) rieur des frontières de la Confédération, pour une menace
) venue de l'étranger, étrange, insistante et fatale à la façon

) qu'on veut bien prêter aux spectres. Le "fantôme" rejoint là
) la "conspiration de l'étranger", [REDACTED] analysée par
) J. Rogalla von Bieberstein dans son livre Die These von der
) Verschwörung. Philosophen, Freimaurer, Juden, Liberale und
) Sozialisten als Verschwörer gegen die Sozialordnung Berne/
) Francfort 1976. Cela ne signifie pas que la peur du communisme
) n'ait pas été utilisée comme moyen de gouvernement en France
) ou en Angleterre, à preuve le lieu et la date de naissance du
) fantôme du communisme, à preuve la législation antichartiste
) votée en février-mars 1848 par le Parlement britannique, à
) preuve l'ambassadeur du tsar à Paris, Kiselev, écrivant à son
) gouvernement le 25 février 1848: "A cet instant, tout le monde
) n'a qu'une crainte, c'est que le communisme ne soit plus fort
) que la République" (cité d'après Andréas Marx' Verhaftung,
) p. 93).

33 A LE NATIONAL, PARIS, JUILLET 1840

ANONYME Paris, 3 juillet in Le National Paris, samedi 4 juillet 1840, p. 1/i-ii.

[...] le Courrier et le Temps cherchent aujourd'hui à grossir des dissentiments, et à effrayer la population en rendant compte du dernier banquet qui a eu lieu à Belleville²⁷⁸.

[...] Les communistes dont vous parlez [,] quels sont-ils et combien sont-ils? Doublez, décuplez leur valeur et leur nombre, et laissez-les paisiblement débattre leurs formules.²⁷⁹ [...]

33 B LAMENNAIS, PARIS, OCTOBRE 1840

F[élicité de] LAMENNAIS Le Pays et le Gouvernement. Préface [à la seconde édition]²⁸⁰ in Le National Paris, 20 octobre 1840, p. 1/ii-iii; reproduite in Procès de M. F. Lamennais Paris 1841, p. 6-8 ; extrait, p. 6.

Ce petit écrit a été attaqué de plusieurs côtés avec beaucoup de violence, et cela n'a point surpris l'auteur, il s'y attendait.

Certainement, il ne pouvait espérer l'approbation des différents partis antidémocratiques, des hommes de tous les passés de ceux qui, de quelque manière que ce soit, repoussent le principe de la souveraineté du peuple [...].

Il ne pouvait enfin éviter davantage la colère de la gauche ralliée, à laquelle il a pris la liberté grande d'adresser, au reste avec la presse tout entière, les reproches qu'il persiste à croire mérités.

Que ses adversaires taxent son langage d'exagération, de rudesse, d'âpreté sauvage, rien ne lui semble plus naturel; il n'écrivait pas pour leur plaire, et il y a des temps où, quand l'indignation ne serait pas un sentiment qu'il est impossible à l'honnête homme de maîtriser, elle serait encore pour lui un devoir.

D'ailleurs, il n'avait malheureusement pas sous les yeux les exemples de calme, de gravité, de décence, d'aménité et de politesse qu'on lui a fournis depuis. Averti plus tôt, il aurait senti mille convenances délicates qui lui ont échappé, il l'avoue; sa phrase adoucie se fût ornée d'une foule de tournures spirituelles, gracieuses, d'épithètes choisies, qui eussent fait un honneur infini à sa modération; il eût parlé d'épée et de torche, de sanglantes leçons, de paroles incendiaires, d'anarchie, de fanatisme, de communisme et de babouvisme, de rêves insensés, d'extravagance, de lime et de serpent qui mord en vain, de monstrueux écarts, de monomanie hypocondriaque, etc., etc., à quoi il aurait ajouté le défaut d'originalité et d'éclat, ce qui eût singulièrement embarrassé le 7 août et ses défenseurs officiels et officieux.²⁸¹

[...]

33 C JOURNAL DES DEBATS, PARIS, NOVEMBRE 1841

ANONYME Paris, 9 novembre in Journal des Débats Paris mercredi 10 novembre 1841, p. 1/1-11.

[...] il ne s'agit pas aujourd'hui de savoir si le roi règne ou gouverne, et si la Constitution doit être interprétée dans

tel ou tel sens, ou dans un autre, il s'agit de savoir s'il y aura un ordre social, un gouvernement, une Constitution. La révolution qui menace la France n'en est plus à s'appeler la démocratie, la république ou de tout autre nom politique; elle s'appelle purement et simplement l'expropriation [...].

[...] le communisme marchera tête levée à l'expropriation²⁸², et, quand son oeuvre sera consommée, la société minée et ébahie se demandera comment elle a pu être vaincue [...] sans s'en apercevoir.

[...]

33 D LE COMMERCE, PARIS, NOVEMBRE 1841

ANONYME Paris 10 novembre in Le Commerce. Journal politique et littéraire Paris, jeudi 11 novembre 1841, n° 315, p. 1/i-ii

Tout est perdu! La société est en péril! Les bases de l'ordre social sont minées et vont s'abîmer dans une convulsion générale! La propriété, la famille, la civilisation touchent à leurs derniers instans! Les cinq millions de propriétaires qui possèdent le sol sont sous la menace imminente d'une universelle expropriation! [...] La brèche est ouverte de toutes parts! Le communisme enfin, il faut bien prononcer son nom terrible, le communisme marche, tête levée, vers la conquête du gouvernement et de la propriété nationale! [...]

Qui dit cela? qui trace cet épouvantable tableau de la situation actuelle? quel est le pessimiste hostile, l'ennemi ardent de nos institutions qui rédige cet acte d'accusation

contre le système des dix ans dont voilà les résultats? On aura peine à le croire: c'est le Journal des Débats. Cette politique devant laquelle il s'agenouille tous les matins, voilà comment elle a dirigé les esprits et les affaires! [...]

Si cette situation était réelle, le Journal des Débats, dans sa prudence connue, l'imprimerait-il avec tant d'appareil et de retentissement? Quel secours pour les factions! Quelle excitation et quel avis pour les ennemis de la société! Soyons tranquilles. Si le mal était si grand, le journal ministériel ne le crierait pas si haut: et s'il cherche à l'augmenter, c'est qu'il le juge trop petit. Le communisme lève la tête; son tour est arrivé; dans ce système de peur, un fantôme pousse l'autre. Qu'est-ce donc que ce communisme? Rien de nouveau: ce sont des esprits, les uns ardents, rêveurs, les autres malades; assez peu d'accord sur leurs idées qui demandent, selon leur catégorie, l'un, la communauté des biens, l'autre la promiscuité des femmes, l'abolition des capitales et celle de la famille. Nous connaissons tout cela. Le communisme, en 1831, s'appelait le saint-simonisme, dont on nous a cruellement épouvantés à la tribune et dans la presse officielle. [...]

33 E ALLGEMEINE ZEITUNG, AUGSBOURG, NOVEMBRE 1841

ANONYME Frankreich. Paris, 13 Nov. in Allgemeine Zeitung²⁸⁴
Augsbourg, 18 novembre 1841, n° 322, p. 2571/ii-2572/i.

[...]

Die Oppositionsblätter erklären sich über den vorgestern mitgetheilten Artikel des Journal des Débats [...] in sehr bitterem Tone. Das Commerce sagt darüber: "Wäre das Uebel so groß, so würde das ministerielle Journal nicht so laut schreien; und wenn es das Uebel zu vergrößern sucht, so liegt der Grund darin, daß das Débats es für zu klein hält. Der Communism²⁸⁵ erhebt das Haupt; die Reihe ist an ihm; in diesem System der Furcht verdrängt ein Gespenst das andere. Was ist denn der Communism? Nichts Neues [...].

33 F WILHELM WEITLING, GENÈVE, NOVEMBRE 1841

[WEITLING] Die Kommunion und die Kommunisten in Der Hilferuf der deutschen Jugend Genève, novembre 1841, p. 34.²⁸⁶

[...] so finden wir uns veranlaßt hierüber eine Erklärung zu geben, die uns Gelegenheit geben wird, den schwarzen Teufel, den unsere deutschen Zeitungsschreiber uns unter dem Namen Kommunist hinmalten, genauer bei Lichte zu betrachten, damit der deutsche Handwerker sehe, was von diesem Fantome zu halten ist. [...]

33 G

HEINE, PARIS, IN ALLGEMEINE ZEITUNG, AUGSBOURG, DECEMBRE 1841

[On se reportera au document 31]²⁸⁷

33 H

HEINE, PARIS, IN ALLGEMEINE ZEITUNG, AUGSBOURG, JUIN 1842

[Heinrich HEINE] Paris, 20. Juni. Frankreich. Die Wahlen²⁸⁷ in Allgemeine Zeitung 27 juin 1842, n^o 178; in ELSTER, VI, p. 313-315 (le présent extrait p. 315).²⁸⁹

[...] Communismus ist der geheime Name des furchtbaren Antagonisten²⁹⁰, der die Proletarierherrschaft in allen ihren Konsequenzen dem heutigen Bourgeoisie-Regimente entgegensetzt. Es wird ein furchtbarer²⁹¹ Zweikampf sein. Wie möchte²⁹² er enden? Das wissen die Götter und Göttinnen, denen die Zukunft bekannt ist²⁹³. Nur so viel wissen wir: der Communismus, obgleich er jetzt wenig besprochen wird und in verborgenen Dachstuben auf seinem elenden Strohlager hinlungert, so ist er doch der düstre²⁹⁴ Held, dem eine große wenn auch nur vorübergehende²⁹⁵ Rolle beschieden in der modernen Tragödie, und der nur des Stichworts harrt, um auf die Bühne zu treten. Wir dürfen daher diesen Acteur nie aus den Augen verlieren und wir wollen zuweilen von den geheimen Proben berichten, worin er sich zu seinem Debüt vorbereitet. Solche Hindeutungen sind vielleicht wichtiger als alle Mittheilungen über Wahlumtriebe, Parteihader und Cabinetsintriguen.

33 I LORENZ STEIN, LEIPZIG, SEPTEMBRE 1842

L. STEIN Der Socialismus und Communismus des heutigen Frankreichs Leipzig [septembre] 1842, p. 4.²⁹⁶

[...] neben beiden [dem Saint-Simonismus und Fourierismus] steht der Communismus, ein finstres drohendes Gespenst, an dessen Wirklichkeit Niemand glauben will, und dessen Dasein doch Jeder anerkennt und fürchtet. [...]

33 J AUGUST BECKER, SCHAFFHOUSE, JUIN 1843

EIN KOMMUNIST ²⁹⁷ Der Kommunismus in Der Vorläufer Schaffhouse, 27 juin 1843, N° 51, p. 406.

Der Kommunismus - dies ist das moderne Schreckgespenst ~~unserer~~ unserer Tage, der Knecht Ruprecht, mit dem Aristokraten, Pfaffen, überhaupt die Vorrechtler das sich hebende Selbstbewußtsein des Volkes zu unterdrücken trachten, indem sie ihm den Kommunismus als den leibhaftigen "Gott sei bei uns" darstellen. [...]

33 K CARL LUDWIG BERNAYS, PARIS, FEVRIER 1844

Ferdinand Coelestin [sic] BERNAYS Deutsche Zeitungsschau. Apropyphische Zeitung in Deutsch-französische Jahrbücher Paris [29 février] 1844, p. 235-236²⁹⁸.

Die Trier'sche Zeitung beweist am 26. Januar durch einen klugen jungen Berliner, dass der Communismus ursprünglich

deutsch ist."Magister M [...] ²⁹⁹ zerstörte gestern in seiner Vorlesung den Fieberwahn deutscher Schwäche, der in dem Communismus ein ausländisches Gespenst erblickt hatte, er zeigte an vielen Thatsachen, dass der Communismus und Socialismus ein gesundes Kind des deutschen Geistes sei, nicht etwa so eine willkürliche französische Erfindung." Berlin ist doch die klügste Stadt der Welt.

33 L JACOB VENEDEY, MANCHESTER, MAI 1844

Jacob VENEDEY England. Dritter Theil Leipzig 1845, ³⁰⁰ p. 462.

Den 8. Mai [1844] ³⁰¹

Der Leader der Socialisten in Manchester ist Hr. John Watts. Hr. E[ngels] machte mich mit ihm bekannt und wir verplauderten diesen Abend zusammen. Der deutsche Atheismus und Communismus ist der radicalste von allen. Hr. E[ngels] hatte Hr. Watts mit Feuerbach, Bauer und Weitling bekannt gemacht und Hr. Watts hatte solchen Respect vor dem durchgreifenden Charakter der socialen Wissenschaft dieser Leute, daß er sagte: er beuge das Knie vor dem deutschen Geiste! [...] Ich fürchte mich nicht sehr vor Gespenstern, und auch nicht vor Spitzbuben, - aber vor nutzlosem Disputiren habe ich ein Grausen. [...] So kam es denn in unserer Abendunterhaltung nur zu einem allgemeinen Gespräche [...].

33 M JOHANN HINRICH WICHERN, HAMBOURG, DÉCEMBRE 1845

[J.H. WICHERN]³⁰³ Neu-Germanien in Wisconsin, d.h. Deutsche grundsätzlich ohne Prediger, Kirche, Gottesdienst, in Fliegende Blätter aus dem Rauhen Hause IIe série, n° 11, Hambourg début décembre 1845, p. 162-163.

[...] auf diesem Gebiet [d.h. in Paris] sind und werden fort und fort jene heidnischen, in America frei wandelnden Gespenster geboren. [...] Als Zweck [der Auswanderung] nemmt der ausgegebene Prospectus: die Gründung einer arbeitenden Colonie im Sinne des Communismus. [...]

33 N KARL AUGUST VARNHAGEN VON ENSE, BERLIN, MARS 1846

K.A. VARNHAGEN von ENSE Tagebücher vol. 3, Berlin 1862, p. 316.

Mittwoch, den 11. März 1846.

[...] In den obern Kreisen hier [d.h. in Berlin] fürchtet man entsetzlich das Gespenst Kommunismus.³⁰⁴

33 O EDUARD DÜRRE, LYON / ALLGEMEINE ZEITUNG, AUGSBOURG, JUIN 1846

[Eduard DÜRRE] Lyon 8 Juni in Allgemeine Zeitung Augsburg, 24 juin 1846, n° 175, p. 1396/ii.³⁰⁵

[...] Ich muß glauben daß man überhaupt unter die Tarnkappe des Communismus in Deutschland die widerstreitendsten socialistischen Ideen verbirgt. [...] die communistischen Orgien gewisser Zugvögel machen aus dem, was in den socialistischen Bestrebungen redlich gemeint ist, eine schreckliche Caricatur. [...]

33 P BROCKHAUS, CONVERSATIONS-LEXIKON, LEIPZIG, 1846

ANONYME Owen in Allgemeine deutsche Real-Encyclopädie für die gebildeten Stände. Conversations-Lexikon 9e édition, Leipzig 1846, vol. 10, p. 618.

[...] Trotz dieser Ohnmacht der Theorie, die einzig dem kindlich guten Gemüthe O[wen]s entsprang, und der Aufstellung des starrsten C o m m u n i s m u s, der freilich damals noch nicht als Schreckbild galt, erweckte der Reformator große Theilnahme. [...]

33 Q STAATS-LEXIKON, ALTONA / WILHELM SCHULZ, ZÜRICH, 1846

Wilhelm SCHULZ Communismus in Das Staats-Lexikon. Encyclopädie der sämtlichen Staatswissenschaften für alle Stände [...] hg. von Carl von ROTTECK und Carl WELCKER, 2e édition³⁰⁶, Altona 1846, vol. 3, p. 290 et 294.

Seit wenigen Jahren ist in Deutschland vom Communismus die Rede und schon ist er zum drohenden Gespenst geworden, vor dem die Einen sich fürchten, womit die Andern Furcht einzujagen suchen. Der Spuk schwindet, sobald man ihm zu Leibe geht. [...]

Uebrigens soll man sich hüten, alle vom Stachel augenblicklicher Noth oder vom Hasse der Unbemittelten gegen die Bemittelten Excesse [...] leichthin als c o ^m u n i s t i s c h zu bezeichnen. Dies geschieht allzu häufig von einer officiellen und halbofficiellen Presse, die den Communismus als Popanz im Interesse der Reaction zu benutzen weiß.³⁰⁷ [...]

Jeder neue sociale Glaube hat seinen Aberglauben. Dieser ist unter mancherlei Wandlungen, durch alle Perioden der Weltgeschichte, a u c h in der Form des Communismus zum Vorschein

gekommen. [...] So ist der Communismus nur ein Schatten, der sich selbst entflieht, da er sich selbst zu begreifen strebt; der nie und nimmer die Wirklichkeit zu beherrschen vermag.
[...]

33 R ALLGEMEINES DEUTSCHES VOLKS-CONVERSATIONS-LEXIKON, HAMBOURG,
1846

ANONYME Communismus in Allgemeines deutsches Volks-Conversations-Lexikon und Fremdwörterbuch [...] hg. von mehreren Gelehrten, Hambourg 1846, vol. II, p. 269.

[...] Wir werfen einen Schleier über das schreckliche Bild, das uns aus der Tiefe der Zukunft dämmernd entgegensteigt!³⁰²

33 S EMIL OTTO WELLER, LEIPZIG, AUTOMNE 1847

[E. O. WELLER] Unpolitische Bemerkungen in Demokratisches Taschenbuch für 1848 Leipzig 1847, p. 152³⁰⁹.

[...] Wir kommen zu Herrn W. S c h u l z. Der hat einen großen langen Artikel im "Staatslexikon" geschrieben, um den "Communismus" zu vernichten. Auf 70 Seiten vollbringt er diese Heldenthat [...] mit einer Beschwörung gegen das "drohende Gespenst", dem er zu Leibe geht. Ei, ei, wer wird so kindisch sein und mit Gespenstern kämpfen! [...]

33 T HERMANN EWERBECK, PARIS, DECEMBRE 1847

[H. EWERBECK] Vorwort des Uebersetzers in CABET Reise nach Ikarien Paris [décembre] 1847, p. XV et XVIII³¹⁰.

[...] Die schrecklichsten Erinnerungen aus der Babeuf'schen Zeit quälten noch alle Welt; es galt jetzt, diese Gespenster zu bannen, und zwar mittels Ueberzeugung. [...]

Der Kommunismus ist das Unthier im Walde, gegen welches alle Partheien sich brüderlich die Hände reichen. Um diesem Thiere "deß Zahl sechshundert sechs und sechzig" (wie Johannes der Visionär sagte) den Garaus zu machen, marschirt der Voltairianer vom Constitutionnel friedlich neben dem Jesuiten vom L'Univers, neben dem republikanischen National, neben der fourieristischen Democratie pacifique, neben der demokratischen Reform des Herrn Ledrü Rollin, neben dem guizotischen Débats, neben dem mittelmäßigen Siecle, neben der auf die lächerlichen Scharteken der gallikanischen Kirchenfreiheit pochenden, karlistischen Gazette de France des Herrn Abbé Genoude: kurz dieses ganze Frankreich macht Front gegen den Kommunismus. Das ganze Frankreich? wirklich? Ja wohl, das in der P r e s s e vertretene.³¹¹ [...]

33 U

ADALBERT VON BORNSTEDT, BRUXELLES, JANVIER 1848

A.v.B[ORNSTEDT] Es schleicht ein finstrier Geist durch dieses Haus in Deutsche-Brüsseler-Zeitung 6 janvier 1848, n^o 2, p. 1/iii-2/i³¹².

[...]

Die Gespensterfurcht, die Besorgniß vor den deutschen demagogischen Umtrieben, welche früher oft verspottet und als Vision betrachtet wurde, hat sich seitdem allmählig verwandelt in eine kolossale Angst vor dem massenhaften Proletariat. [...] Ja, die Gespenster sind Fleisch und

Blut geworden, sie haben sich bereits voriges Jahr massenhaft bei hellem, lichtem Tage neben den eleganten Berliner Lindenpromenaden sehen lassen, sie verlangten Brodt und Lebensmittel [...]. Warum aber siegten diese "drohenden Gespenster" nicht?

Weil sie nicht massenhaft, nach einem Plane, an allen Orten zugleich verfuhrten. [...]

Das "schreckliche Gespenst" des bedrückten und verhungerten Proletariats tritt indeß überall aus den Fabriken, den Manufakturen, den großen und kleinen Städten [...] und selbst auf dem flachen, von Abgaben bedrückten Ackerbaulande hervor. [...]

33 V

KARL MARX / FRIEDRICH ENGELS, LONDRES, FÉVRIER 1848

[Karl MARX / Friedrich ENGELS] Manifest der Kommunistischen Partei Veröffentlicht im Februar 1848, Londres, p. 3³¹³.

Ein Gespenst geht um in Europa - das Gespenst des Kommunismus. Alle Mächte des alten Europa haben sich zu einer heiligen Hetzjagd gegen dies Gespenst verbündet, der Papst und der Czar, Metternich und Guizot, französische Radikale und deutsche Polizisten.

Wo ist die Oppositionspartei, die nicht von ihren regierenden Gegnern als kommunistisch verschrieen worden wäre, wo die Oppositionspartei, die den fortschritteneren Oppositionsleuten sowohl, wie ihren reaktionären Gegnern den brandmarkenden Vorwurf des Kommunismus nicht zurückgeschleudert hätte?

Zweierlei geht aus dieser Thatsache hervor.

Der Kommunismus wird bereits von allen europäischen Mächten als eine Macht anerkannt.

Es ist hohe Zeit daß die Kommunisten ihre Anschauungsweise, ihre Zwecke, ihre Tendenzen vor der ganzen Welt offen darlegen, und den Märchen vom Gespenst des Kommunismus ein Manifest der Partei selbst entgegenstellen. [...]³¹⁴

33 W

HELEN MACFARLANE, LONDRES, NOVEMBRE 1850

[Helen MACFARLANE]³¹⁵ Manifesto of the German Communist Party in The Red Republican Londres, 9 novembre 1850, n^o 21, p. 161/i-ii

A frightful hobgoblin stalks throughout Europe. We are haunted by a ghost, the ghost of Communism. All the Powers of the Past have joined in a holy crusade to lay this ghost to rest, - the Pope and the Czar, Metternich and Guizot, French Radicals and German police agents. Where is the opposition which has not been accused of Communism by its enemies in Power? And where the opposition that has not hurled this blighting accusation at the heads of the more advanced oppositionists, as well as at those of its official enemies? Two things appear on considering these facts. I. The ruling Powers of Europe acknowledge Communism to be also a Power. II. It is time for the Communists to lay before the world an account of their aims and tendencies, and to oppose these silly fables about the bugbear of Communism, by a manifesto of the Communist Party.

[...]

33 X

KARL MARX / FRIEDRICH ENGELS, MANCHESTER, SEPTEMBRE 1879

Karl MARX / Friedrich ENGELS Zirkularbrief an Bebel, Liebknecht, Bracke u.a in MEW 19, Berlin 1962, p. 162.

[...]

Um der Bourgeoisie die letzte Spur von Angst zu benehmen, soll ihr klar und bündig bewiesen werden, daß das rote Gespenst wirklich nur ein Gespenst ist, nicht existiert³¹⁶. Was aber ist das Geheimnis des roten Gespensts, wenn nicht die Angst der Bourgeoisie vor dem unausbleiblichen Kampf auf Tod und Leben zwischen ihr und dem Proletariat? Die Angst vor der unabwendbaren Entscheidung des modernen Klassenkampfes? Man schaffe den Klassenkampf ab, und die Bourgeoisie und "alle unabhängigen Menschen" werden "sich nicht scheuen, mit den Proletariern Hand in Hand zu gehen"! Und wer dann geprellt, wären eben die Proletarier.

[...]

33 Y

LAURA LAFARGUE, PARIS, AOUT 1885

[Laura LAFARGUE] Manifeste du parti communiste³¹⁷ in Le Socialiste Paris, 29 août 1885, n.º 1, p. 3/iii.

Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre: le Pape et le Czar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne.

Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas relancé à ses adversaires de droite et de gauche l'épithète flétrissante de communiste?

Deux choses ressortent de ces faits:

Déjà le communisme est reconnu par toutes les puissances de l'Europe comme une puissance.- Il est grand temps que les communistes exposent à la face du monde entier leur manière de voir, leur but et leurs tendances; qu'ils exposent ³¹⁸ aux contes du spectre du communisme un manifeste du parti lui-même.

[...]